



L'Ouganda du général Idi Amin Dada de 1971-1979 : Une étude comparative des approches du London Times et du Guardian

Mémoire

Maryse Bernier-Duchaussoy

Maîtrise en histoire - avec mémoire
Maître ès arts (M.A.)

Québec, Canada

© Maryse Bernier-Duchaussoy, 2020

Résumé du mémoire

Le mémoire qui suit a pour objectif de faire ressortir les grandes lignes du traitement de la prise de pouvoir d'Amin, de la crise de la déportation des Asiatiques ainsi que de la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda telles que vues par le *London Times* et le *Guardian*. Il s'attardera également sur les divergences et les convergences entre les deux médias. Dans la mesure où elles sont assez distinctes pour représenter des approches à part entière, elle essaiera d'identifier les éléments qui influencent/structurent ces différentes approches en référence aux thèmes mentionnés auparavant.

Table des matières

Résumé du mémoire.....	ii
Remerciement.....	iv
Introduction	1
Objet d'étude	4
Problématique et hypothèses.....	8
Regard sur le <i>London Times</i> et le <i>Guardian</i>	9
Sources et méthodologie.....	11
Bilan historiographique	15
Chapitre 1: La montée et la chute du régime d'Idi Amin	18
1.1 L'arrivée au pouvoir d'Amin telle que vue par le <i>Times</i>	19
1.2 L'arrivée au pouvoir d'Amin telle que vue par le <i>Guardian</i>	26
1.3 Comparaison des approches.....	31
1.4 La fin du régime d'Amin telle que comprise par le <i>Guardian</i>	33
Chapitre 2 : L'exil des Asiatiques.....	38
2.1 L'exil des Asiatiques de 1972 vu par le <i>Times</i>	39
2.2 L'exil des Asiatiques de 1972 vu par le <i>Guardian</i>	46
2.3 Comparaison des approches.....	54
Chapitre 3 : La rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin.....	61
3.1 La fin des liens diplomatiques telle que vue par le <i>Times</i>	62
3.2 La fin des liens diplomatiques telle que perçue par le <i>Guardian</i>	71
3.3 Des approches à comparer	81
Conclusion.....	88
Bibliographie.....	93

Remerciement

Il m'est impossible de remercier tous ceux qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire. La vie a placé plusieurs épreuves dans mon chemin et grâce à ceux que j'aime et qui m'aiment, j'ai été en mesure de braver l'adversité et de terminer le travail. Alors, sans vous nommer par peur d'en oublier, je tiens à remercier de tout cœur tous ceux qui m'ont soutenue et ont cru en moi.

Introduction

L'Ouganda n'est plus depuis longtemps l'enfer tropical des années Idi Amin et Obote¹. L'évolution de ce pays a fait de lui, depuis les années 1990, un modèle sur la scène politique et économique africaine. Il n'en demeure pas moins qu'il s'est forgé à travers une histoire qui ne fut pas toujours glorieuse. Tout débute alors que la Grande-Bretagne s'intéresse à l'Égypte et à la source du Nil. Elle envoie par conséquent une première compagnie concessionnaire en 1887, la BEAA (British East African Association) afin de prendre possession de la région du Buganda. C'est l'IBEAC (Imperial British East Africa Company), implantée dans la région par Lord Lugard en 1890, qui sera officiellement reconnue comme étant la première véritable exploitation britannique dans cette région de l'Afrique orientale². La colonie n'était pas, à l'époque, très importante pour les Britanniques et l'évolution de leur politique impérialiste ce qui les mena à se questionner sur la pertinence de posséder ce territoire. Grâce aux efforts politiques de Rosebery, secrétaire des affaires étrangères dans le gouvernement de Gladstone, l'Ouganda demeurera sous l'hégémonie britannique et sera officiellement proclamé protectorat britannique le 12 avril 1894³. Il faudra tout de même attendre 1902 pour que le gouvernement ougandais soit reconnu par le Parlement de Londres et que le statut de protectorat entre officiellement en fonction dans la colonie⁴. Le territoire fut alors géré sous les principes de l'*Indirect Rule*, instaurée par Lord Lugard, qui associe davantage le pouvoir local traditionnel aux prises de décisions⁵. En fait, le principe du protectorat faisait en sorte que l'autorité traditionnelle en place était contrôlée par l'administration coloniale et le gouverneur général. Cette situation laissait croire à la population locale que ses élites tenaient toujours la réalité du pouvoir.

Dans les années 1950, s'amorce en Afrique un mouvement de décolonisation qui n'épargne pas la colonie britannique. C'est alors que le régime colonial enclenche un processus de réformes constitutionnelles et de développement utilisant une stratégie de

¹ Gérard Prunier et Bernard Calas, *L'Ouganda contemporain*, Paris, Institut français de recherche en Afrique, 1994, p. 8.

² Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, Mesnil-sur-l'Estré, Édition Denoël, 1996, p. 283.

³ *Ibid.*, p. 315.

⁴ Gérard Prunier et Bernard Calas, *L'Ouganda contemporain*, p. 73.

⁵ Hélène d'Almeida-Topor, *L'Afrique au 20e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 28.

commissions et de conférences⁶. Cette voie de décolonisation graduelle mène la colonie à l'indépendance le 9 octobre 1962, au terme d'une dizaine d'années de négociations pacifiques. Plusieurs partis politiques furent impliqués dans le processus dont l'*Uganda Peoples Congress* et l'*Uganda National Movement*. C'est pourtant l'UPC qui prendra la tête du pays au moment de l'indépendance, élevant ainsi Apollo Milton Obote au titre de Premier ministre de l'Ouganda⁷.

Comme la plupart des dirigeants africains de l'époque, Obote avait des visions d'unité nationale, de stabilité politique, de modernisation et de développement économique pour son pays⁸. Il prenait ainsi sa place au sein des autres indépendantistes africains et prônait une démocratisation de la société ougandaise. Il fit toutefois connaître une grande crise politique au pays en 1966 lorsqu'il suspendit la constitution. Une telle décision eut pour conséquence de militariser la politique ougandaise, de centraliser de manière excessive les ressources du pays et de renforcer le système tribal en plus d'éliminer les centres secondaires de pouvoir, facilitant ainsi l'implantation d'une loi autoritaire⁹. Le tout créera également plusieurs zones de conflits internes qui seront principalement localisées dans la province du Buganda. Partisan de l'idéologie socialiste, Obote tentera de régler la situation et d'unifier le pays en faisant prendre un virage à gauche à l'Ouganda en 1969¹⁰. Cette instabilité donnera lieu au coup d'État du général Idi Amin du 25 janvier 1971.

Amin est issu de la tribu Kakwa dont seulement une partie est implantée en Ouganda¹¹. Avant la venue au pouvoir du dictateur, cette tribu faisait partie des trois groupes ethniques minoritaires du pays. L'avènement du régime dictatorial et autoritaire d'Amin la propulsa au cœur des changements d'alliances ethniques ougandais¹². La population ougandaise voyait Amin au début de son règne comme étant un homme jovial et généreux de promesses. Toutefois, ses talents de manipulateur lui permirent de laisser sa marque en tant

⁶ Gérald Prunier et Bernard Calas, *L'Ouganda contemporain*, Paris, Institut français de recherche en Afrique, 1994, p. 83.

⁷ Hélène d'Almeida-Topor, *L'Afrique au 20e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 211.

⁸ Garth Glentworth et Ian Hancock, « Obote and Amin: Change and Continuity in Modern Uganda Politics », *African Affairs*, vol. 72, no 288 (juillet 1973), p. 238.

⁹ Gérald Prunier et Bernard Calas, *L'Ouganda contemporain*, Paris, Institut français de recherche en Afrique, 1994, p. 100.

¹⁰ Hélène d'Almeida-Topor, *L'Afrique au 20e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 261.

¹¹ Henry Kyemba, *L'État sanguinaire sous le règne d'Amin Dada*, Montréal, Stanké, 1977, p. 16.

¹² Garth Glentworth et Ian Hancock, « Obote and Amin: Change and Continuity in Modern Uganda Politics », *African Affairs*, vol. 72, no 288 (juillet 1973), p. 238.

qu'homme politique totalitaire et machiavélique¹³. Son régime politique est radicalement populiste, c'est-à-dire qu'il fait la promotion du peuple en développant un discours qui prône la méfiance¹⁴. Dans le cas d'Amin, cette méfiance pousse la population contre l'élite asiatique et les compagnies britanniques qui sont accusées de monopoliser les ressources du pays, contre les Britanniques qui sont toujours accusés de colonialisme et de capitalisme allant à l'encontre du bien-être de l'Ouganda et contre l'ancien dirigeant Milton Obote qui est pour sa part accusé de tenter de saboter le régime d'Amin en se servant de l'appui du gouvernement tanzanien. Lorsque cette manière de gouverner fondée sur l'image d'un chef d'État fort et charismatique et sur la xénophobie s'avère inefficace, le dictateur ougandais se tourne vers la terreur afin de conserver sa mainmise sur l'Ouganda¹⁵.

Les médias internationaux commencent, dès la moitié de la première année de son règne, à publier les irrégularités qui commencent à prendre place en Ouganda. Il est tout d'abord question du fait que l'armée décide de conserver l'état d'urgence et de ne pas tenir d'élections avant qu'elle considère que la situation politique et économique du pays soit adéquate. Par la suite, elle nomme Idi Amin Dada comme président officiel du pays. Vient peu de temps après l'annonce de la déportation des Asiatiques qui fait couler beaucoup d'encre. Les médias rapportent continuellement comment le général se sert de la radio d'État ougandaise pour annoncer ses décrets et ses différentes politiques. L'exécution de la déportation sème une nouvelle inquiétude et/ou incompréhension sur la scène internationale quant à la nouvelle réalité du peuple ougandais. À la suite de la déportation, l'économie du pays s'effondre, car les Ougandais, peu préparés et qualifiés, se voient devant l'incapacité de prendre la relève. On critique alors la redistribution des richesses et l'inconsistance du président.

Le régime populiste d'Amin commence à s'attirer de plus en plus de critiques sur la scène internationale. Le dictateur accuse alors les Britanniques de mener une campagne de salissage à son égard. Ceux qui s'opposent ou contestent les politiques du général Amin commencent à disparaître. C'est notamment le cas du ministre de la Justice Benedicto

¹³ Henry Kyemba, *L'État sanguinaire sous le règne d'Amin Dada*, Montréal, Stanké, 1977, p. 27.

¹⁴ École de politique appliquée, *Équipe perspective monde : Populisme*, Sherbrooke, 18 novembre 2019, adresse URL : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?idictionnaire=1683>.

¹⁵ Michael Twaddle, *Uganda Now: Between Decay Development*, Londres, James Currey, 1988, p. 39; Timothy Shaw, «Uganda Under Amin: The Cost of Confronting Dependence», *Africa Today*, vol. 20, n° 2(1973), p. 35.

Kiwanuka qui a été enlevé en plein jour devant chez lui et qui n'a jamais été retrouvé. Lorsque l'économie du pays continue à s'effondrer, le dirigeant ougandais jette le blâme sur les Britanniques et leurs possessions. Il confisque alors graduellement toutes les possessions étrangères en Ouganda en promettant des dédommagements qui ne viendront, dans bien des cas, jamais. Lorsque la grogne commence de plus en plus à se faire sentir au niveau local, l'armée ougandaise se charge de terroriser les récalcitrants, se transformant d'armée nationale à une force mercenaire non nationale¹⁶. Amin détourne son mécontentement vers la Tanzanie à qui il reproche d'attaquer la frontière et d'être à la tête d'une guérilla ayant pour objectif d'envahir l'Ouganda dans le but de restituer Obote à la présidence. Ces accusations se produiront de manière récurrente, et ce, dès 1972. Elles finiront par mener à la perte de son régime en avril 1979 alors que l'armée tanzanienne aide l'UNFL (Front de Libération de l'Ouganda) à expulser Amin du pays¹⁷. En dépit du statut d'indépendance du pays, la Grande-Bretagne continuera d'entretenir des relations particulières avec l'Ouganda, nommé par Churchill « perle de l'Afrique » pour son potentiel.

Objet d'étude

Notre étude se situe dans le courant postcolonial et dans l'histoire des représentations. Les États africains ont, à partir des années 1950, connu une évolution rapide en matière d'institutions politiques. Celle-ci s'explique notamment par l'accession à l'indépendance suivie par le désengagement des anciennes puissances coloniales. Ce retrait est toutefois contestable, puisqu'il a fait place à une nouvelle forme d'influence : le néocolonialisme, qui est décrit comme une politique impérialiste qui a pour objectif de contrôler indirectement les anciennes colonies du Tiers-Monde par le biais de politiques économiques ou encore par l'entremise des entreprises qui y demeurent implantées après l'indépendance. Les années 1970 constituent par conséquent un choix chronologique éclairé puisqu'il permet de prendre connaissance du développement du néocolonialisme en y dressant un parallèle avec les institutions politiques postindépendances. En Ouganda, cette période coïncide au règne d'Idi Amin. Amin représente l'archétype des dictateurs issus des partis uniques qui sont

¹⁶ Tony Avirgan et Martha Honey, *War in Uganda: The Legacy of Idi Amin*, Westport, Lawrence Hill Company, 1982, p. 6.

¹⁷ Hélène d'Almeida-Topor, *L'Afrique au 20e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 265.

issues des répercussions administratives de l'ère coloniale et de la méthode de gouvernance britannique de l'*Indirect Rule*. Ces régimes, empreints d'autoritarisme, mettent de l'avant un personnage autoritaire dont les actions, les politiques et les paroles sont la base du gouvernement. Ces dictateurs font tout pour demeurer au pouvoir tout en prônant que leurs décisions sont prises en fonction du bien-être de leur pays. Pour Achille Mbembé, l'autoritarisme africain s'explique sous les principes du pouvoir ou du *Commandment*. Celui-ci sous-tend que les dirigeants issus des systèmes coloniaux emploient une violence déshumanisante qui prend racine à la base même des régimes coloniaux¹⁸. Elle met également l'accent sur un régime où les privilèges et les immunités sont de mises et où la logique selon laquelle l'objectif du pouvoir est de se faire obéir par la population prévaut. De plus, Mbembé stipule que le pouvoir s'impose par le monde des sensations et n'en appelle donc pas à la raison¹⁹. Elle tourne plutôt autour de la sujétion en faisant ressortir une culture phallique de domination. Elle est, toujours selon Mbembé, « a bundle of energies and brutal fantasies which always end up taking on lives of their own²⁰. »

Les régimes postcoloniaux suscitent aussi un engouement particulier au cinquantenaire des indépendances africaines. Autrefois surnommée « la perle de l'Afrique » par Churchill, la République de l'Ouganda et son devenir refont surface sur la scène médiatique dans les années 2010, lors de la publication sur Internet du documentaire *Kony 2012*¹²⁴ par *Invisible Children*. Ce dernier dénonce les atrocités commises par Joseph Kony, chef des rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda. Dans les années 1970, le pays soulève un même type d'intérêt particulier dans la presse écrite. Cet intérêt se dénote notamment dans le *London Times* et dans le *Guardian*. Ces deux quotidiens publient principalement pour le public britannique et seront ici étudiés comme étant des voix importantes de la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale. L'accession à l'indépendance de l'Ouganda en 1962 et les élections qui s'en suivent voient la montée au pouvoir du président Obote. Ce dernier est toutefois renversé le 25 janvier 1971 date à laquelle Idi Amin, alors général de l'armée ougandaise, orchestre un coup d'État qui le

¹⁸ Achille Mbembé, *On the Postcolony*, London, Berkely, les Presses de l'Université de Californie, 2001, p. 27.

¹⁹ Christian Hoeller, « Interview with Achille Mbembe », *Quarterly art/theory/cultural studies journal*, n° 1528, adresse URL: laits.utexas.edu/africa/ads/1528.html.

²⁰ *Idem*.

forcera à s'exiler en Tanzanie. L'étude en cours a pour objectif de faire ressortir l'approche du *Times* et du *Guardian* sur différents faits prenant place sous le joug d'Idi Amin entre 1971 et 1979.

Cette étude se concentrera par conséquent sur la réception de la presse écrite d'événements bien précis du règne d'Amin. Il est important de souligner que les deux quotidiens à l'étude publient les écrits de journalistes étant influencés par le contexte socio-économique de la Grande-Bretagne. L'ancienne métropole se retrouve alors au cœur d'une grande période d'instabilité engendrée par la crise économique des années 1970 et la question de l'Irlande du Nord. Cette instabilité s'illustre dans le domaine politique par la succession de quatre premiers ministres, de deux idéologies différentes (conservatrice et travailliste), en moins de 10 ans²¹. La Grande-Bretagne, bien qu'ayant mis de côté son entreprise impérialiste met toujours de l'avant le principe de gouvernementalité tel que développé par Foucault. Pour l'auteur, il s'agit d'un mode d'exercice du pouvoir dans lequel gouverner est « avoir à l'égard des habitants, des richesses, de la conduite de tout un chacun une forme de surveillance, de contrôle non moins attentif que celle du père de famille sur la maisonnée et ses biens²². » La différence est ici qu'il n'emploie plus la force afin d'assurer le maintien de ce pouvoir, mais qu'il a mis en place des institutions politiques qui ont évolué et garantissent ainsi le respect des lois et la progression de l'idée du mercantiliste et du libre-échange. C'est donc dans cet ordre d'esprit qu'il nous faut entreprendre l'instauration et l'analyse de notre corpus de sources. Ce dernier se divise en trois parties distinctes.

Dans un premier temps, il sera question de la prise de pouvoir d'Amin en 1971 ainsi que de sa chute en 1979. Ces deux événements sont importants parce qu'ils représentent le premier et le dernier regard des quotidiens londoniens sur le régime ougandais. Une mise en opposition de ceux-ci nous permet de voir comment l'opinion des journaux a évolué au cours des neuf années au pouvoir d'Amin. De plus, ils nous donnent la chance de comparer le rôle que le *London Times* et le *Guardian* accordent à la Grande-Bretagne quant aux changements

²¹ Il est ici question du conservateur Edward Heath (1970-1974), des travaillistes Harold Wilson (1974-1976) et James Callaghan (1976-1979) et de la conservatrice Margaret Thatcher (1979-1990).

²² Michel Foucault, *Dits et Écrits, 1954-1988, Vol. 3: 1976-1979*, Collection Bibliothèque des Sciences Humaines, Gallimard, 1994, p. 642.

politiques se produisant dans son ancienne colonie, et ce, en considérant les réactions observées par leurs journalistes.

Dans un deuxième temps, nous accorderons une attention particulière à la déportation des Asiatiques de 1972. L'importance de cette déportation prend racine dans le fait que du côté ougandais, les Asiatiques sont ceux qui possèdent la majorité des commerces et qui sont en quelque sorte responsables de l'économie du pays. La décision d'Amin de les déporter engendre donc une très grande curiosité la façon dont son pays va pouvoir se relever d'un aussi grand choc économique. Du côté de la Grande-Bretagne, la déportation des Asiatiques ougandais a aussi des conséquences non négligeables. En effet, la plupart des personnes déportées possèdent un passeport britannique. Cet élément pose un problème au gouvernement britannique qui a promis en 1971 de limiter l'immigration. Il doit par conséquent trouver comment balancer sa responsabilité envers les Britanniques vivant en Grande-Bretagne et les immigrants asiatiques ougandais à qui il a auparavant accordé la citoyenneté. Le *London Times* et le *Guardian* publient un grand nombre d'articles sur le sujet et offrent une grande quantité de sources nous permettant une analyse plus poussée et plus détaillée.

Finalement, nous considérerons la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin en 1976. Pour ce faire, nous devons mettre cette rupture en relation avec deux autres événements ayant directement poussé la Grande-Bretagne à employer une telle mesure. Ces faits, de manière chronologique, sont le raid israélien en conséquence du détournement d'un vol d'Air France par des ressortissants palestiniens vers l'Ouganda et la disparition de Mme Dora Bloch, citoyenne britannique. Ceux-ci, mis en lien avec les réactions particulières d'Idi Amin, viennent apporter une perspective de causes à effets sur la décision des Britanniques de rompre toutes relations diplomatiques avec leur ancienne colonie. Cette coupure représente un intérêt particulier de cette recherche puisqu'il s'agit de la première fois dans son histoire que la Grande-Bretagne coupe toutes relations diplomatiques avec un pays membre du *Commonwealth*. Or, il ne serait pas possible de la couvrir sans en considérer la genèse. La couverture médiatique sur le sujet en est par conséquent plus vaste et davantage jonchée d'éditoriaux et d'articles de fond l'exposant en détail.

Problématique et hypothèses

Comme nous venons de le mentionner, cette étude a pour but de faire ressortir l'approche du *London Times* et du *Guardian* sur trois événements particuliers ayant pris place en Ouganda et ayant affecté la Grande-Bretagne sous le règne d'Idi Amin entre 1971 et 1979. Afin de mieux cerner le sujet, nous analyserons les faits en deux temps. Un premier, discuté dans notre premier chapitre, sera de voir quelles sont les grandes lignes du traitement de la prise de pouvoir d'Amin ainsi que de sa chute. Plus particulièrement, nous nous concentrerons sur : en quoi l'interprétation de ces faits comportera des divergences et des convergences entre les deux médias. La formation des deux chapitres qui suivront se fera autour de la problématique de l'interprétation journalistique et éditoriale du *Times* et du *Guardian*. Nous nous questionnerons donc à savoir si les interprétations des deux quotidiens sont assez distinctes afin de constituer une approche particulière de leur part. Le cas échéant, nous essaierons d'identifier les éléments qui influencent ou structurent ces différentes approches. Dans le cas du chapitre 2, nous mettrons l'accent sur la question de la déportation des Asiatiques. Puis, dans le troisième, nous nous concentrerons sur celle de la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda.

Nous avançons tout d'abord l'hypothèse que l'interprétation de la prise de pouvoir d'Amin, bien que similaire, ne sera pas la même. En effet, nous croyons que le *Times* se concentrera davantage sur les bienfaits économiques que l'arrivée au pouvoir d'Amin va engendrer et sur le fait que sa prise de pouvoir promet le renversement de l'idéologie socialiste en Ouganda. Son homologue, le *Guardian*, se voudra, quant à lui, plus critique de la montée au pouvoir d'Amin et ne considèrera pas le socialisme d'Obote comme étant un aspect important à contempler dans son renversement. Sur le plan de la distinction des approches, nous croyons que le *Times* verra la déportation des Asiatiques comme étant un événement profondément marquant pour la Grande-Bretagne et les Britanniques en général sans concentrer son analyse sur ses conséquences en Ouganda. Dans un même ordre d'idées, le *Guardian* ne sera peut-être pas en mesure de se concentrer sur l'ensemble des conséquences ougandaises inhérentes à la décision d'Amin, mais il prendra davantage de temps de voir les résultats sociaux qu'elle engendre. Le *Guardian* aura aussi un point de vue plus critique des actions du gouvernement que le *Times*. Finalement, nous ne sommes pas

certaines que la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda présentera des approches différentes de la part des deux quotidiens. Bien que ces derniers soient reconnus pour leurs divergences au niveau de leurs tendances politiques (le *Times* étant de tendance conservatrice et le *Guardian* de tendance centre-gauchiste) nous pensons que l'importance de l'affront fait par Amin à la Grande-Bretagne, quant à ses réactions face au raid israélien et à la disparition de Mme Dora Bloch, aura préséance, dans les deux cas, et guidera donc leur approche face à la situation.

Regard sur le *London Times* et le *Guardian*

Nombreux sont les quotidiens britanniques ayant une opinion marquée sur les politiques de la Grande-Bretagne. Parmi ceux-ci se trouve le *London Times*. Malgré la popularité de ce journal, les études parlant de ce dernier sont difficiles à trouver. J. C. Merrill et Harold A. Fisher en font toutefois mention dans leur recensement des cinquante meilleurs journaux au monde²³. Merrill se fonde sur 11 éléments internes et externes afin de juger de la qualité de ce journal²⁴. Il dénote notamment l'importance de la réputation du journal dans la communauté historique et académique ainsi que l'intérêt porté à la politique éditoriale. Selon l'auteur, le journal londonien rencontre plusieurs de ces critères. Fondé en 1785 par J. Walter, le *Times* se dit alors indépendant de toutes allégeances politiques. Au fil des années et plus particulièrement sous le règne éditorial de John Walter III, à partir de 1847, le journal se penche plutôt vers le mode de pensée conservatrice tout en demeurant plus ou moins indépendant²⁵. La nomination de Lord William Rees-Mogg de 1966 à 1981 au poste de rédacteur en chef lui fait également conserver sa tangente conservatrice²⁶. Harold Evans précise cependant que l'instinct de vérité de Roy Thomson, propriétaire du journal de 1966 à 1981, le pousse à soutenir une ligne éditoriale indépendante²⁷. Son sens du devoir le pousse aussi à s'assurer que son journal soit au service de la communauté. Cet élément nous porte à

²³ J. C. Merrill et Harold A. Fisher, *The World's Great Dailies: Profiles of Fifty Newspapers*, New York, Hasting House, 1980, 379 p.

²⁴ John C. Merrill et Ralph L. Lowenstein, *Media, messages, and men: News perspectives in communication*, New York, D. McKay Co., 1971, 293p.

²⁵ Auteur inconnu, *The Times (London)*, New World Encyclopedia, adresse url: [http://www.newworldencyclopedia.org/entry/The_Times_\(London\)](http://www.newworldencyclopedia.org/entry/The_Times_(London)).

²⁶ William Rees-Mogg, *Memoirs*, Harper Collins Publishers, London, 2011, p. 208.

²⁷ Harold Evans, *Good Times, Bad Times*, Atheneum, New York, 1983, p.5.

croire que le conservatisme de Rees-Mogg est par conséquent modéré. Autrement dit, la ligne éditoriale du *Times* se veut indépendante de toute allégeance politique, mais, entre 1971 et 1979, nous pouvons clairement percevoir un filon conservateur. Ceci rappelle par conséquent le débat sur la position des médias puisque, comme le souligne Stuart N. Soraka, « *the press «may not be successful much of the time in telling people what to think, but it is stunningly successful in telling its readers what to think about»[...]*²⁸. » L'auteur précise également que le *Times* est le journal britannique qui offre une plus grande couverture médiatique sur les affaires étrangères. Un lien très étroit est dressé par Soroka entre l'opinion publique, les médias et la politique étrangère.

L'autre journal sur lequel se fonde notre recherche est le *Guardian*. Il fut publié pour la première fois le 5 mai 1819 en réaction au massacre de Peterloo et aux lois anti-maïs qui fleurissaient alors à Manchester²⁹. Ainsi nommé le *Guardian* de Manchester par son créateur John Edward Taylor, marchand de coton, le journal n'était à l'époque qu'une publication hebdomadaire. Il faudra en effet attendre l'abolition en 1855 du *Stamp Duty*, taxe imposée spécialement aux éditeurs de journaux instaurée en 1712, pour que le journal ait les moyens de passer à une publication quotidienne. C'est l'établissement du *Scott Trust* en 1936 qui garantit finalement au *Guardian* son indépendance financière et éditoriale. Le quotidien se construit par la suite une réputation d'excentricités qui l'emporte sur ses singularités particulières telles que l'absence de courses de chevaux, de morale politique officielle et de dirigeants « absurdes »³⁰. En 1959, dans le but de refléter l'élargissement de son lectorat et de sa couverture, le journal change son nom pour le *Guardian*³¹. Le *Guardian* est maintenant historiquement reconnu pour son journalisme d'enquête, ses discussions impartiales des enjeux importants et sa couverture de la correspondance étrangère³². Selon l'encyclopédie Britannica, le quotidien se serait mérité le surnom « conscience non-conformiste de la Grande-Bretagne »³³. Ce surnom est dû en partie aux singularités susmentionnées, mais également au fait que dans la polarisation politique des années 1970 et 1980, contrairement

²⁸ Stuart N. Soraka, «Media, Public Opinion, and Foreign Policy», *Press/Politics* 8(1), hiver 2003, President and the Fellows of Harvard College, p. 29.

²⁹ Auteur inconnu, *History of the Guardian*, adresse url: www.theguardian.com/gnm-archive/2002/jun/06/1.

³⁰ *Idem*.

³¹ Auteur inconnu, *The Guardian*, adresse url: www.britannica.com/topic/The-Guardian-British-newspaper.

³² *Idem*.

³³ *Ibidem*.

à ses homologues du *Times* et du *Daily Telegraph*, le *Guardian* se positionne comme étant la voix des gauchistes, et ce de manière non équivoque.

Sources et méthodologie

Afin de bien cerner notre recherche, comme mentionné auparavant, nous avons décidé de nous pencher sur deux quotidiens britanniques étant tout deux publiés à partir de Londres. Ces deux journaux font partie des grands titres de l'époque en raison de la grande quantité d'exemplaires vendus et du fait qu'ils ont pour objectifs de couvrir la presse nationale et non seulement locale ou londonienne, tout en touchant à l'international. Les professeurs en journalisme G. L. Bird et F. E. Merwin affirment que ces journaux: « *furnish the news in as complete and accurate a form as possible and explain and interpret current news and issues in order to aid their readers to form an intelligent opinion*³⁴. » Nous voulions nous éloigner de la presse dite « tabloïd » et focaliser notre attention sur celle portant davantage sur la question politique. Cet intérêt envers l'opinion politique de la presse britannique s'explique notamment par le fait qu'elle possédait déjà certaines connaissances sur le pays, car l'Ouganda venait tout juste d'obtenir, il y a une vingtaine d'années, son indépendance. La perspective qu'elle peut alors nous apporter sur le sujet est plus complexe et plus profonde, comparée à la presse états-unienne ou encore canadienne, en raison de ce statut d'ancienne puissance coloniale et des connaissances inhérentes à cette position. Nous avons donc premièrement sélectionné le *London Times*. Ce dernier est reconnu pour ses tendances conservatrices qui mettent de l'avant l'importance de l'avancement économique du pays. L'idéologie conservatrice des années 1970 est également connue pour son protectionnisme qui se reflète souvent par une xénophobie ou un racisme. Les éditeurs du quotidien penchent souvent en faveur de la Chambre des Lords et des grandes entreprises britanniques et se gardent de critiquer ouvertement les gouvernements en place dans leurs éditoriaux. Comme nous tenons à faire une étude comparée des approches de deux différents journaux et que notre premier choix est connu pour son conservatisme, le choix du *Guardian* et de ses tendances libérales, ou de centre-gauche, s'est alors présenté à nous comme étant le choix idéal. L'idéologie de centre-gauche est alors connue pour son interventionnisme, ou

³⁴ Deogratias Nzarwa Katono, *Western Newspapers' Coverage of Idi Amin of Uganda 1971- 1979*, Wake Forest University, Department of History, 1990, p. 3- 4.

les tenants de l'État-providence. Elle prend en considération les points de vue des grands syndicats de Grande-Bretagne qui ont fondé le parti travailliste et se veut de ce fait plus critique des agissements des gouvernements en place. L'idéologie de centre-gauche n'est plus, dans les années 1970, attachée à l'idée de nationalisation à grande échelle, mais elle continue d'accorder une grande importance au bien-être de la masse en conjoncture avec la montée du libre-échange. Nous croyons que la mise en opposition de ces deux quotidiens nous permettra d'effectuer une analyse comparative du traitement des informations sur l'Ouganda d'Idi Amin, de 1971 à 1979. L'approche que ces deux idéologies apporteront à chacun des journaux nous permettra donc d'en analyser les divergences et les convergences de manière éclairée. En effet, dans les deux cas, leurs façons de comprendre ce qui se passe dans l'ancienne colonie à travers le prisme de leurs pensées politiques nous permettront de faire ressortir une image globale et plus réaliste de l'impact de la colonisation britannique et de la vision des régimes à parti unique autoritaire issus de leur colonisation.

L'importance du *London Times* et du *Guardian*, telle que mentionnée plus haut, vient du fait qu'ils incarnent les plus hautes normes de la presse écrite et qu'ils ont su gagner le respect des hommes politiques britanniques, des hommes d'affaires et des faiseurs d'opinions à travers le monde¹²⁵. Cette importance, juxtaposée à un attrait financier considérable, a poussé les deux quotidiens à publier leurs archives sur Internet afin de les rendre disponibles à ceux qui s'y abonnent¹²⁶. Les archives ainsi disponibles s'étalent de la création des journaux jusqu'à aujourd'hui. Chacun des quotidiens emploie un moteur de recherche qui permet de chercher des mots clés se trouvant dans les articles et leurs titres. Sur l'Ouganda et Idi Amin, entre 1971 et 1979, nous avons compté au-delà de 8000 articles présents dans les banques de données des deux journaux en raison de plus de 4000 chacun. C'est alors que nous avons raffiné nos recherches afin de nous concentrer sur les moments importants du régime d'Idi Amin.

Nous avons initialement concentré nos recherches sur la montée au pouvoir et la chute d'Amin. Pour ce faire, nous avons circonscrit nos recherches à la période du 25 janvier à la fin juin 1971. Nous voulions de la sorte avoir un traitement évolutif du début du règne d'Amin sur l'Ouganda. Afin de conserver les sources les plus pertinentes, nous avons employé le mot clé « Amin » et avons parcouru environ 150 articles par quotidien qui

mentionnaient le dictateur. Nous avons conservé un peu plus d'une cinquantaine d'articles de fond comprenant une quinzaine d'éditoriaux pour le *Times* et une quantité similaire d'articles pour le *Guardian*. Nous nous sommes éloignés pour ce thème des nouvelles en bref qui ne comportaient pas assez d'informations et dans lesquelles nous ne pouvions pas faire ressortir d'approche précise. Nous voulions également faire état de l'évolution de du traitement de l'information des quotidiens sur la chute d'Idi Amin en 1979. Le manque de ressources disponibles sur le site du *Times* nous a poussés à approfondir nos recherches sur le quotidien. Une grève ayant sévi aux éditions de presse Thompson de novembre 1978 jusqu'à novembre 1979 nous empêche d'avoir accès à l'approche du journal londonien. Nous pensions toutefois, dans une volonté de comparer le traitement de la montée au pouvoir à celui de la chute du dictateur ougandais, qu'il était important de faire ressortir l'approche du *Guardian* des trois mois ayant précédé l'exil du général Amin. Ce faisant, nous avons pu constater que plusieurs journalistes du *Times* ont été publiés par le *Guardian* lors de cette période. Bien que cela ne nous permette pas une analyse comparée, il nous est possible de discerner un point de vue global de la situation. Nous avons cette fois concentré nos recherches sur les mots clés « Ouganda » et « Amin » afin de faire ressortir un plus grand nombre d'articles. Nous en avons retenu encore une fois une cinquantaine dont seulement une dizaine était des éditoriaux.

Le thème de la déportation des Asiatiques en fut un très riche en sources. De l'annonce de la décision d'Amin de déporter l'ensemble de la population asiatique de l'Ouganda le 4 août 1972 à la fin du délai imposé pour son départ du 6 novembre 1972, nous avons présélectionné 138 articles faisant mention de l'Ouganda et d'Amin. Stipulons ici que pour l'ensemble des thèmes à l'étude nous avons conservé les mêmes mots clés, « Ouganda » et « Amin », afin de conserver une certaine constance et parce qu'ils faisaient ressortir un grand nombre d'articles pertinents. De ces 138 articles de bases, nous en avons retenu environ quatre-vingt parlant en détail de l'évolution de la situation en Ouganda et en Grande-Bretagne. Élément que nous avons trouvé plus difficile dans la recherche d'un corpus de sources pertinent sur la déportation des Asiatiques, et ce autant à travers les archives du *Times* que du *Guardian*, est que la plupart des articles trouvés s'étalent sur plusieurs pages qu'il nous a fallu par la suite chercher de manière séparée, car elles ne ressortent pas avec l'emploi de mots clés. Pour le *Guardian*, une quantité similaire d'écrits a été publiée, nous

en avons gardé 92 en raison de leur richesse en information et de la qualité de l'analyse qu'ils avançaient.

Nous nous sommes finalement penchés sur le thème de la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Nous avons toutefois réalisé qu'elle provenait d'une mise en relation de plusieurs événements devant être traités de manière globale. Ainsi, nous avons circonscrit nos recherches de l'annonce du détournement d'un avion d'Air France par des terroristes palestiniens vers l'Ouganda le 28 juin 1976 à la rupture officielle des relations diplomatiques le 29 juillet de la même année. Dans le but d'obtenir une vision plus approfondie de la fin de la diplomatie entre les deux pays, nous avons étendu notre période de recherche d'une semaine, soit jusqu'au 5 août 1976. Comme nous venons de le mentionner, plusieurs incidents importants prennent place lors de cette période. À la suite du détournement du vol d'Air France, arrive le raid israélien sur Entebbe suivi par la disparition de Mme Dora Bloch et l'expulsion du haut-commissaire britannique et de son secrétaire en second de l'Ouganda. Les deux quotidiens produisent plusieurs articles sur ces événements. Nous avons retenu 43 articles du *Times* et 50 du *Guardian* sur la question. Notons toutefois qu'il ne nous a pas été possible de trouver une grande quantité d'éditoriaux. Nous avons décidé également de ne pas couvrir les retranscriptions des sessions parlementaires sur la question. Il est vrai qu'elles font partie d'un choix éditorial, mais nous ne pensons pas qu'elles soient directement liées à l'approche des deux quotidiens et à leur traitement de l'information en raison de l'absence d'analyse qu'elles présentent.

Tout au long de l'établissement de notre corpus de sources, nous avons tenu à ce qu'un certain nombre d'éditoriaux soit représenté. Bien que nous en ayons exploité quelques-uns, ils ne représentent pas une quantité considérable de notre corpus. En effet, même en changeant les mots clés pour « déportation », « raid » ou encore « diplomatie », il ne nous a pas été possible de faire ressortir une majorité d'éditoriaux. Nous avons toutefois remarqué que les articles signés par des journalistes précis présentent des points de vue plus marqués. Nous avons par conséquent tenu à ce que notre corpus de sources soit composé d'articles signés et non signés dans le but de faire ressortir un point de vue comparatif de leur approche et du traitement de l'information qui en est inhérent. De plus, en conservant cette façon de faire pour nos recherches dans les archives des deux quotidiens, il nous sera plus

facile d'établir une comparaison entre les écrits publiés par le *London Times* et le *Guardian* quant à leur approche respective et leur interprétation des faits.

Bilan historiographique

Les écrits d'historiens en lien avec les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin à travers les journaux ne sont pas nombreux. En fait, dans l'ensemble de nos recherches, nous ne pouvons qu'en citer un, celui de Deogratias Nzarwa Katono publié en 1990 qui traite de la couverture médiatique des journaux occidentaux du règne d'Idi Amin entre 1971 et 1979³⁵. L'auteur publie sa recherche un peu après son arrivée en Amérique du Nord alors qu'il remarque comment l'opinion publique a été marquée par les atrocités qu'elles ont entendues et lues sur le dictateur ougandais. L'auteur prend le pouls des valeurs inhérentes à quatre journaux principaux, dont le *London Times* et le *Guardian*. Bien qu'il se penche sur le phénomène des représentations, Katono se contente d'analyser la manière dont les différents quotidiens présentent les agissements d'Amin et ce que cette manière de voir les choses nous apprend sur leurs valeurs. Il présente l'évolution du règne d'Amin en quatre phases distinctes, de sauveur du libre-échange à despote destructeur. Nous nous proposons dans notre recherche de compléter la pensée de Katono en ne nous concentrant que sur deux quotidiens de Grande-Bretagne. Contrairement à cet auteur, nous voulons comparer les publications des deux journaux afin d'en faire ressortir les similitudes et les divergences et ainsi en dégager des approches potentiellement différentes. De plus, nous nous concentrerons sur la perspective des médias provenant de l'ancien colonisateur du pays en espérant en faire ressortir des points d'analyses particuliers. Nous pouvons donc en conclure que notre recherche est innovatrice, car personne auparavant n'a souligné un tel questionnement.

Même si des écrits similaires à ce que nous proposons ne sont pas nombreux, il nous faut tout de même faire part ici de quelques recherches sur les journaux et la Grande-Bretagne qui nous ont inspirés et guidés dans nos recherches. Commençons par l'analyse des médias de Noam Chomsky. À partir des années 1990, Chomsky critique de plus en plus les différentes factions gouvernementales et devient activiste dans plusieurs causes et plusieurs

³⁵ Deogratias Nzarwa Katono, *Western Newspapers' Coverage of Idi Amin of Uganda 1971-1979*, Wiston-Salem, Wake Forest University, 1990, 167 p.

pays. En 2010, il continue une série de publications sur les médias en écrivant *Media Control : The Spectacular Achievements of Propaganda*³⁶. Sa rhétorique soutient que les médias britanniques sont les précurseurs en matière de propagande ayant pour but d'orienter et de rallier l'opinion publique. Il présente les médias comme des moteurs de mobilisation sociale qui servent à supporter les intérêts qui dominent l'État et les activités du secteur privé³⁷. C'est dans cet ordre d'idée que nous concevons l'approche du *Times* et du *Guardian*. En effet, comme Chomsky, nous voyons les médias britanniques comme étant des guides de l'opinion publique en ce qui a trait aux relations existantes entre l'Ouganda d'Idi Amin et la Grande-Bretagne. Nous nuancions toutefois notre perception des journaux comme instruments de propagande en opposant à la rhétorique de Chomsky celle de René Jean Ravault³⁸ et Schudson³⁹ qui accusent le premier d'employer un outil grossier afin d'étudier un système très subtil. Tout en adhérant à la perspective selon laquelle les médias sont une force de propagande importante en Grande-Bretagne, nous mettrons leurs analyses respectives en contexte avec le contexte socio-politique dans lequel ils publient.

Une autre thématique à laquelle nous donnons importance au cours de cette étude est celle de l'Ouganda sous Idi Amin. Que ce soit sur la scène médiatique ou encore dans la sphère historique, la chute du régime autoritaire en 1979 a suscité un grand intérêt. Plusieurs auteurs se sont prononcés sur les atrocités commises par son régime et sur la genèse de sa montée au pouvoir. Nous estimons toutefois essentiel de nous éloigner des témoignages personnels qui ont été publiés afin de nous pencher sur des écrits plus objectifs et moins réactionnels. C'est ainsi que l'auteur Issaka Souaré⁴⁰ et sa conception des coups d'État en Afrique de l'Ouest a été pris en considération. Dans le contexte du cinquantenaire des indépendances africaines, Souaré maintient que le coup d'Amin provient d'un climat socio-politique tendu, devenu récurrent dans les pays africains au sortir des indépendances. Il

³⁶ Noam Chomsky, *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda*, New York, Seven Stories Press, 2010, 103 p.

³⁷ Edward Herman et Noam Chomsky, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon, 1988, p. xi.

³⁸ René Jean Ravault, « Défense de l'identité culturelle par les réseaux traditionnels de "coersédution" », *Revue internationale de science politique*, vol. 7, no 3 Politics and the New Communications : International Implications (1986), p. 252.

³⁹ David Taras, « The Struggle over « The Valour and the Horror »: Media Power and the Portrayal of War », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 28, no 4(déc. 1995), p. 728.

⁴⁰ Issaka Souaré, *Guerres civiles et Coups d'État en Afrique de l'Ouest : comprendre les causes et identifier des solutions possible*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 132.

est cependant essentiel de citer Decalo qui a auparavant écrit que le régime d'Amin diffère de la plupart des régimes autoritaires africains en trois points

*a) the overwhelmingly personalist or imperial style of governance; b) the total concentration of power in a dictator's hand; and c) the highly arbitrary, force-oriented, and brutal style of rulership*⁴¹

C'est cette particularité du règne d'Amin qui ressortira selon nous des approches du *London Times* et du *Guardian*. Nous voyons le régime d'Amin comme en étant un unique étant donné la force de son populisme et sa manière d'interagir avec la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale. Ce point nous amène à parler d'un dernier thème, à travers des écrits d'un auteur d'importance, soit la question des liens existants entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Idi Amin. Il s'agit de Florent Kihulu Sompa⁴² qui soutient que la Grande-Bretagne et son système colonial ont forgé le personnage d'Amin. L'auteur décrit Amin comme un simple d'esprit jouant le rôle du « bon nègre » qui avait jusqu'alors toujours tenté de plaire à son maître⁴³. Ce point nous aidera à comprendre l'approche des quotidiens à l'étude en essayant de faire ressortir si les Britanniques sont conscients du rôle qu'ils ont joué dans la création du personnage d'Idi Amin. Finalement, nous tenons à mentionner que quelques journalistes travaillant pour le *Times* et le *Guardian* ont publié leurs analyses personnelles de la situation ougandaise. Il s'agit principalement de Michael Twaddle, Tony Avirgan, et Martha Honey⁴⁴. Nous avons toutefois choisi de ne pas considérer leurs publications dans le présent bilan afin de nous concentrer sur leurs propos journalistiques pendant la période à l'étude qui a précédé la publication de leurs études respectives.

⁴¹ Samuel Decalo, *Coups & Army rule in Africa: Motivations and Constraints*, 2e édition, New Haven/Londres, Yale University Press, 1990, p. 134.

⁴² Florent Kihulu Sompa, « Les responsabilités occidentales dans l'avènement et le maintien des dictateurs en Afrique l'exemple d'Amin Dada », *Peuples Noirs Peuples Africains*, no 24 (1981), pp. 52-65.

⁴³ *Ibidem.*, p. 58.

⁴⁴ Michael Twaddle et Hölger Bernt Hansen, *Uganda Now: Between Decay and Development*, Londres, James Currey, 1988, 384 p.; Tony Avirgan, et Martha Honey, *War in Uganda: The Legacy of Idi Amin*, Westport, Lawrence Hill & Company, 1982, 236 p.

Chapitre 1: **La montée et la chute du régime d'Idi Amin**

Avant de faire ressortir les approches de nos deux quotidiens, il nous faut comprendre le contexte dans lequel ils publient. Commençons par traiter du contexte de la Grande-Bretagne. En 1971, ce sont les conservateurs d'Edward Heath qui sont au pouvoir. Ce dernier, entré au pouvoir en 1970, avait comme visée politique de mettre en place une politique de rupture économique. Il devra toutefois faire volte-face en 1971, malgré l'instauration de l'*Industrial Relations Act* et être venu en aide aux entreprises en difficulté, en revenant à la pratique de la planification et à la politique des revenus⁴⁵. 1971 est également l'année qui marque le début du processus politique à l'adhésion européenne et où une vision plus eurocentrique est réellement promue. Ce processus mènera plus tard en 1972 à l'*European Communities Act* et encore plus tard à un référendum sur la question. 1979, quant à elle, en plus de marquer la fin du régime d'Idi Amin, marque un retour au pouvoir en mai des conservateurs avec à leur tête Margaret Thatcher. Nous pouvons donc affirmer que le *Times* et le *Guardian* s'associeront à des tendances politiques différentes en termes d'orientations politico-économiques. Or, on se demande comment un tel contexte influencera leur approche considérant que les deux quotidiens évoluent dans le même contexte politique et font face aux mêmes réalités britanniques?

Du côté de l'Ouganda, en 1971, le président Milton Obote est à la présidence du pays. Ce dernier se voit de plus en plus contesté sur la scène internationale et au sein de l'Ouganda. Dans un premier temps, en 1966, le président alors premier ministre de l'Ouganda, suspend la constitution du pays. Il attaque aussi le palais de la royauté bugandaise, région très importante du pays et pousse le Kabaka à l'exil. Il avance ensuite son Mouvement vers la gauche et a pour objectif de nationaliser les principales industries du pays en mettant en place un socialisme à l'africaine tel que l'avait fait Nkrumah au Ghana avant lui. Considérant que le gouvernement britannique ne voit pas d'un bon œil l'abolition du capitalisme dans son ancienne colonie, Obote se met ainsi la Grande-Bretagne à dos. En 1968, une tentative de meurtre est commise à son égard ce qui le pousse à déclarer l'état d'urgence générale dans le

⁴⁵ <https://webtv.parisnanterre.fr/videos/journee-etude-agregation-anglais-pm1-partie-1>

pays. Cet état d'urgence demeurera en place jusqu'à l'entrée au pouvoir d'Idi Amin. Lors du coup d'État le forçant à l'exil, Obote est à Singapour pour la conférence du *Commonwealth*. Il y fait alors ressortir son point de vue sur la vente d'armes britanniques à l'Afrique du Sud, ce qui lui vaut d'être vu d'un mauvais œil par le gouvernement de la Grande-Bretagne.

C'est donc à l'issue de ces deux contextes que nous ferons ressortir les grandes lignes du traitement de la prise de pouvoir d'Amin. Nous analyserons par la suite en quoi l'interprétation de cette prise de pouvoir comporte des convergences et de divergences entre les deux médias. Nous nous concentrerons donc sur les huit premiers mois de la mise en place du régime, ce qui nous a donné accès à près de 140 articles pour chacun des journaux. Cette analyse se fera en deux sections distinctes. Chacune de ces sections se concentrera sur les thématiques de la montée au pouvoir d'Amin, de la réaction des Britanniques face à son arrivée et sur la genèse du coup d'État. Une troisième partie visera à comparer les approches qui ressortiront des deux premières et en fera ressortir les divergences et les convergences. Une quatrième et dernière section de ce chapitre traitera de l'analyse des trois derniers mois au pouvoir du dictateur ougandais. Nous analyserons et comparerons comment le quotidien percevait le général Amin au début et à la fin de son règne. Pour cette section, nous n'avons pas pu comparer les approches des deux journaux en raison de la grève, ou selon certains du *lock-out*, du *London Times*. En effet, un conflit de travail, dû à la modernisation des méthodes d'impression, sévit de la fin novembre 1978 jusqu'au début novembre 1979 mettant un frein à la publication du journal et d'autres publications de l'association de presses, nous empêchant alors d'avoir accès aux écrits des journalistes du quotidien sous la bannière du *Times*. Finalement, les thèmes que nous couvrirons au cours de ce chapitre sont la perception journalistique de la montée au pouvoir d'Amin, l'explication du coup d'État et la réaction des dirigeants britanniques face à elle.

1.1 L'arrivée au pouvoir d'Amin telle que vue par le *Times*

Idi Amin entre au pouvoir le 25 janvier 1971 à la suite d'un coup d'État. Comme nous l'avons mentionné plus haut, Obote, alors président de l'Ouganda, se trouve hors du pays et assiste à la conférence du *Commonwealth* à Singapour. Dès l'annonce de la prise de pouvoir d'Idi Amin, nous pouvons observer la tendance conservatrice du *Times* parce qu'il met tout

de suite l'accent sur les bienfaits économiques que l'arrivée du dictateur offre à la Grande-Bretagne. En effet, cette arrivée promet de renverser la volonté d'Obote de nationaliser l'économie ougandaise et, du même fait, se débarrasser de l'influence des compagnies britanniques œuvrant dans son pays. Le personnage est donc immédiatement présenté comme l'opposé du despotisme de la voie socialiste de son prédécesseur Obote. Nous y percevons également une vision simpliste et positive d'Idi Amin. En effet, le *Times* décrit le nouvel homme politique ougandais comme étant pro-Anglais, l'opposé de l'homme qu'il vient tout juste de chasser du pouvoir. L'éditorial du 26 janvier 1971 stipule que l'« *Uganda's new masters are little known outside their own country, and there will be no disposition to make a hard job any harder for them*⁴⁶ ». Ce qui nous porte à croire que le coup d'État ne sera condamné ni par les Britanniques ni par d'autres autorités. Il s'agit, selon nous, d'une manière de guider l'opinion publique anglaise pour transformer la présence du nouveau dirigeant africain en un élément positif pour l'avancement économique et politique de la Grande-Bretagne. Il est ici question, toujours selon nous, d'une exposition des faits telle que filtrée par le prisme des institutions conservatrices (les institutions financières ainsi que les grandes compagnies installées en Ouganda) qui reflètent l'approche du quotidien londonien. En effet, les journalistes du *Times* voient l'arrivée au pouvoir d'Amin comme un gain économique et non comme un bénéfice socio-économique. Les lecteurs peuvent, en conséquence, immédiatement voir ce en quoi le changement de dirigeants peut avoir des conséquences bénéfiques pour leur pays et les compagnies qui sont établis en Ouganda. De plus, nous observons une certaine dichotomie du bien et du mal dans la manière dont on insiste sur le fait que les politiques « socialistes » d'Obote étaient néfastes et qu'Amin apporte donc le positivisme d'un changement très anticipé sur la scène économique britannique. Les instances conservatrices telles que les institutions financières et les grandes compagnies britanniques sont également plus attachées aux valeurs de l'ancienne entreprise coloniale, c'est-à-dire qu'elles croient toujours en l'emploi de la force afin de favoriser le maintien du libre-échange et de rétablir un certain « équilibre » des pouvoirs économiques et politiques comme ils existaient sous l'ère coloniale. Une intervention directe de leur part irait toutefois à l'encontre des nouvelles valeurs anti-impérialistes ayant pris naissance dans le

⁴⁶ Auteur inconnu, « The New Men in Uganda », *Le London Times*, Londres, 26 janvier 1971, p. 13.

contexte international d'après-guerre et dans le bouleversement politique, économique et social britannique de l'époque.

Le *Times* est un médium de communication efficace pour présenter la chute du président ougandais comme étant un événement hors de leur contrôle et de consolider leur place en tant qu'ancienne puissance coloniale. Ce point s'explique notamment par le fait que Michael Wolfers, correspondant étranger écrivant à partir de Nairobi, explique que « *The events which have apparently taken power from Dr. Milton Obote, President of Uganda, follow a pattern that is becoming all too familiar in the African commonwealth [sic]*⁴⁷. » Nous pensons qu'une telle publication se veut être une simple critique de détournement d'attention de l'opinion publique afin de mieux faire valoir les avantages du changement au sein du gouvernement ougandais en mettant l'accent sur une certaine inévitabilité de la situation. De plus, Hugh Hanning soutient que: « *The inescapable progression of events in British Africa, for which it is almost possible to lay down a timetable, seems to be: independence: total Africanization of the Army: military coup*⁴⁸. » Cette critique sous-tend qu'il s'agit d'événements habituels en Afrique « britannique ». Il nous semble que le rôle des médias qui se dégage ainsi du *London Times* est de soutenir les idéologies conservatrices du gouvernement britannique tout en le critiquant sans pour autant le faire de manière agressive. Nous trouvons toutefois intéressant qu'un quotidien d'orientation conservatrice critique le fait que les coups d'État sont devenus une pratique courante dans les anciennes colonies britanniques d'Afrique. Il s'agit, selon nous, d'une manière détournée de critiquer les méthodes de gestions coloniales de l'ancienne métropole, car on prend le temps de mentionner qu'elle est particulière aux anciennes colonies anglaises. Toutefois, l'approche de l'époque nous permet d'affirmer que cette opinion se justifie par les nombreux bouleversements présents en Grande-Bretagne sur la scène politique, économique et sociale. En effet, il est selon nous logique dans un contexte de succession rapide de gouvernements et du conflit de l'Irlande du Nord de vouloir conserver un minimum de stabilité sur le plan politique. Si le *Times* avait trop fortement critiqué le gouvernement en place, une augmentation de la grogne populaire aurait pu

⁴⁷ Michael Wolfers, « Instability in African politics, Patterns of revolution », *Le London Times*, Londres, 27 janvier 1971, p. 12.

⁴⁸ Hugh Hanning, « Hugh Hanning writes on the spread of the military epidemic », *Le London Times*, Londres, 27 janvier 1971, p. 12.

précipiter la tenue d'autres élections et créer une plus grande instabilité politique en Grande-Bretagne.

L'approche conservatrice du journal londonien pousse son lecteur à voir le changement de gouvernement en Ouganda comme étant nécessaire à la conservation des intérêts britanniques dans le pays, ainsi qu'à la conservation d'un meilleur appui en Afrique de l'Est pour la Grande-Bretagne. Il n'est donc pas étonnant d'observer un manque de critique profonde d'Amin et de son entrée au pouvoir au sein des écrits du *Times*. Un article de Twaddle, journaliste et correspondant déployé en Tanzanie par le quotidien, essaie cependant d'analyser le coup d'État ougandais en dépeignant deux possibilités pour justifier le succès de l'entreprise d'Amin⁴⁹. Aucune de ces possibilités ne critique le gouvernement conservateur de Heath. Il est plutôt encore une fois question de préciser en quoi Obote était néfaste pour le bien-être britannique. En aucun cas nous ne contestons la façon dont Amin prend le pouvoir ni ses motifs réels. Nous croyons que ce manque de questionnement vient du fait que les tendances conservatrices du journal font en sorte qu'il ne ressent pas le besoin de justifier outre mesure le coup d'État s'étant déroulé dans son ancienne colonie. Le besoin de stabilité économique pousse, comme précédemment, encore une fois le quotidien à mettre l'accent sur le fait qu'Obote avait pris des décisions et émis des commentaires qui allaient à l'encontre des intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Sa menace de ne pas pouvoir assurer la protection des citoyens britanniques présents en Ouganda si elle poursuivait son entreprise commerciale de vente d'armes à l'Afrique du Sud en est un bon exemple. La diabolisation du prédécesseur socialiste d'Amin est une conséquence logique d'une pensée conservatrice qui met l'accent sur une intervention minimaliste de l'État au profit d'un développement économique substantiel, ce que promet l'arrivée au pouvoir d'Amin.

Tout au long des mois de février et de mars 1971, le quotidien londonien ne fait aucune mention de ce que vit la population ougandaise à l'issue du coup. Encore une fois,

⁴⁹ Michael Twaddle, « Anatomy of a coup », *Le London Times*, Londres, 3 février 1971, p. 12. ; Il y est d'abord mention du manque de sagesse dont Obote avait fait part en mentionnant que si la Grande-Bretagne vendait des armes à l'Afrique du Sud il ne serait peut-être pas en mesure d'assurer la protection des Britanniques présents en Ouganda. Cette remarque, en plus de faire en sorte qu'Obote s'aliène le gouvernement britannique fait en sorte que l'opinion publique commence à se questionner sur ses problèmes de sécurité interne. L'auteur stipule que cette perte de confiance a pu justifier le fait que peu ait tenté de se soulever face au coup et qu'ils se sont contentés de regarder. La seconde explication présentée par Twaddle est simplement la volonté de survivre d'Amin qui soupçonnait qu'Obote voulait le passer en cour martiale pour crime de guerre et abus de pouvoir.

dans un cadre strictement conservateur, les lecteurs du *Times* sont appelés à comprendre les changements prenant place dans l'ancienne colonie par une présentation des transformations gouvernementales ougandaises. On peut tout de même remarquer une certaine retenue dans la manière dont les informations sont traitées. En effet, bien que l'on précise immédiatement que la Grande-Bretagne soit le premier pays à reconnaître le gouvernement d'Amin et que l'on continue à mettre de l'avant ses intentions positives à l'égard du regain de stabilité en Ouganda, il n'est jamais question d'opinion ou d'analyse de fond. Le journal se concentre sur les faits politiques, mais ne se dit jamais en leur faveur ou en leur défaveur. Nous remarquons notamment une certaine réticence à critiquer et analyser la situation. Nous n'affirmons pas ici que le *Times* soit totalement exempt d'opinion. Les éditoriaux et certains articles signés par des journalistes précis prennent le temps d'analyser certains aspects de ce qui se passe dans l'ancienne colonie. Il est question, entre autres, du rapatriement du corps du Kabaka et du fait qu'« *Uganda needs the clean-up he [Amin] has promised*⁵⁰ ». Ces moyens sont perçus par le quotidien comme des actions favorisant la construction d'une unité nationale ougandaise. Il est également mention du fait qu'il est important pour Amin de décider d'aller à gauche ou à droite. Nous avons cependant remarqué que les principaux journalistes critiquant ou faisant une analyse des faits présentés aux lecteurs par le *Times* sont Michael Wolfers et Michael Twaddle. Ces deux hommes sont aussi auteurs de plusieurs livres et articles scientifiques trouvés sur Idi Amin et son règne sur l'Ouganda. Nous croyons que le *London Times* a fait attention de ne publier que des analyses critiquant le gouvernement britannique et ses institutions que lorsqu'ils sont signés par des journalistes précis. De cette manière, les éditeurs du quotidien se dissociaient de l'opinion des auteurs et évitaient ainsi de discréditer trop ouvertement les actions du gouvernement conservateur en place. Du même fait, il ne faut pas oublier de mentionner ici que le cadre de compréhension du *Times* par rapport à ce qui se passe en Ouganda en 1971 se limite grandement à ce qui provient de la radio d'État de l'Ouganda et qu'il n'a donc pas accès aux mêmes sources pour analyser et critiquer les événements politiques ayant d'autres origines. Il est aussi à mentionner qu'il ne s'agit pas ici de journalisme à sensation ce qui permet au *Times* de conserver une certaine légitimité au sein de son lectorat quant à la nature de ses intentions.

⁵⁰ Roy Lewis, « Uncertainty about the position of Uganda's new military leader, General Amin on a political tightrope », *Le London Times*, Londres, 31 mars 1971, p. 14.

Un sujet qui est traité un peu plus en détail par le quotidien tout au long des premiers mois au pouvoir d'Idi Amin est celui des relations négatives se développant entre l'Ouganda et la Tanzanie. Il est notamment question du fait que le président tanzanien, Julius Nyerere, continue d'affirmer que Milton Obote est le véritable président de l'Ouganda et qu'il refuse par conséquent de reconnaître le gouvernement du général Amin. Cette tendance à publier sur le sujet semble être un moyen pour le quotidien de réitérer à l'opinion publique britannique que le retour d'Obote au pouvoir représenterait un recul des intérêts britanniques en Ouganda puisqu'il remettrait le pays africain entre les mains d'un dirigeant socialiste. La possibilité qu'un conflit se déclare est également à observer puisqu'il serait mal vu par le gouvernement conservateur de Heath d'intervenir dans les affaires africaines. Le *Times* se contente alors de présenter les allées et venues de chacun afin de garder un œil vigilant sur la situation sans pour autant commenter la question. La prise de précaution se transforme toutefois en mise en garde en juillet 1971. Le *Times* parle du fait qu'Amin est en visite pour la première fois en Grande-Bretagne et mentionne les sérieux problèmes financiers dont il a hérité du régime d'Obote. Il précise finalement qu'Amin a aussi pour intention d'augmenter considérablement son budget militaire. Il est à préciser ici qu'encore une fois l'article n'est pas signé et qu'il ne présente donc aucune analyse précise. Or, cet article ouvre la porte à l'éditorial du 15 juillet⁵¹ qui se conteste sur la quantité d'armes qu'Amin a besoin d'acheter et sur les intentions réelles du dirigeant. L'article prend le temps de mentionner que la politique étrangère de l'Ouganda est instable et qu'en plus des armes, Amin demande la continuité de l'aide à l'entraînement des Ougandais par les Britanniques. Bien qu'il soit question de la franchise d'Amin, cet éditorial du *Times* constitue sa première mise en garde contre Amin. En effet, pour la première fois, on y conteste le fait qu'Amin ait besoin d'armes. Malgré l'histoire de dissidences tribales de l'Ouganda et l'affirmation d'Amin de devoir combattre à l'intérieur de son propre pays. De plus, l'éditorial rappelle aux lecteurs que: « *It is now an unwritten convention of the Commonwealth that Britain does not equip either side in an armed conflict between member states*⁵². » Cette analyse s'explique selon nous par une approche influencée par un consensus politique puisque bien qu'il soit mentionné des bienfaits économiques que les relations avec le chef d'État ougandais peuvent engendrer, on

⁵¹ Auteur inconnu, « How many arms does Uganda need? », *Le London Times*, Londres, 15 juillet 1971, p. 17.

⁵² *Idem*.

commence à percevoir la possibilité qu'une alliance avec Amin puisse engendrer des conséquences politiques néfastes pour la Grande-Bretagne. Malgré qu'il ne s'agisse ici que d'un point d'analyse typiquement conservateur, nous y percevons tout de même une volonté de la part du gouvernement britannique de ne pas vouloir être mêlé aux affaires internes de l'Afrique. Le 26 août, un autre éditorial, représentant plus clairement les opinions de l'équipe de rédaction du *Times*, accuse Amin de se servir de la situation avec la Tanzanie pour détourner l'attention de la situation en Ouganda qui n'est pas facile et des difficultés éprouvées au sein de sa propre armée. L'auteur écrit: « *General Amin can now thank President Nyerere for enabling him to distract attention, to some extent, from disunity in Uganda* »⁵³. Le quotidien commence donc à concevoir que malgré son rejet de l'idéologie socialiste d'Obote, Amin ne représente pas que des aspects positifs pour l'Angleterre. Sur le plan économique, un conflit entre l'Ouganda et la Tanzanie aurait des effets directs sur les compagnies installées dans les deux anciennes colonies. De plus, une guerre au sein du *Commonwealth* ne serait pas facile à gérer sur le plan politique. Le tout viendrait remettre en question les tendances néocoloniales des échanges entre les deux pays, car les compagnies britanniques n'exerceraient plus d'influence réelle sur l'économie de son ancienne colonie.

Ce que nous pouvons faire ressortir de l'approche du *London Times* en rapport à la prise de pouvoir du général Amin par coup d'État le 25 janvier 1971 est que la situation en était une prévisible en raison des décisions et des actions de Milton Obote. La ligne éditoriale du journal se garde bien de questionner ou de critiquer les actions du nouvel homme politique ougandais en se concentrant sur le fait qu'Amin est issu d'une formation militaire britannique et qu'il met de l'avant des valeurs qui se veulent connexes aux valeurs britanniques. Il nous faut attendre six mois de règne avant qu'il ne commence à faire ressortir des éléments questionnables et qu'il commence à douter des intentions du général. Il est à noter qu'aucun de ses questionnements n'est final et qu'ils sont régulièrement mis en perspective avec la situation héritée par le dirigeant au moment de sa prise de pouvoir. Le *London Times* a une vision principalement politico-économique de ce qui se passe en Ouganda pendant cette première année au pouvoir d'Amin. Il met souvent de l'avant les aspects positifs du changement d'homme d'État ougandais en faisant miroiter les possibilités

⁵³ Auteur inconnu, « Suspicion and strife in East Africa », *Le London Times*, Londres, 26 août 1971, p. 11.

de bonne entente économique et le positivisme du recul des politiques socialistes dans son ancienne colonie africaine.

1.2 L'arrivée au pouvoir d'Amin telle que vue par le *Guardian*

Le *Guardian* étant un quotidien aux tendances libérales/centre-gauchistes, nous nous attendions à ce que le traitement des informations qu'ils présentent soit davantage axé sur la situation socio-politique que sur l'aspect économique, c'est-à-dire que nous pensions qu'il s'attarderait plus sur les changements des politiques sociales et sur l'environnement dans lequel évolue la population ougandaise que sur les aspects entourant le développement économique du pays. C'est ce que nous avons pu observer dès le 26 janvier 1971 alors qu'au lendemain du coup d'État d'Amin, le journal se lance dans l'explication du coup d'État ougandais. En effet, différents articles se penchent sur l'orchestration du coup d'État. John Fairhall écrit notamment que : « *Uganda's Army has seized control of the country and appointed its commander, Major-General Idi Amin Dada, as head of a military government* »⁵⁴. On y parle également des conflits tribaux qui sont au cœur de la société ougandaise depuis plusieurs années et qui se sont envenimés sous le règne de Milton Obote. Le journal ne mentionne en aucun cas les bénéfices économiques qu'une telle montée au pouvoir peut engendrer. Tout comme son homologue le *Times*, il se dit toutefois soulager que le dirigeant ne soit pas socialiste. Nous croyons qu'un tel propos s'explique par les changements qui ont commencé à s'opérer dans l'idéologie travailliste des années 1950 alors que les membres de ce parti devenaient de plus en plus centralistes, perdant ainsi de vue le besoin de nationaliser à grande échelle les entreprises privées. Ce déchirement au sein de l'idéologie se fait notamment sentir dans la manière qu'a le *Guardian* de comparer Amin à Obote. Bien qu'il se dise soulagé que le nouveau dirigeant ne soit pas socialiste, il continue de faire valoir que les idées d'Obote avaient un grand potentiel, mais qu'elles avaient été mal exécutées⁵⁵. Le quotidien se permet aussi de publier plusieurs articles de fond dans chacune de ses parutions et prend ainsi le temps d'analyser plus en détail ce qui se passe en Ouganda. Il nous est donc possible de voir dès son arrivée au pouvoir une critique d'Amin en tant que personne et non simplement comme nouvel homme politique. Nous pouvons lire:

⁵⁴ John Fairhall, « Uganda curfew after coup topples Obote », *Le Guardian*, Londres, 26 janvier 1971, p. 1.

⁵⁵ Auteur inconnu, « Dr Obote successors », *Le Guardian*, Londres, 26 janvier 1971, p. 10.

*The new ruler of Uganda, Major-General Idi Amin Dada, or Big Idi, has never been regarded as an accomplished politician. He is essentially a soldier's soldier, a magnificent physical specimen with a soldier's bluff good humour and down-to-earth realism, he has no awareness of the [subtleties] of international politics*⁵⁶.

Le journal remet également en question la moralité d'un homme qui a fait le serment de protéger son président, mais qui n'hésite toutefois pas à se retourner contre lui lorsque la situation se présente. Le quotidien présente donc déjà un certain blâme face au nouveau dirigeant militaire. L'accent est mis sur le fait que la base du coup d'État n'est en rien une réaction face aux agissements d'Obote, mais purement une volonté d'Amin de ne pas faire face à la cour martiale pour meurtres au sein de la population civile. Encore une fois, nous croyons que cette manière de présenter l'information et de l'analyser s'inscrit dans une approche centre-gauchiste puisqu'à aucune occasion le *Guardian* ne mentionne les politiques que le nouveau gouvernement tentera de mettre en place. Il se contente d'analyser la personnalité et l'homme derrière le masque de politicien. Le questionnement de la moralité d'Amin se poursuit durant les premières semaines de son règne. En effet, chaque fois qu'une situation se produit, le quotidien fait référence à la véracité des propos tenus par le dirigeant ougandais. Il en est donc ainsi lors de la présentation du développement des premières tensions entre la Tanzanie de Nyerere et l'Ouganda. Le journal remet tout de suite en question les accusations d'Amin qui affirme que la Tanzanie planifie un autre coup afin de le destituer. De plus, pour une autre première fois dans sa compréhension de ce qui se passe dans le pays africain, le *Guardian* fait mention du fait qu'il est peu probable que le dirigeant conserve les propositions gauchistes de son prédécesseur. Bien qu'il ne fasse pas mention du fait qu'il voit ceci comme étant positif ou négatif, nous comprenons par le ton du journal que ce changement de politiques ne lui plairait pas totalement. Encore une fois, nous pouvons voir l'ambivalence à travers laquelle l'idéologie libérale se trouve. D'une part, le quotidien se dit soulagé qu'Amin n'envisage pas le socialisme, mais de l'autre il n'est pas non plus favorable à l'abandon des propositions gauchistes d'Obote.

L'une des caractéristiques des centre-gauchistes est de critiquer le gouvernement en place, ainsi que ce qui a été fait dans le passé dans une perspective d'avancement qui semble toutefois souvent n'être qu'une critique pure et simple de la manière de faire et de penser des

⁵⁶ David Saxby, « Why Big Idi got big ideas », *Le Guardian*, Londres, 26 janvier 1971, p. 11.

conservateurs. Ainsi, l'éditorial du 28 janvier 1971 critique la manière dont les Britanniques ont colonisé et décolonisé leurs différents territoires disant que : « *The centralised administrative systems inherited from the colonial Power provided a readymade channel for controlling the society*⁵⁷ ». Il explique aussi que les coups d'État ne sont pas aussi présents dans les anciennes colonies françaises où une africanisation de l'armée post-indépendance n'a pas été effectuée de manière aussi systémique. Il s'agit ici d'une critique de la manière de faire des Britanniques et de leur politique de non-intervention au sein de leurs anciennes colonies. Les travaillistes sont connus pour leur position sur l'intervention de l'État qui devrait s'occuper davantage du développement de la sphère sociale et c'est ce que nous voyons dans les écrits. Jusqu'à la fin janvier, le *Guardian*, principalement sous la plume de John Fairhall, critique et analyse les faits et les discours provenant de l'Ouganda. Ce faisant, il pousse ses lecteurs à se questionner et à remettre en contexte les différentes opinions qui lui sont présentées. Il semble donc ne pas vouloir tirer de conclusions précises sur la situation, mais nous y voyons certainement des tendances centre-gauchistes qui se détachent ultimement de l'analyse purement économique des événements qui se déroulent en Ouganda.

Au fur et à mesure que la situation change en Ouganda, le *Guardian* adoucit son discours. L'idéologie libérale, tout comme les autres idéologies de droites, est ouverte à une grande étendue d'opinions et cette vérité se reflète au sein des publications traitant d'Amin. La prise de pouvoir officielle d'Amin sur l'Ouganda amène un changement de discours et de choix éditoriaux graduel pour le quotidien. Bien qu'il continue de publier des articles critiquant Amin et la volonté du gouvernement britannique de ne pas vouloir intervenir au sein de la controverse africaine en intervenant dans la politique ougandaise, il parle également du fait que la Grande-Bretagne reconnaît le gouvernement d'Amin. Majoritairement sous la plume de Geoffroy Taylor, le quotidien londonien présente le nouveau président ougandais comme étant un homme soutenu par la paysannerie conservatrice. Il parle de sa bravoure, du contact positif qu'il a avec la population et décrit sa joie de vivre⁵⁸. Le journaliste fait aussi mention du fait qu'Amin a mis fin à l'État d'urgence sous lequel se trouvait l'Ouganda depuis plusieurs années et de ses excuses pour

⁵⁷ Auteur inconnu, « Army and people in Africa », *Le Guardian*, Londres, 28 janvier 1971, p. 10.

⁵⁸ Geoffrey Taylor, « Confident Amin ends Uganda emergency », *Le Guardian*, Londres, 22 février 1971, p. 2.

s'être proclamé président de manière temporaire. On semble vouloir dépeindre les traits d'un homme d'État qui a du potentiel. L'aspect populiste que donne le journal à Amin semble diriger ses lecteurs vers une pensée se rapprochant du socialisme et laisse entrevoir un certain espoir sur l'interventionnisme dont Amin fera usage par sa présence au sein de sa population. Nous croyons que le changement de discours face au dirigeant ougandais s'inscrit toujours dans une approche de centre-gauche dans ce sens qu'il voit maintenant l'homme comme ayant un intérêt réel pour son peuple. Il conserve toutefois une analyse nuancée et ne se prononce ni en faveur ni contre l'homme politique, tentant d'en garder une vision plus globale.

Plus la situation se développe en Ouganda et plus le *Guardian* recentre son analyse sur les choix politiques effectués par Amin. Ce changement se traduit notamment par la publication d'articles provenant en majorité d'un autre journaliste, soit David Saxby, et qui décrit aux lecteurs une situation réaliste, mais non négative de l'évolution de la situation en Ouganda. Le côté populiste d'Amin est toujours mis de l'avant par le quotidien et nous pouvons y observer sa volonté de se détacher des agissements de son prédécesseur en changeant quelques aspects de la représentation politique tels que le rapatriement du corps du Kabaka qu'Obote avait exilé en 1966 et en laissant son peuple non officiellement couronner son fils. Malgré ce geste qui semble un retour en arrière, le journal prend le temps de mentionner qu'Amin ne désire pas un retour à l'ancien système féodal. Nous croyons que dans une visée centre-gauchiste, afin de continuer à percevoir le personnage de manière positive, il est primordial pour le quotidien de détacher Amin des racines traditionnelles conservatrices de ce régime. Son importance vient aussi du fait que le président ougandais venait alors d'annoncer qu'il avait pour intention d'abandonner les politiques nationalistes qui avaient été mises en place par Obote. Le *Guardian* se penche notamment sur le fait que des tensions existent toujours en Ouganda et que la population est victimes de crimes perpétrés par les anciennes factions militaires toujours fidèles à Obote. Cette volonté de toujours revenir à ce qui se passe au sein de la population afin de comprendre une situation dans son entièreté est, quant à nous, une particularité de la tangente de centre-gauche du journal en ce sens qu'elle justifie son opinion par les interventions du gouvernement face à son peuple tant au niveau social qu'économique.

Tout au long des mois qui suivront, le *Guardian* continuera de ne pas se prononcer de manière positive ou négative sur le gouvernement d'Amin et la situation ougandaise. Nous pouvons même y observer une prise de position moins aigrie en ce qui a trait au dirigeant et une présentation des faits plus neutre. Le tout prend toutefois un tournant en juillet 1971 alors qu'Amin visite la Grande-Bretagne pour la première fois. Nous pouvons alors observer un retour d'un point de vue plus hostile à l'égard du dictateur. On y demande même à Whitehall de s'éviter l'humiliation diplomatique de cette visite. Nous croyons que ce recul vient principalement du fait que le dirigeant est alors en conflit avec la Tanzanie et que sa volonté de faire l'acquisition d'armes fait craindre le pire. Obote de faction socialiste a toujours jusqu'à maintenant été soutenu par le *Guardian* dans sa lutte contre Amin qui essaie le plus possible de se dissocier de cette vision politique. La situation se détériore encore plus le 15 juillet alors que le journal annonce qu'Amin fera l'acquisition de certains équipements tout en ne mentionnant pas de quoi il est question. Le quotidien prend alors ouvertement parti contre Amin en défendant les propos de la Tanzanie et en menant sa propre enquête, menée par David Martin⁵⁹, afin de démontrer que les dires du président ougandais sont faux. Le *Guardian* entreprend également de décrire la dissidence qui règne au cœur de l'armée ougandaise, tel que les conflits tribaux, ainsi que le manque de discipline présent. Encore une fois nous relient ce besoin du *Guardian* de défendre la Tanzanie à ses tendances centre-gauchistes en ce sens que Nyerere, président tanzanien, en plus de toujours soutenir Obote dirige toujours son pays sous les préceptes du socialisme à l'africaine. De plus, l'augmentation de dissidences au sein de l'armée montre que l'État ougandais n'est pas en mesure d'intervenir de manière adéquate pour assurer la protection et la prospérité de son peuple.

L'approche du *Guardian* en ce qui concerne la montée au pouvoir d'Amin et sa première année de règne en est un qui selon nous s'inscrit directement dans une approche à tendance centre-gauchiste. Le choix des faits que le quotidien décide de couvrir se concentre sur les enjeux sociaux et politiques qui touchent quelque peu l'aspect économique, mais plus particulièrement l'intervention et l'interaction du nouveau gouvernement ougandais avec son peuple. Il tente, de ce fait, de démontrer si Amin est en mesure de diriger son pays. Tout au

⁵⁹ David Martin, « The war that never is », *Le Guardian*, Londres, 19 juillet 1971, p.11.

long de cette première année, le quotidien britannique nous parle de l'ambivalence du dirigeant et du manque de confiance qu'il lui porte. Ces jugements nous semblent guidés par le rejet des politiques de nationalisations d'Amin et par le fait que les idées d'Obote, son prédécesseur, s'inscrivaient davantage dans l'idéologie des travaillistes de Grande-Bretagne. Notons, toutefois, que nous décelons également une certaine ambivalence au sein de l'approche centre-gauchiste qui reflète, quant à nous, la nouvelle tendance plus centraliste qui persiste depuis les années 1950.

1.3 Comparaison des approches

Ce qui ressort jusqu'à présent des deux approches du *Times* et du *Guardian* est qu'ils ont tous deux une manière bien différente de voir ce qui se passe dans l'ancienne colonie britannique. Le *Times*, de tendance conservatrice, se concentre sur les changements politiques que traverse l'Ouganda et fait régulièrement mention des effets économiques que le changement de paradigme politique pourrait apporter pour la Grande-Bretagne. Le *Guardian*, quant à lui de tendance centre-gauchiste/libérale, se concentre sur une analyse plus sociologique et nous parle du caractère d'Idi Amin et de ses politiques populistes. Bien que les deux quotidiens couvrent les mêmes événements, ils en ont des compréhensions différentes et ne présentent, dans l'ensemble, pas la même information à leurs lecteurs. L'un présente le côté despotique d'Obote tandis que l'autre le présente comme un homme ayant tout simplement été maladroit dans ses applications politiques. Le *Times* survole de manière simpliste le caractère d'Amin, tandis que le *Guardian* analyse ses traits de personnalités plus en profondeur. Finalement, le quotidien aux tendances conservatrices présente une vision très dichotomique de la réalité politique ougandaise et son homologue aux tendances centre-gauchistes présente une opinion plus évolutive de la situation. Les deux journaux se rejoignent toutefois dans leur manière de présenter leur opinion. En effet, aucune opinion claire sur la situation ougandaise n'est perceptible dans la majorité des éditoriaux qu'ils publient. La présence d'opinions et d'analyses spécifiques est surtout remarquée dans des articles signés par certains journalistes renommés tels que Michael Wolfers et John Fairhall. Nous croyons que cette manière de faire a pour objectif de laisser entrevoir aux lecteurs que ces opinions ne sont pas propres à l'équipe éditoriale, malgré le fait qu'elle ait tout de même choisi de les publier. Ce faisant, les deux quotidiens se distancient des analyses et des

critiques qu'ils publient en laissant leurs lectorats les attribuer à des journalistes précis et ne prennent donc pas officiellement position sur ce qui se passe dans l'ancienne colonie britannique.

Le contexte d'après-guerre qui se positionne contre l'entreprise colonialiste a également des répercussions observables dans l'approche des deux journaux. Ceux-ci sont notamment au diapason en ce qui a trait à la genèse des coups d'État en Afrique britannique. En effet, les deux font mention de la nature du régime colonial britannique et de la manière dont la procédure de décolonisation a affecté la stabilité des nouveaux gouvernements africains. Le *Guardian* et le *Times* font tous les deux mention du fait que l'africanisation rapide de l'armée ougandaise est l'une des causes principales qui a rendu possible le coup d'État d'Amin. Qu'il soit de tendance centre-gauchiste ou conservatrice, il semble que le contexte international anticolonialiste d'après-guerre l'ait emporté en poussant les deux quotidiens à analyser la situation sous le même angle. Nous observons toutefois une critique plus profonde dans les écrits du *Guardian* que dans ceux du *Times* et nous croyons que ce phénomène prend racine dans les tendances idéologiques de chacun. Encore une fois, le premier se concentre davantage sur une approche plus socio-politique de la décolonisation alors que le second se penche principalement sur les aspects politiques.

Bien que le *Guardian* critique et questionne ouvertement Amin dès son arrivée au pouvoir, il nous faut attendre les six mois de règne de ce dernier avant que le *Times* emboîte le pas et commence à contester les intentions du général. Il semble que ce changement soit lié à la possible implication de la Grande-Bretagne en Ouganda alors que le général Amin, en visite au pays, parle d'achats d'armes pour son pays. Une telle implication, en plus de présenter des risques face aux limites imposées par le *Commonwealth*, est contraire aux tenants conservateurs qui se veulent non interventionnistes. De son côté, le *Guardian* en vient au même constat que son homologue britannique. Il nous semble toutefois que le quotidien, malgré sa constante méfiance envers Amin, commence à adopter une position moins critique à son égard ce que nous nous expliquons par l'ambivalence ayant pris racine au sein de l'idéologie de centre-gauche qui commence à revoir à la baisse ses positions sur la nationalisation. Le journal nous semble alors prendre un recul face à la situation et attendre

de voir comment le gouvernement britannique gèrera la situation avant de se prononcer sur le sujet.

Il nous est donc possible de conclure que bien que les approches du *Guardian* et du *Times* diffèrent grandement sur plusieurs points, ils finissent tous deux par se rejoindre six mois après l'arrivée au pouvoir d'Amin. Nous croyons également que les approches des deux quotidiens sont représentatives de la position de la Grande-Bretagne postcoloniale quant à son intervention au sein de son ancienne colonie. Malgré le fait que le *Guardian* réagisse assez fortement à la prise de pouvoir du général, à aucun moment il ne suggère - que l'ancienne puissance coloniale intervienne pour rectifier la situation en Ouganda. Les deux quotidiens semblent aussi conscients de la présence d'intérêts économiques britanniques en Ouganda et présentent l'abandon de la politique de nationalisation ougandaise comme étant bénéfique pour la Grande-Bretagne. Nous nous questionnons toutefois sur la situation réelle des investissements britanniques en Ouganda. En effet, aucune des deux approches des quotidiens ne nous ont permis d'établir si elles valorisaient un système néocolonial d'exploitation ou si elles prônaient plutôt la voie postcoloniale, limitant ainsi les intérêts économiques britanniques en Ouganda.

1.4 La fin du régime d'Amin telle que comprise par le *Guardian*

Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, il nous est impossible de faire ressortir le cadre de compréhension du *London Times* quant à la chute du régime d'Amin en raison d'une grève sévissant à l'association de presse de Thompson et arrêtant pour une période de 50 semaines la production et la publication du journal. Nous nous concentrerons donc plus en détail sur l'approche du *Guardian* des trois derniers mois au pouvoir du régime militaire d'Amin. Ce dernier prend officiellement fin le 11 avril 1979 alors que la Tanzanie, après une guerre d'un peu plus de cinq mois, aide les exilés ougandais et la SUM (*Save Uganda Movement*) à chasser Amin du pouvoir. Bien que depuis l'arrivée au pouvoir du général Amin les relations entre les deux pays ne soient jamais amicales, les sources de ce conflit final prennent forme en novembre 1978 alors que les forces d'Amin envahissent une partie du territoire au nord de la Tanzanie, tuant, selon cette dernière, environ 10 000 civils, violant femmes et jeunes filles. C'est cette tentative d'invasion qui convaincra Nyerere de

mettre fin à sa promesse de 1972 à l'OUA de ne pas intervenir en Ouganda. Bien qu'il n'ait jamais réellement reconnu la légitimité du gouvernement d'Amin, ce dernier avait jusque-là toujours fait de son mieux pour gérer les relations entre les deux pays. Il est de plus à noter que l'une des sources de dissidence entre les deux pays est l'amitié existant entre Nyerere et Obote. Depuis sa démise du 25 janvier 1971, Obote a été recueillie par Nyerere et habite désormais en Tanzanie. Nous avons décidé de nous concentrer sur les trois derniers mois du conflit plutôt que sur son entièreté en raison de la richesse des sources présentes pendant cette période. Aussi, les trois derniers mois de la guerre sévissant en Ouganda contiennent plus d'articles de fond alors que les premiers mois du conflit produisent un plus grand nombre de nouvelles en bref. Nous débutons par conséquent notre analyse de l'approche du *Guardian* sur la chute du régime d'Amin en février 1979 alors que les journalistes européens se voient refuser l'accès à l'Ouganda sous peine d'emprisonnement et, comme nous le verrons plus tard, même d'assassinat. Les articles présents dans le quotidien proviennent, par conséquent, d'observateurs et de correspondants se trouvant à Nairobi au Kenya ou encore à Dar es Salaam en Tanzanie.

En février 1979, le *Guardian* publie un grand nombre d'articles faisant mention du SUM (*Save Uganda Movement*) et des exilés ougandais du régime d'Amin. Ainsi, sous la plume du journaliste Tony Avirgan, principal correspondant publié par le *Guardian* pendant cette période, on affirme que les stratèges ont décidé que de restreindre leurs interventions représente la meilleure façon d'aider l'Ouganda dans son besoin d'émancipation. L'analyse que fait l'auteur de la situation nous permet de comprendre que le rôle de la Tanzanie n'est pas ici de renverser par elle-même Amin, mais plutôt d'aider les Ougandais à s'en débarrasser de leur propre chef en leur fournissant tout simplement une aide symbolique. Nous contestons ici le fait qu'il s'agisse d'une analyse libérale en ce sens qu'il est question de minimiser l'intervention de l'État tanzanien. Toutefois, il y est question de donner le pouvoir au peuple ougandais de se débarrasser de son tyran ce qui nous laisse croire que le quotidien essaie de faire valoir l'importance d'un changement politique graduel et non révolutionnaire ce qui constitue l'un des points d'approche des idéologies de centres-gauches auxquelles est associé l'idéologie travailliste. Le quotidien publie également, sous la plume d'Avirgan, qu'Amin n'a pas, à la fin février 1979, le support de ses alliés traditionnels et que, par conséquent, ses jours au pouvoir sont comptés. L'information publiée par le *Guardian* permet donc aux

lecteurs de comprendre que la Tanzanie aurait alors la capacité de mettre fin au conflit et de renverser le régime d'Amin, mais qu'elle s'abstient de le faire en raison du fait que cela lui imputerait la responsabilité de prendre le pouvoir à la fin du conflit. Or, comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, le gouvernement tanzanien ne veut pas d'une telle responsabilité et nous semble focaliser ses efforts sur l'émancipation du peuple ougandais. Le quotidien continue de soutenir cette voie de pensée lorsqu'il publie, à la fin février, un article ayant pour source Reuter et qui stipule que : « *the unit [Suicide Bataillon] had mutinied, that soldiers had renounced their oath of allegiance to President Amin [...]*⁶⁰. » Tout au long du mois de février, l'approche du *Guardian* nous semble se concentrer sur le bien-être et le développement de la population ougandaise et non sur l'évolution réelle du conflit sévissant entre l'Ouganda et la Tanzanie. Ainsi, il ne nous semble pas se positionner vers ses tendances centre-gauchistes habituelles. En nous concentrant sur le fait que le gouvernement tanzanien ne tenait pas à s'impliquer politiquement en Ouganda, nous croyons que le *Guardian* tente de garder une certaine neutralité politique. En effet, nous croyons que de faire valoir la volonté non -interventionniste tanzanienne est une manière de se positionner entre l'idéologie conservatrice des lecteurs du *Times* qu'il tente alors d'attirer et son lectorat habituel.

Il nous faut attendre le mois de mars avant que l'on puisse faire ressortir une approche plus libérale sur ce qui se passe entre l'Ouganda et la Tanzanie. En effet, sous la plume du journaliste Patrick Keatly⁶¹, le *Guardian* présente aux lecteurs l'intervention indirecte du gouvernement travailliste de Callaghan. Ce dernier annonce la fin des « *whisky run* » de la Grande-Bretagne à Amin. Keatly explique alors que le gouvernement de Callaghan prive ainsi Amin de biens de luxe qui lui permettaient jusqu'alors de conserver la loyauté de certains de ses alliés et de ses éléments militaires ougandais. Ce faisant, le journaliste précise aussi que la Grande-Bretagne ne pourra pas se faire accuser d'embargo contre l'Ouganda puisque la puissance européenne continue à échanger le café ougandais contre une liste de biens plus limitée. Par la publication de cet article, le *Guardian* vient mettre en évidence que l'intervention de l'État dans le conflit est nécessaire afin que la situation se règle dans l'ancienne colonie britannique et que le gouvernement de la Grande-Bretagne commence à

⁶⁰ Reuter, « Amin's suicide squad 'has retaken town' », *Le Guardian*, Londres, 28 février 1979, p. 1.

⁶¹ Patrick Keatly, « UK puts stoppers in Amin's whisky bottle », *Le Guardian*, Londres, 6 mars 1979, p. 1.

agir dans la mesure de ses capacités. Un autre article, écrit cette fois par James MacManus⁶² va même jusqu'à critiquer le fait que cette décision ait pris trop de temps à arriver. Cette tendance à comprendre la situation sous le voile libéral et, plus particulièrement, en ce qui concerne le besoin d'une plus grande intervention de l'État dans le conflit est spécialement présent vers la fin du mois de mars alors que le *Guardian* continue de présenter la situation en Ouganda comme en étant une pouvant se régler par une plus grande participation politique dans le conflit. À aucun moment toutefois, le quotidien ne mentionne que cette intervention devrait provenir de la Grande-Bretagne. Ainsi, graduellement le quotidien britannique parle de la naissance d'une coalition entre la *SUM* et les exilés ougandais et de leur tentative d'instaurer une nouvelle démocratie dans les régions nouvellement libérées en Ouganda. Nous reconnaissons toutefois que cette volonté de voir naître une société démocratique en Ouganda n'est pas une vision uniquement centre-gauchiste, mais qu'elle reflète plutôt une idéologie d'après-guerre dans laquelle la dictature n'a pas sa place.

La couverture du dernier mois au pouvoir du dictateur ougandais n'est guère très différente dans son ensemble que celle des deux derniers mois. En plus de présenter une situation de yoyo sur le plan des gains de territoires, la discussion sur l'avancement de la démocratie en Ouganda continue à faire bon train. Il est à noter que tout au long du mois d'avril 1979, nous n'avons pas été en mesure de conclure que l'approche du quotidien ait été teintée par des tendances libérales ou conservatrices. Nous croyons que la volonté de présenter la démarche démocratique pour la formation du nouveau gouvernement ougandais n'est pas particulièrement soutenue par l'idéologie conservatrice ou travailliste, mais plutôt par un besoin d'émancipation et de liberté de pensée qui est selon nous plus représentatif de l'idéologie anticoloniale d'après-guerre. Le *Guardian* prend ainsi le temps de présenter chacune des étapes entreprises par les membres de la *SUM* et les exilés ougandais afin d'en venir à un accord et d'élire, avec majorité, Yusuf Lule, ancien secrétaire-général de l'Association des universités africaines, à la tête de la future administration temporaire de l'Ouganda. Nous dénotons, tout de même, un brin de critique du déséquilibre socio-économique qui régnait en Ouganda sous le règne d'Amin alors que le quotidien publie les articles de Martha Honey, première journaliste autorisée à entrer à Entebbe le 11 avril

⁶² James MacManus, « Amin relies on foreign help to keep power », *Le Guardian*, Londres, 8 mars 1979, p. 8.

1979⁶³, décrivant l'opulence dans laquelle vivait Amin et son armée en comparaison à la pauvreté dans laquelle se trouvait son peuple. Bien que de combattre un certain déséquilibre socio-économique fasse partie de l'idéologie de centre-gauche nous ne pensons pas qu'il soit ici question d'une approche qui en reflète les tenants. Le 17 avril, le *Guardian* annonce que la Grande-Bretagne envoie M. Richard Possnet rouvrir les bureaux du haut-commissaire britannique en Ouganda ce qui constitue un vote de confiance de la part du gouvernement de Callaghan envers l'administration de Lule⁶⁴. Le gouvernement britannique renoue de la sorte les liens qu'il avait coupés en 1976 avec l'Ouganda. Encore une fois, nous ne pouvons pas nécessairement attribuer cette manière de comprendre ce qui se passe dans l'ancienne colonie africaine par l'entremise de la pensée libérale. Le *Guardian* se contente ici de présenter les faits tels qu'ils se passent et ne présente pas de réelle analyse de ce qui se passe.

À la lumière des éléments que nous venons de présenter, il nous semble clair que l'approche du *Guardian* en ce qui a trait à la chute du régime dictatorial d'Amin aurait différé de celle du *Times*. Elle fait appel à l'importance de l'intervention de l'État afin que le conflit africain puisse se régler, mais celle-ci demeure uniquement sur le plan économique et est très limitée dans son application. Nous nous questionnons toutefois à savoir si dans le cas où le *London Times* n'avait pas subi les effets de la grève de l'Association de presse Thompson, est-ce que le résultat serait demeuré le même ou si la question aurait été analysée de manière plus poussée? Il est possible que la volonté de plaire et d'attirer le lectorat de son rival ait pu pousser l'équipe éditoriale du *Guardian* à nuancer son analyse des faits et à la rendre plus neutre. Une autre explication pourrait simplement être reliée au fait qu'aucun journaliste n'avait le droit de pénétrer en Ouganda et ainsi ne pouvait obtenir d'informations précises sur ce qui se passait. Ne pouvant par conséquent se fier qu'à des informations extérieures, le quotidien a pu choisir de limiter sa critique des faits aux éléments provenant de sources fiables et locales.

⁶³ Martha Honey, « The second great raid on Entebbe », *Le Guardian*, Londres, 11 avril 1979, p. 14; Martha Honey, « Hunt for Amin intensifies as his troops surrender », *Le Guardian*, Londres, 16 avril 1979, p. 5.

⁶⁴ Reuter, « Britain raises flag again in Uganda », *Le Guardian*, Londres, 17 avril 1979, p. 6.

Chapitre 2 : L'exil des Asiatiques

Le présent chapitre se concentre sur les trois mois marquant le délai donné par le président Amin pour l'expulsion des Asiatiques de l'Ouganda. L'annonce de la décision du président ougandais sera faite le 5 août 1972 et les Asiatiques de l'Ouganda auront, par la suite, jusqu'au 8 novembre de la même année pour quitter le pays et vendre leurs biens. Pour la Grande-Bretagne, cette période coïncide toujours à la période de gouvernance de M. Heath, conservateur. Le pays est aussi aux prises avec la crise de l'Irlande du Nord⁶⁵ et jongle avec la question de l'intégration européenne. La question de la déportation des Asiatiques possédant des passeports britanniques constitue un problème pour le gouvernement de Heath qui a renforcé les lois de 1962 et 1968 en 1971 afin de limiter l'immigration et de restreindre le regroupement familial et établir la nationalité par filiation⁶⁶ avec l'*Immigration Act*. La politique d'immigration de l'époque se veut essentiellement « raciste » et toute immigration dans le *Commonwealth* d'après-guerre est perçue de manière indésirable⁶⁷. C'est dans ce contexte que le *London Times* et le *Guardian* vont réagir et dresser leurs approches face à la situation ougandaise. Pour en faciliter l'analyse, nous avons divisé ce chapitre en trois parties distinctes. Tout d'abord, nous nous questionnerons sur les particularités des approches respectives des deux journaux. Afin d'en faciliter l'analyse, nous accorderons, comme dans le chapitre précédent, une section respective au *Times* et une au *Guardian*. Une troisième section se concentrera sur les divergences et les convergences entre les approches des deux quotidiens. Notons également que tout au long de ces trois sections nous ferons ressortir les éléments influençant de manière concrète les approches des deux journaux. Nous tenterons également, par l'analyse de trois thèmes précis, de voir si l'aspect néocolonial ou postcolonial a joué un rôle dans le bilan des événements que nous offrent les deux journaux britanniques. Par aspect néocolonial ou postcolonial, nous entendons une

⁶⁵ *Bloody Sunday*, l'un des jours les plus noirs de la crise de l'Irlande du Nord, prend place le 30 janvier 1972. Le régiment parachuté de l'armée britannique descend sur une foule de manifestants pour les droits civils du côté catholique de Londonderry faisant 13 morts et 15 blessés. La Grande-Bretagne tout entière se trouve troublée face à ses événements et la politique du pays en est encore marquée lors de l'annonce de la déportation des Asiatiques.

⁶⁶ Vincent Latour, « Between Consensus, Consolidation and Crisis: Immigration and Integration in the 1970s Britain », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XXII-Hors-série, 2017, p. 3.

⁶⁷ Randall S. Hansen, *Citizenship and Immigration in Post-War Britain: The Institutional Origins of a Multicultural Nation*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 4.

manière pour la Grande-Bretagne d'assurer son hégémonie économique en employant des nouvelles méthodes de contrôle qui n'appellent pas l'utilisation de forces armées impériales. Les thèmes à l'étude dans cette section sont l'annonce de la décision formelle d'Amin d'expulser les Asiatiques de son pays, la gérance de la crise par la Grande-Bretagne ainsi que l'évolution des relations diplomatiques entre la métropole et son ancienne colonie.

2.1 L'exil des Asiatiques de 1972 vu par le *Times*

Durant les trois mois à l'étude, le *Times* couvre essentiellement l'avènement de la crise de l'exil des Asiatiques. Il est cependant à noter que bien que nous ayons choisi de nous concentrer sur ce phénomène en raison de l'abondance et de la richesse des articles présents, l'Ouganda traverse aussi pendant cette période un conflit armé avec la Tanzanie de Nyerere qui refuse toujours de reconnaître le président Amin comme étant *le légitime* dirigeant de l'Ouganda. Nous parlerons donc de la question de l'exil des Asiatiques, sans nous concentrer sur ce conflit en raison du fait que les informations et analyses fournies par le quotidien sur la question sont superficielles et que chaque article traitant de la question en revient constamment à la situation de la population asiatique en Ouganda.

Il nous faut, dans un premier temps, préciser que la date du 5 août ne marque aucunement la première fois où le *London Times* mentionne la question des Asiatiques ou encore des tensions entre l'Ouganda et la Tanzanie. Le quotidien en fait mention à plusieurs reprises au cours des huit mois qui précèdent. Toutefois, la date du 5 août 1972 marque la date à laquelle le quotidien annonce la décision d'Idi Amin, président de l'Ouganda, d'expulser de son pays tous les Asiatiques possédant un passeport britannique. L'analyse qui s'en suit n'est quant à nous pas issue d'une approche strictement conservatrice comme nous l'avions cru au début de notre recherche, c'est-à-dire qu'elle ne se concentre pas uniquement sur les changements économiques qu'amènerait une grande vague d'immigrants asiatiques. Elle viendrait plutôt d'une approche plus protectionniste inhérente à la plupart des idéologies politiques existantes en Grande-Bretagne et transpirant de sa politique d'immigration très limitative. Par « protectionniste », nous entendons « de protéger » dans un premier temps l'économie de la Grande-Bretagne, mais aussi son aspect culturel. En effet, une grande quantité d'immigrants affecterait beaucoup de Britanniques dans plusieurs secteurs de leur

vie privée. Nous pouvons tout de même la lier à l'idéologie conservatrice, car elle est en lien direct avec les promesses électorales du gouvernement conservateur de Heath. Peter Evans stipule à cet effet que « *Behind the Government's firmness is a promise made at the last election to allow no further large-scale permanent immigration to Britain*⁶⁸ ». La première réaction du quotidien est donc de mettre la décision d'expulser les Asiatiques ougandais en relation avec la promesse de M. Heath de ne plus autoriser d'immigration permanente à grande échelle en Grande-Bretagne. Dans une perspective protectionniste, le *Times* prend le temps d'expliquer ce que l'expulsion implique pour la Grande-Bretagne. Nous observons toutefois une tendance conservatrice puisque le quotidien prend le temps de présenter à ses lecteurs que plusieurs Indiens vivant alors en Ouganda sont détenteurs de passeports britanniques et que le gouvernement en place aura, par conséquent, une certaine responsabilité face à eux lorsque l'ordre d'extradition leur sera donné. Nous percevons ici une certaine tendance conservatrice du fait que le *Times* nous semble vouloir protéger le gouvernement en place en justifiant la possibilité d'une future décision du gouvernement conservateur de Heath d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants que promis en Grande-Bretagne. Or, cette volonté de protéger le gouvernement peut notamment se justifier par un besoin de stabilité politique dans la métropole. En effet, la crise de l'Irlande du Nord, avec les évènements du *Bloody Sunday* en janvier 1972 ébranle toujours le pays européen sur le plan politique. De plus, la particularité de la politique d'immigration ayant été mise en place depuis 1948 emploie « *this 'racialized' concept of Britishness*⁶⁹ » qui fait en sorte que les Britanniques ne sont pas en faveur d'une vague d'immigration provenant du pays africain. La crise de l'expulsion des Asiatiques pourrait à ce moment avoir des effets négatifs pour le gouvernement de Heath, alors à mi-mandat, car la montée d'un sentiment politique anti-immigrant viendrait ajouter au mécontentement des Britanniques. Ces effets pourraient, sans l'appui de la population et du reste du gouvernement, amener des élections hâtives qui seraient alors néfastes pour la santé politique de la Grande-Bretagne.

⁶⁸ Auteur inconnu, « Uganda says no room for 40,000 Asians with British passports », *Le London Times*, Londres, 5 août 1972, p. 1.

⁶⁹ Randall S. Hansen, *Citizenship and Immigration in Post-War Britain: The Institutional Origins of a Multicultural Nation*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. v.

Dès le début des trois mois que dure la crise de la déportation des Asiatiques détenant un passeport britannique nous pouvons remarquer que le *London Times* continue, comme nous l'avons mentionné dans le premier chapitre, de diviser la publication de ses opinions entre les articles signés et ceux qui ne le sont pas. Lorsqu'il publie ses éditoriaux et autres articles anonymes, au lieu de conserver une ligne de pensée plus neutre comme auparavant, le quotidien se permet de commenter la politique du général Amin et d'y réagir vertement. Il présente alors l'homme politique ougandais comme un autocrate qui s'attaque aux minorités, et ce, à travers la manipulation de l'armée et du reste de la population ougandaise. Le *Times* met également l'accent sur le mépris qu'éprouve Amin envers la Grande-Bretagne. Considérant la ligne de pensée conservatrice du *Times*, nous pouvons faire ressortir que ce dernier nous présente une réaction protectionniste envers la Grande-Bretagne qui, comme nous l'avons mentionné brièvement dans notre introduction, est en train de passer à travers plusieurs bouleversements socio-économiques. À aucune reprise il n'est question de contester le fait que les Britanniques ont accordé des passeports à plus de 40 000 Asiatiques installés en Ouganda sans considérer la possibilité que ces derniers aient un jour à s'installer en Grande-Bretagne. Au contraire, tout au long de la crise, nous pouvons lire à quel point Sir Alec Douglas-Home, alors ministre des Affaires étrangères, et le haut-commissaire britannique en Ouganda, M. Slater, font leur possible afin d'essayer d'arrêter le président ougandais et travaillent de manière acharnée afin de rendre possible le départ de tous les Asiatiques britanniques du pays avant le délai du 8 novembre, délai octroyé par Amin. Il est vrai que l'octroi des passeports britanniques n'est pas une action prise uniquement par les conservateurs, mais comme nous l'avons mentionné plus haut, cette réaction protectionniste semble avoir pour objectif de protéger le gouvernement de Heath et les futures décisions qu'il prendra durant la crise. Il est difficile ici de l'attribuer uniquement à une approche typiquement conservatrice, mais il nous apparaît clair que le *Times* tente par tous les moyens mis à sa disposition de s'assurer que l'opinion de ses lecteurs soit en faveur du gouvernement en place.

L'autre manière de traiter les faits du *Times* nous est surtout transmise à travers les articles de Michael Knipe et Philip Short, alors correspondants basés à Kampala et Entebbe. Contrairement aux articles signés, dont nous avons parlé au chapitre précédent, ces auteurs se contentent de présenter les faits arrivant en Ouganda et les multiples discours du général

Amin. Bien que ceux-ci soient très riches en informations utiles pour les lecteurs et nous permettent de nous faire une opinion assez précise de la situation, il s'agit d'une façon de faire qui permet aux journalistes d'assurer leur propre sécurité dans un pays où les forces armées et policières sont instables. Cette manière de faire est également justifiée par le fait que plusieurs Britanniques, journalistes et autres, seront arrêtés et déportés durant la crise à l'étude, et ce, sous prétexte qu'ils tenteraient de miner la réputation de l'Ouganda et du général Amin sur la scène internationale. À travers les discours du général, cités par les journalistes susmentionnés, le quotidien nous présente les nombreuses attaques du général envers la Grande-Bretagne. En effet, tout au long des trois mois que dure le processus de déportation, Amin présente les Britanniques comme étant des impérialistes égocentriques qui essaient de mettre des barrières dans l'avancement économique de l'Ouganda en voulant que l'économie du pays demeure entre des mains étrangères. C'est à cet effet que le *Times* cite Amin lorsqu'il dit : « *This is British imperialism. I am not going to listen to imperialist advice that we should continue to have foreigners controlling the economy. The British are kings of imperialism, who are letting down Africans in Rhodesia and now want Uganda to be like Rhodesia*⁷⁰. » Ce dernier, dans un même souffle et bien souvent dans la présentation du même discours, fait régulièrement mention qu'il ne comprend pas pourquoi la Grande-Bretagne est contre lui et qu'il ne veut que conserver les bonnes relations existantes entre les deux pays. Ce faisant, le quotidien brosse le portrait d'un homme instable et permet ainsi à ses lecteurs, par la simple présentation de ses discours, de se faire une opinion de l'homme politique. Encore une fois, nous ne pouvons associer cette manière de présenter les informations à un cadre de compréhension spécifiquement conservateur, mais plutôt à une réaction protectionniste. On perçoit toujours une volonté du quotidien à protéger le gouvernement en place et de diriger l'opinion publique contre Amin, mais le tout demeure une réaction purement protectionniste qui nous semble continuellement vouloir mettre en garde les lecteurs sur la suite des événements à venir. Ceux-ci ne résulteront pas simplement de promesses politiques, peut-être devenues obsolètes dans le contexte de la déportation massive des Asiatiques ougandais, mais bel et bien d'une réaction pensée à des circonstances qui se trouvent hors du contrôle britannique.

⁷⁰ Correspondant, « Professional men and technicians preparing to leave Uganda with their expelled fellow-Asians », *Le London Times*, Londres, 11 août 1972, p. 5.

Au fur et à mesure que la situation progresse, nous observons la présentation de la même approche ainsi que de la même dualité quant à la présentation des informations dans les articles signés et anonymes. Le *Times* met l'accent sur l'évolution de la dureté des propos tenus par le général Amin envers la Grande-Bretagne tout en continuant de présenter les efforts déployés par le gouvernement de Heath afin de gérer la situation. Il est clair, tout au long des mois de septembre et d'octobre, que le quotidien soutient le gouvernement conservateur, mais nous ne voyons dans ces efforts qu'un besoin de conserver l'ordre en place et de diminuer les conflits internes en Grande-Bretagne. En effet, lorsqu'Amin expulse la mission d'entraînement militaire britannique de l'Ouganda, Philip Short se permet de mentionner que « *observers here are tending to conclude that the President may entertain genuine fears about the presence of British officers here*⁷¹. » Amin accuse les Britanniques d'implanter des espions en Ouganda pour aider les Tanzaniens et, en octobre, accuse la Grande-Bretagne de planifier son assassinat et affirme en avoir les plans sur papier. Le quotidien publie à cet effet Knipe qui affirme qu'Amin « *accused Britain of conducting an 'outrageous and completely malicious propaganda campaign' against the Ugandan Government*⁷². » C'est ainsi qu'il demande le renvoi du haut-commissaire britannique, M. Slater, prétextant que ce dernier fait de la propagande pour convaincre les Britanniques sous contrainte de quitter l'Ouganda et dépeint le pays de façon très négative dans les médias britanniques. Le quotidien répond à ces accusations en affirmant qu'il était « *obvious in Blackpoll last night that Sir Alec and his colleagues want to avoid a break in the diplomatic relations. But it also seemed clear that without a change of attitude in General Amin a break might be unavoidable*⁷³. » Nous croyons, encore une fois, que cette façon de présenter les faits se veut une manière de prouver que le gouvernement britannique n'a rien à se reprocher et que la situation provient tout simplement des délires du général ougandais. Le *Times* continue donc de soutenir le gouvernement britannique en se gardant de critiquer ses actions et décisions en ce qui concerne la question des Asiatiques ougandais. Bien qu'il s'agisse d'un

⁷¹ Philip Short, « Uganda denies any quarrel with Britain », *Le London Times*, Londres, 12 septembre 1972, p. 4.

⁷² Michael Knipe, « General Amin accuses Britain of 'malicious propaganda' and continuing threat of invasion », *Le London Times*, Londres, 10 octobre 1972, p. 8.

⁷³ Auteur inconnu, « Uganda envoy called home: Mr. », *Le London Times*, 14 octobre 1972, p. 1.

appui clair au gouvernement conservateur, il demeure difficile d'affirmer que l'approche du journal en est une uniquement conservatrice.

Au cours de cette période se produit un événement important qui viendra marquer l'opinion britannique, mais également mondiale et qui se reflètera par la publication de plusieurs articles de journalistes se trouvant en Grande-Bretagne et du personnel diplomatique (*Diplomatic Staff*) du quotidien. Cet événement est l'envoi, par Amin, d'un télégramme glorifiant les assassinats des Jeux olympiques de Munich. En effet, le président ougandais fait les louanges, dans un télégramme envoyé au Dr Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations Unies le 11 septembre 1972, des actions des guérillas palestiniennes stipulant également que « *Germany [was] the right place where, when Hitler was the Prime Minister and Supreme Commander, he burnt over six million Jews*⁷⁴ ». Ce faisant, le dictateur ougandais vient semer la peur quant à ses intentions face aux Asiatiques qui n'auront pas quitté le pays après la date butoir du 8 novembre 1972. Le *Times* donne alors tout son appui au gouvernement conservateur en place en faisant les louanges des actions prises par ce dernier afin de gérer la crise. Il mentionne que le gouvernement a déjà commencé les procédures pour porter la question de l'expulsion des Asiatiques aux Nations Unies en y envoyant Sir Colin Crowe. Nous croyons que c'est à ce moment que l'approche du quotidien devient plus spécifiquement conservatrice puisqu'en aucun cas il ne remet en question les actions du gouvernement. Au contraire, il se concentre désormais à en faire l'éloge. Dans l'éditorial du 15 septembre, le quotidien rassure ses lecteurs en ces mots : « *The Government is wise to take seriously President Amin's second threat to put, or try to put, in refugee camps in Uganda those Asians who have not left the country by his November 7 deadline. [...] The General's attitude is, of course, illogical and unreasonable*⁷⁵. » Il qualifie aussi les méthodes d'Amin comme étant hitlériennes. Il se permet notamment de semer le doute dans l'esprit du lecteur en présentant la possibilité qu'Amin soit en fait isolé de la réalité par l'armée et les forces de l'ordre qui profiteraient ainsi de ses réactions impulsives. Ce doute, selon nous, est en soi une manière d'éviter les critiques contre le gouvernement britannique qui avait, un peu

⁷⁴ Our Diplomatic Staff, « Extraordinary Amin telegram praises Munich murders », *Le London Times*, Londres, 13 septembre 1972, p. 1.

⁷⁵ Auteur inconnu, « General Amin's concentration camps », *Le London Times*, Londres, 15 septembre 1972, p. 13.

plus d'un an auparavant, été le premier à reconnaître la légitimité du dirigeant africain. Un article du personnel parlementaire (*Parliamentary Staff*) du journal londonien rapporte que M. Thorpe, un libéral, met en garde le *Commonwealth* contre la présence d'un « Hitler noir » entre ses rangs et lui demande de reconsidérer l'adhésion de l'Ouganda au sein de sa communauté. Thorpe affirme que: « *Our main reason for advocating this [l'exclusion de l'Afrique du Sud du Commonwealth] was that a multiracial community could not condone a country which eternally practice racialism. At the next Commonwealth Conference, unless we are to indulge in double standards, the future membership of the Uganda of General Amin will have to be very seriously considered*⁷⁶. » Il s'agit là du seul moment pendant la crise de la déportation des Asiatiques où le *Times*, sous les couverts des propos tenus à l'Assemblée libérale, se permet de donner conseil au gouvernement de M. Heath. Nous croyons toutefois qu'il s'agit d'une stratégie du quotidien afin de prouver à ses lecteurs que l'ensemble du gouvernement de la Grande-Bretagne est en réaction face à la situation, mais que les conservateurs procèdent de manière plus discrète et moins réactionnaire afin d'assurer les intérêts du pays. Le manque de critique et l'appui incontesté dont fait preuve le *Times* envers le gouvernement conservateur en place nous portent à croire qu'il est question d'une approche conservatrice, car il tient le plus possible à soutenir l'autorité en place et à maintenir le statu quo politique.

La dernière semaine de l'échéancier de la déportation des Asiatiques détenteurs de passeports britanniques en est une qui, quant à nous, démontre à la fois le succès britannique et une nouvelle menace. Toujours en prenant en considération l'emploi d'une approche plus conservatrice, le *Times* fait mention à plusieurs reprises du fait que les bureaux du haut-commissaire en Ouganda travaillent d'arrache-pied afin de régler les papiers du plus grand nombre d'Asiatiques possible par jour, plus de mille, et de coordonner leurs transports vers plusieurs pays du *Commonwealth* et d'autres qui ont accepté de les accueillir afin de les aider. Nous soutenons que de mettre l'accent sur le bon fonctionnement et la collaboration des différents pays membres du *Commonwealth* est un argument purement conservateur puisqu'il glorifie les accomplissements des structures traditionnelles dans la gestion d'une crise socio-politique contemporaine. De plus, Michael Knipe, correspondant étranger du

⁷⁶ Our Parliamentary Staff, « Thorpe warning over 'black Hitler' in Commonwealth », *Le London Times*, Londres, 20 septembre 1972, p. 5.

Times, fait mention de la peur de la communauté européenne en Ouganda d'être « *eased out of Uganda sector by sector, stage by stage in the forthcoming months*⁷⁷. » Cette mention du recul de l'ancien pouvoir colonial en Ouganda s'inscrit dans une analyse néocoloniale et par le fait même conservatrice puisqu'elle mentionne la peur des industries européennes de perdre leur mainmise sur l'économie de l'ancienne colonie britannique. En plus de représenter une perte de pouvoir symbolique, cette compréhension des faits se fonde sur les conséquences économiques que subiront par le fait même les entreprises britanniques. Il est vrai que dans une perspective plus grande la communauté européenne entière était menacée, mais avec plus de 80 compagnies présentes dans des secteurs primaires tels que le thé et l'agriculture, l'économie de la Grande-Bretagne aurait, elle aussi, grandement été touchée. Aussi, en aucun cas durant notre lecture des quelque 110 articles publiés sur la question entre le 5 août et le 10 novembre 1972, les décisions du gouvernement conservateur de Heath et de ses agents n'ont été contestées. Elles ont cependant été justifiées et approuvées à plusieurs reprises en démontrant leurs bien-fondés et leurs bons résultats.

2.2 L'exil des Asiatiques de 1972 vu par le *Guardian*

Comme nous l'avons mentionné pour le *Times*, le *Guardian* fait mention à plusieurs reprises de la question des Asiatiques au cours des mois qui précèdent la crise de leur exil. Entre le 5 août et le 9 novembre 1972, plus d'une centaine d'articles sur la question jonchent les pages du quotidien. Afin de mieux analyser l'approche du *Guardian* sur la question de l'exil des Asiatiques détenteurs de passeports britanniques, nous diviserons cette section en deux. Tout d'abord, nous analyserons les publications du quotidien sur l'annonce de la déportation des Asiatiques et des répercussions qu'il considère être entraînées par celle-ci. La deuxième section de cette partie se concentrera sur l'évolution des liens diplomatiques entre l'Ouganda et la Grande-Bretagne telle qu'analysée par le quotidien londonien.

Dès l'annonce de la déportation des Asiatiques possédant un passeport britannique, le *Guardian* se donne pour tâche d'expliquer la source de la décision du général, sans pour autant l'excuser. Patrick Keatley, correspondant diplomatique, affirme que: « *The feeling*

⁷⁷ Michael Knipe, « £3m loan to start new Amin dream », *Le London Times*, Londres, 1er novembre 1972, p. 5.

among the Africans is that in colonial Times, the Asians gained a flying start by virtue of their better education and better command of English. By the time Britain handed over, the middle and upper echelons in commerce, the Civil Service and the professions were dominated by Asians⁷⁸. » Selon l'auteur, cette situation serait la source principale de l'animosité poussant Amin à expulser les Asiatiques. Le même auteur continue, quelques jours plus tard, en expliquant que: « *The original choice was given to the Asians by Mr Duncan Sandys as a Minister of the British Government. If they wished to have British passports, that option was there and a great number of them chose it*⁷⁹. » Le quotidien mentionne également que les procédures menant à l'obtention de la citoyenneté ougandaise ont été mal gérées par les gouvernements britanniques et ougandais depuis l'indépendance en 1962. Ce qui ressort principalement de ce qui est publié par le *Guardian* à ce moment précis est une approche de centre-gauche qui met l'accent sur la compréhension du contexte socio-politique de la situation en cours. De plus, nous notons qu'il fait mention des failles présentes au sein des politiques de décolonisation qui ont été employées en Ouganda, mais qu'en aucun cas il ne critique ouvertement le gouvernement en place. Il mentionne à plusieurs reprises que les Britanniques, au-delà de la nouvelle *Immigration Act* de 1971, ont le devoir d'agir. Ceci constitue une position de centre-gauche puisqu'elle met l'accent sur l'importance de l'intervention de l'état dans la situation. Le *Guardian* permet à son lectorat de mettre en perspective la crise africaine et de réagir en tenant compte du plus grand nombre d'informations possible. Nous notons toutefois que le quotidien se garde bien de critiquer le gouvernement en place. En effet, il publie à quelques reprises que le gouvernement de Heath prend la situation très au sérieux et se dit prêt à assumer ses responsabilités et à accueillir la population asiatique déportée. Bien qu'il serait conventionnel dans une approche purement centre-gauchiste de critiquer le gouvernement conservateur en place, nous croyons que cette réserve vient du fait que le premier ministre britannique semble intervenir de manière adéquate dans la crise actuelle. De plus, la Grande-Bretagne se trouve elle-même au cœur d'une crise politique importante avec la question de l'Irlande du Nord et l'adhésion à l'Union européenne et il ne serait alors pas sage de causer la grogne de l'opinion publique en la dirigeant dans un tourbillon de critiques qui aiderait à déstabiliser le gouvernement en place

⁷⁸ Patrick Keatley, « Britain could face influx of 80,000 Asians », *Le Guardian*, Londres, 5 août 1972, p. 1.

⁷⁹ Patrick, Keatley, « Amin's decision on Asians is 'final' », *Le Guardian*, 7 août 1972, p. 1.

qu'il soit conservateur ou travailliste. N'oublions pas que l'arrivée en Grande-Bretagne de plus de 40 000 Asiatiques va à l'encontre de la politique d'immigration britannique qui est connue comme étant la plus restrictive en occident depuis 1962. C'est dans cette optique que nous stipulons que le *Guardian* essaie de ne pas rendre une situation difficile encore plus pénible en ajoutant le fardeau d'une critique sévère au gouvernement. De plus, le gouvernement en place semble vouloir mettre de côté l'aspect « raciste » de sa politique d'immigration en accordant une plus grande importance à la responsabilité qu'il a d'honorer les passeports britanniques ayant été issus lors de l'indépendance de l'Ouganda.

Comme nous venons de le mentionner, le *Guardian* ne critique pas le gouvernement britannique très sévèrement pour ses actions. Il remettra toutefois en question sa décision de geler 10 millions de livres d'aide qui était jusqu'alors versée à l'Ouganda. Hella Pick, dans son article sur la question du 30 août, stipule que « *Britain has finally decided to stand up to the pressure from General Amin of Uganda, and has suspended aid negotiations that were almost completed when President Amin announced his expulsion of Asians*⁸⁰. » Le ton de l'article démontre une certaine exaspération face au fait que le gouvernement britannique ne réagisse pas plus fortement en prenant des actions plus poussées contre le régime d'Amin et ses pratiques. L'éditorial de la même journée vient cependant condamner cette même décision de retirer l'aide négociée avec l'Ouganda. En effet, ce dernier mentionne que: « *The decision announced yesterday to freeze the £10 million British loan to Uganda is understandable but wrong. [...] Secondly, in freezing the loan the Government is breaching a commitment it had made*⁸¹. » Il poursuit en expliquant que ce retrait n'aura pas les effets escomptés puisque ce sont les civils et non les membres des forces armées d'Amin ou son régime qui en subiront les réels contrecoups. Le quotidien questionnera à plusieurs reprises la lenteur et la structure des procédures mises en place par les bureaux du haut-commissaire britannique en Ouganda pour l'obtention des papiers nécessaires à l'entrée des Asiatiques en Grande-Bretagne. Ainsi, John Fairhall écrit : « *Certainly there seems to have been a slowing down in the issue of entry permits by the British High Commission which has sent a new wave of anxiety through the already desperately worried British Asians of Uganda*⁸². » Une

⁸⁰ Hella Pick, « Britain freezes £10M aid loan for Uganda », *Le Guardian*, 30 août 1972, p. 1.

⁸¹ Auteur inconnu, « Aid for people, not presidents », *Le Guardian*, 30 août 1972, p. 10.

⁸² John Fairhall, « Uganda ready to round up Asians », *Le Guardian*, 14 septembre 1972, p. 22.

fois encore ces critiques s'inscrivent dans une approche de centre-gauche qui se concentre sur l'aspect socio-économique de la crise et, plus particulièrement, sur les conséquences humaines que l'inaction ou la non-intervention de l'État peut avoir. La critique se concentre surtout sur la lenteur administrative des procédures et non sur une critique pure et dure du gouvernement conservateur de Heath. On peut donc y voir l'importance des valeurs morales de l'interventionnisme gouvernemental prônées par la pensée de centre-gauche. Le quotidien donne ainsi la chance à ses lecteurs d'humaniser le gouvernement de M. Heath en représentant à la fois les aspects positifs et négatifs de son gouvernement sans pour autant pousser la critique négative. Il n'est question que d'une critique minimale de la gestion de la crise de la part du gouvernement et du ministre des Affaires étrangères et du *Commonwealth*, Sir Alec Douglas-Home.

Au fur et à mesure que la situation progresse, et comme nous pourrions nous en attendre d'un quotidien qui met l'accent sur la moralité, en raison du fait qu'elle met de l'avant l'importance de respecter les promesses gouvernementales et ainsi d'assurer le bien-être de la population, le *Guardian* concentre ses publications sur la question des Asiatiques sur le terrain ainsi que sur la situation en Ouganda. Il présente à ses lecteurs la détérioration des conditions dans le pays africain alors que la population asiatique se voit victime de harcèlement de la part des autorités ougandaises et de l'armée. Les journalistes du quotidien, dont John Fairhall, font régulièrement mention du fait qu'Amin dénie ce qui se passe dans son pays et de ses accusations de diffamation par la presse britannique. Nous croyons que ces accusations prennent notamment racine dans les articles écrits par John Fairhall. En effet, ce dernier ne se contente pas de rapporter les discours du général Amin à la nation, mais se permet de donner sa propre analyse sur la crise traversée par l'Ouganda. Pour cette raison le journaliste, ainsi que plusieurs autres britanniques, est arrêté le 17 septembre 1972 et envoyé à la prison de Makindye⁸³. Au lieu de calmer le jeu de la critique, lors de la remise en liberté et de la déportation du journaliste quelques jours plus tard, le quotidien commence plutôt à publier des articles sur la manière dont Amin se débarrasse de ses opposants en les faisant assassiner. Il est aussi question du fait que la police n'a plus le contrôle en Ouganda et que l'armée procède à un carnage dans les rues de

⁸³ Patrick Keatley, « Three towns in Tanzanian hands – Amin », *Le Guardian*, 18 septembre 1972, p. 1.

Kampala⁸⁴. Le *Guardian* vient de cette manière réitérer pour ses lecteurs le fait qu'il prône la liberté d'expression et qu'il ne se laisse pas démonter par le dictateur. Cette volonté de vouloir rapporter les faits, ou du moins d'en démontrer l'intention, coûte que coûte, provient d'une volonté qui ne prend pas simplement racine dans l'idéologie libérale, mais plutôt dans les fondements des sociétés dans lesquelles la démocratie s'impose. Nous voyons donc cette approche face aux événements comme étant plus réactionnaire à une situation injuste que purement centre-gauchiste, comme nous pourrions nous en attendre s'il s'agissait de la position du parti travailliste. Cette analyse sociale de la situation ougandaise continue tout au long de la période à l'étude. Nous tenons à souligner que le *Guardian* fait quelque peu mention du conflit qui prend alors place entre la Tanzanie et l'Ouganda, mais présente la situation comme étant un stratagème d'Amin afin de détourner l'attention publique de son manque de contrôle sur l'armée ougandaise. Le quotidien semble vouloir s'éloigner du sensationnalisme en présentant la crise de l'exil des Asiatiques de manière analytique. Ses lecteurs sont mis en face des faits et de ce qui se passe, une analyse de la situation leur est également présentée, mais le tout est fait de manière terre à terre et sans tomber dans les extrêmes.

La deuxième partie de cette section se veut une analyse de l'évolution des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda telle que comprise par le *Guardian*. Lors de notre lecture, nous avons remarqué qu'une attention particulière avait été portée par le quotidien sur les relations entre les deux pays et leur évolution. Le *Guardian* commence en présentant l'ambivalence de la Grande-Bretagne qui, bien qu'elle prenne l'entière responsabilité de la situation, se refuse de croire que le régime d'Amin lui soit tout d'un coup aussi hostile. Puis, en plus de la fermeté de la décision d'Amin et de son refus de négocier le délai de l'expulsion, plusieurs incidents viendront faire couler de l'encre sur cette question. Le quotidien critique, de plus en plus, la manière dont Amin traite la Grande-Bretagne ainsi que son manque de conventionnalisme en ce qui a trait à ses rencontres diplomatiques avec le haut-commissaire britannique, M. Slater. La question de la conservation des rapports diplomatiques avec l'Ouganda est de plus évoquée sans pour autant qu'un plan d'action soit mis de l'avant par la Grande-Bretagne. Tout au long de l'analyse que fait le journal londonien

⁸⁴ Patrick, Keatley, « Amin's troops 'spread panic' in Kampala », *Le Guardian*, 22 septembre 1972, p. 1.

sur la question des relations existantes entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie, il nous est impossible de percevoir une critique ouverte et/ou virulente du gouvernement de Heath et de ses actions. Au contraire, le quotidien salue plutôt la décision des Britanniques de ne pas vouloir renchérir en critiquant le dictateur dans le but de ne pas le provoquer et de protéger leurs citoyens se trouvant en Ouganda. Il nous semble pouvoir, par moment, déceler une certaine frustration du quotidien face au calme britannique. Cette dernière se traduit surtout par le ton employé par les journalistes lorsqu'ils font état de la situation, mais il nous est impossible de dire si le quotidien désapprouve la situation diplomatique. Nous pensons que cette absence de critique profonde vient du fait qu'en alignement avec une approche de centre-gauche, l'État britannique, bien que conservateur à l'époque, fait preuve d'humanité et met en place des mesures plus interventionnistes afin de mieux gérer la situation. La Grande-Bretagne intervient notamment dans la question des Asiatiques en leur accordant la possibilité d'entrer au pays et accorde une certaine aide à ceux qui en ont besoin. Il prend notamment en considération le fait que même si la majorité des Asiatiques ougandais n'ont jamais mis les pieds en Grande-Bretagne, ils sont bel et bien détenteurs de passeports britanniques et doivent par le fait même être traités comme des citoyens de la métropole.

Le quotidien continue de publier plusieurs informations sur l'évolution des relations entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda, mais il nous faut attendre qu'Amin envoie un télégramme au secrétaire-général des Nations-Unies louangeant les assassinats d'Israéliens aux Jeux olympiques de Munich par des guérillas palestiniennes avant que les critiques envers les Britanniques deviennent plus sévères. La Grande-Bretagne ne réagit alors pas grandement à la situation. Un article publié le 21 septembre par un journaliste anonyme fait mention de l'attaque de M. Thorpe qui accuse Amin d'être un « Hitler noir » et fait référence aux camps de concentration d'Hitler et la volonté d'Amin de mettre les Asiatiques qui ne seront pas sortis du pays dans des camps militaires. Thorpe stipule notamment que: « *Maybe when Amin organised his military coup against the legally elected President early in 1971 the British Government should have intervened as they did when they sent a naval vessel to Tanzania in similar circumstances*⁸⁵. » Bien que cette critique ne soit pas virulente, elle démontre une dissidence entre le fait que les conservateurs ont accueilli à bras ouverts le

⁸⁵ Auteur inconnu, « Thorpe attacks Amin as a 'black Hitler' », *Le Guardian*, 21 septembre 1972, p. 9.

général Amin et le fait que les travaillistes avaient émis des réserves quant au personnage. Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une critique de la situation actuelle, mais il nous semble qu'il s'agisse tout de même de remettre les lecteurs du *Guardian* dans le contexte de la dualité des idéologies politiques en leur rappelant que les travaillistes, et ce dès le début, n'ont jamais réellement approuvé le dictateur ougandais.

Bien que la Grande-Bretagne ne coupe pas les liens diplomatiques avec l'Ouganda avant 1976, la demande de rappel de deux diplomates britanniques suscitera une grande grogne de la part de Sir Alec Douglas-Home comme le démontrera le quotidien. Il déportera, en septembre, l'aide du haut-commissaire, M. Henning, pour son implication dans les négociations pour la libération de citoyens britanniques. La goutte qui fera déborder le vase sera cependant la demande du président Amin, publiée le 13 octobre, de remplacer M. Slater comme haut-commissaire britannique en Ouganda. Keatley cite le président ougandais lorsqu'il affirme que le diplomate britannique « *(is) working against the interest of Uganda*⁸⁶. » Le *Guardian* fait mention de l'attitude passive-agressive du gouvernement qui décide de rappeler M. Slater au pays sans pour autant en donner les raisons ou mentionner si ce dernier reviendra en Ouganda. Il critique par conséquent directement les décisions du gouvernement en place et ne s'attarde pas sur l'aspect humain de la situation comme nous l'avons vu auparavant. Le *Guardian* parle aussi de la grogne des Britanniques à l'égard d'Amin et de sa manière de mettre le gouvernement de Grande-Bretagne au pied du mur. Pour le quotidien, il s'agit de remettre en question la gouvernance de Heath et de ses ministres qu'il dépeint comme étant inadéquat dans la situation actuelle. Nous ne croyons pas qu'un journal ayant les mêmes idéologies politiques que le gouvernement en place se permettrait de le questionner aussi ouvertement.

Après cette remise en question de l'inaction gouvernementale britannique, le quotidien se penche plus en détail sur l'annonce, par Amin, de la deuxième phase de sa guerre économique, la première étant l'expulsion des Asiatiques de son pays. Le quotidien publie: « *President Amin lost little time in returning to the xenophobic offensive today, [...]. This time the objects of his wrath were the European owners of farms in Western Uganda whose*

⁸⁶ Patrick Keatley, « Amin expels envoy », *Le Guardian*, 13 octobre 1972, p. 1.

*property, he said, will be subject to compulsory purchase by Ugandans from November*⁸⁷. »

Le quotidien, comme il l'a fait pour son traitement de la première phase, se concentre sur l'aspect humain de la décision du général et explique pourquoi cette décision aura des conséquences néfastes pour la population ougandaise. Cette manière de mettre la population en premier plan est, quant à nous, une manière d'analyser les faits inhérente à une approche centre-gauchiste parce qu'il ne met pas l'accent sur l'avancement des entreprises, mais bel et bien sur celui de la population par l'intervention à bon escient du gouvernement. Il est clair, dans les articles parlant de la deuxième phase de la guerre économique d'Amin, que le quotidien ne croit pas que les intérêts des Ougandais soient réellement pris en considération. En effet, les besoins économiques des Ougandais qui ne possèdent pas l'éducation nécessaire au maintien de ces compagnies saisies par Amin ne sont pas pris en considération. Il est possible qu'au fur et à mesure que différentes situations se présentent le gouvernement réagisse. Toutefois, comme nous l'avons vu un peu plus haut, le *Guardian* nous montre que la réaction des autorités britanniques se veut progressive et non réactionnaire, c'est-à-dire qu'elles ne réagissent pas fortement sans prendre de temps de penser aux conséquences que cela pourrait engendrer. De plus, bien que l'annonce de ces mesures soit faite lors de la crise de l'expulsion des Asiatiques, son exécution ne fait pas partie de la période à l'étude. Ce que nous comprenons de l'approche de la couverture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda à travers la crise de l'exil des Asiatiques est que ces dernières n'évoluent pas bon train, en raison des décisions et des actions du général Amin. Le quotidien semble montrer une certaine acceptation des réactions du gouvernement britannique en ne les critiquant pas ouvertement. Il les explique régulièrement par la volonté du gouvernement de ne pas mettre en danger la population britannique se situant en Ouganda et non par une non-réaction de celui-ci face aux attaques constantes du dictateur ougandais.

Notre analyse de l'approche du *Guardian* face à l'expulsion des Asiatiques possédant un passeport britannique nous montre que le quotidien met de l'avant la responsabilité britannique de la crise. Même s'il n'accuse jamais ouvertement le gouvernement, le quotidien nous présente une couverture analytique des faits qui permet à son lectorat de se faire une opinion de la situation en en considérant les racines historiques. Du même coup, il rend le

⁸⁷ Auteur inconnu, « Ugandans to buy out farms owned by Europeans », *Le Guardian*, 31 octobre 1972, p. 2.

gouvernement redevable de ses erreurs en démontrant qu'il est prêt à assumer les conséquences de ses actions passées. Cette vision de redevance s'inscrit directement dans la pensée centre-gauchiste qui bien qu'opposée au marxiste prend en considération l'importance du peuple. Sur le plan des incidents se produisant en Ouganda, le journal présente une situation difficile qui s'envenime de jour en jour pour les Asiatiques, mais mentionne aussi la laborieuse situation politique ougandaise. Les journalistes du *Guardian* nous parlent presque quotidiennement de la problématique des Asiatiques sur le plan administratif, mais il nous faut attendre la fin du mois d'octobre avant de pouvoir lire dans les pages du quotidien le harcèlement dont ils sont victimes. Nous croyons que cette manière de présenter les faits a pour objectifs de ne pas jouer sur les sentiments déjà à vifs des lecteurs, leur permettant du même fait de ne pas tomber dans une réaction émotionnelle de la situation. Finalement, le traitement de la question de l'évolution des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda nous montre que peu de choses changent. Bien que les liens soient tendus en raison des actions inhumaines et de la diplomatie non-orthodoxe du général Amin, la Grande-Bretagne, pour des raisons hors de portée du quotidien, se refuse de rompre les liens diplomatiques en existence. Nous croyons que, comme le *Guardian* l'a mentionné, les Britanniques prennent en considération la sécurité de leurs citoyens vivant en Ouganda et qu'ils essaient de minimiser les répercussions pouvant les atteindre.

2.3 Comparaison des approches

À la lumière de nos analyses des approches des deux journaux, nous pouvons faire ressortir trois points de comparaison principaux entre le *Guardian* et le *Times*. Dans un premier temps, nous parlerons de la méthode choisie par les deux journaux afin de rapporter ce qui se passe en Ouganda. Par la suite, nous comparerons la couverture que font les deux journaux des relations diplomatiques existantes entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Finalement, nous examinerons la manière de voir les actions du gouvernement britannique des deux quotidiens. Il est à rappeler ici que le *London Times* présente à ses lecteurs une ligne éditoriale à tendance conservatrice, tandis que le *Guardian* se veut un journal de ligne éditoriale plus sympathique à l'idéologie centre-gauchiste et par conséquent, nous comprenons que les deux quotidiens ne traiteront pas de la question des Asiatiques détenteurs

de passeports britanniques de la même façon en raison des impacts que cette dernière aura sur la population de la Grande-Bretagne.

Dans un premier temps nous comparerons la manière dont le *Guardian* et le *Times* ont choisi de couvrir les événements se produisant en Ouganda. Dans la première partie de ce chapitre, nous avons démontré que le *Times* se concentre davantage sur la publication des discours du général Amin et des faits qu'il observe sans toutefois passer de commentaires sur ces derniers. Nous croyons toujours qu'il s'agit d'une méthode choisie par la maison de presse afin de laisser son lectorat se faire une opinion personnelle de ceux-ci. L'approche normalement conservatrice du quotidien est mise de l'avant par le fait qu'aucune intervention de l'État n'est alors suggérée, toutefois, comme mentionné dans la section sur le *Times* qui précède, nous pensons que la manière dont le quotidien couvre les faits est surtout protectionniste en ce qui concerne la crise à l'étude, car elle appuie le gouvernement en place et prend en considération les intérêts économiques et sociaux de la Grande-Bretagne avant tout. Le *Guardian*, quant à lui, se concentre sur la situation administrative entourant la déportation des Asiatiques. Il nous faut attendre la fin octobre avant que ce dernier fasse mention du harcèlement et donne des exemples spécifiques sur le traitement qu'ils reçoivent. Le journal est fidèle à sa ligne éditoriale de libre expression. Nous pouvons lire plusieurs analyses professionnelles de la part des journalistes sur la situation à travers les pages du *Guardian*. Encore une fois, nous restons fidèles à notre analyse de base et pensons que cette manière de faire a pour objectifs de permettre à son lectorat de se forger une opinion sans être exagérément poussé par les émotions. L'intervention de l'État - telle que la mise en place de politiques qui mettent de l'avant des changements sociaux et économiques - étant un élément de base de l'idéologie centre-gauchiste, plutôt progressiste, il nous apparaît logique que le traitement des informations faites par le *Guardian* se concentre d'abord sur le rôle que le gouvernement a joué pour mener à la crise des Asiatiques en ce qui concerne cette situation. À la lumière de nos lectures, nous croyons que l'arrestation et la déportation de John Fairhall, correspondant basé à Kampala, et autres correspondants britanniques, ont poussé le *Times* à ne pas trop s'éloigner des faits et à se concentrer sur les discours du général Amin sans pour autant mentir sur la situation réelle des Asiatiques dans le pays. Il refuse alors de jouer le jeu du président en déviant l'attention des lecteurs sur toutes les actions de ce dernier, leur donnant l'importance médiatique à laquelle il s'attend. Nous croyons

cependant aussi que la ligne éditoriale conservatrice du journal l'encourage à vouloir demeurer dans les bonnes grâces du dictateur afin de maintenir les liaisons diplomatiques existantes entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Un article publié par le *Guardian* à la mi-octobre 1972 mentionne que « *Since the invasion crisis correspondents in Kampala have been prevented from reporting anything which has not been issued in a Government*⁸⁸. » Nous pensons que cette voie d'action avait déjà été entreprise par le *Times* dans sa volonté d'éviter tout affrontement avec le gouvernement ougandais. Le *Guardian* quant à lui, bien qu'ayant vu son journaliste arrêté, détenu et déporté, ne s'est pas empêché de critiquer la situation. Après le 18 septembre, date à laquelle John Fairhall fut arrêté, il change simplement de tactique. N'ayant plus de journaliste sur le terrain, il se concentre sur la couverture des faits administratifs et présente les événements en se fondant davantage sur leur valeur politique. Vers la fin de la période couverte, le *Guardian* commence à publier des articles provenant de Kampala sans toutefois faire mention, tel que le fait constamment le *Times*, de l'auteur. Cette apparition d'articles anonymes en provenance de Kampala nous arrive en même temps que le journal commence à parler de la peur des Asiatiques sur le terrain. Nous continuons également à noter que le quotidien londonien, bien que faisant mention des discours du dictateur ougandais, n'entre pas dans les détails de ces derniers et semble même éviter de les reproduire en intégralité comme le fait alors le *Times*. Nous pensons qu'il s'agit d'une manière du quotidien de ne pas se conformer aux volontés du dictateur et de pousser son lectorat à ne pas succomber au sensationnalisme et au populisme de celui-ci. Nous ne pensons pas que, contrairement au *Times*, le *Guardian* essaie de préserver le lien diplomatique subsistant entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie, non plus qu'il essaie de l'envenimer. Le *Guardian* semble davantage avoir à cœur la liberté de presse et d'opinion dans la manière dont il traite les faits ainsi que le bien-être du peuple ougandais. Ce faisant, les approches des deux quotidiens nous apparaissent différentes vu que l'importance n'est pas mise sur la couverture du même type d'informations. L'une semble se concentrer sur la situation des Asiatiques en soit tandis que l'autre se concentre davantage sur l'organe administratif gérant la situation. Dans les deux cas le public est conscient de la situation dans l'ancienne colonie africaine. Pourtant, les lecteurs du *Times* ont davantage conscience de la situation dans laquelle les Asiatiques vivent au jour le jour et sont en mesure

⁸⁸ Ronald Watts, « Uganda stuttering on the way to virtual breakdown », *Le Guardian*, 19 octobre 1972, p. 4.

de vivre leur torpeur à travers les décisions annoncées par le président ougandais lui-même, tandis que les lecteurs du *Guardian* sont quant à eux plus conscients de la question administrative les entourant et de la portée des discours faits par Amin pour la population ougandaise, mais aussi britannique.

Un deuxième point de comparaison que nous tenons à soulever ici est l'approche que les deux journaux font ressortir de l'évolution des liens diplomatiques persistants entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Bien que d'idéologies politiques différentes, les deux quotidiens se rejoignent clairement dans leur analyse de la réaction du gouvernement. Les deux quotidiens commencent par nous présenter un gouvernement qui, bien que prenant l'entière responsabilité de la question des Asiatiques détenteurs de passeports britanniques, ne réagit guère de manière exacerbée face à la décision prise par le dictateur ougandais. En effet, le *Guardian* et le *Times* se concentrent plutôt sur l'espoir du gouvernement en sa capacité, non pas de faire changer Amin d'idée, mais plutôt de le convaincre de prolonger les délais de trois mois qu'il qualifie alors d'irréalisable. Les deux journaux réagiront différemment à l'indisposition d'Amin à rencontrer son envoyé, M. Rippon. Le *Times* se contente en effet de présenter la situation tandis que le *Guardian* fait mention de l'insulte que représente le fait qu'Amin se dise indisponible à recevoir Rippon selon l'horaire du Britannique. Les deux quotidiens ne présentent pas les faits de la même manière. Les deux s'accordent toutefois sur le fait qu'il s'agisse d'un pied de nez de l'Ouganda envers la Grande-Bretagne. Plus tard, les deux journaux abondent dans le même sens alors qu'ils couvrent la décision britannique de suspendre les négociations pour un prêt de 10 millions de livres au gouvernement ougandais, stipulant qu'il était temps que la Grande-Bretagne réagisse. Au fur et à mesure que la crise ougandaise se poursuit, le *Times* et le *Guardian* font mentionnent que la Grande-Bretagne n'ose pas mettre de l'avant la rupture de ses liens diplomatiques avec l'Ouganda par mesure de sécurité pour la population britannique habitant dans le pays africain. Dans chaque cas, les quotidiens ne critiquent pas ce point de vue du gouvernement et vont même jusqu'à l'appuyer. Bien que nous nous attendions à une telle position de la part d'un journal d'orientation conservatrice tel que le *Times*, nous ne pensions pas que le *Guardian*, journal d'orientation centre-gauchiste, abonderait dans le même sens et s'abstiendrait même de critiquer le gouvernement conservateur de Heath à ce sujet. Nous pouvons donc conclure que les approches des deux journaux sur l'évolution des relations

diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda, bien que présentées de manière différente, sont les mêmes. Nous pensons que ceci s'explique par le fait que les deux quotidiens croient que le gouvernement britannique agit véritablement dans le meilleur intérêt britannique et que, pour cette raison, sans nécessairement se consulter, font front commun. Peu importe l'idéologie soutenue, la valeur de base demeure à notre avis le bon développement de la nation britannique. De plus, il s'agit d'une situation délicate dont la résolution dépend majoritairement d'Amin.

Le dernier point de comparaison que nous aimerions soulever ici est la compréhension du *Times* et du *Guardian* des agissements de la Grande-Bretagne lors de la crise de l'exil des Asiatiques. Dès le début de la crise, les deux quotidiens mentionnent que la Grande-Bretagne reconnaît ses responsabilités dans la question des Asiatiques et est prête à faire ce qu'elle doit afin de les rapatrier au pays ou ailleurs dans le *Commonwealth*. L'analyse que font les quotidiens par la suite des efforts du gouvernement diffèrent. En effet, il nous est difficile de trouver dans les publications du *Times* des articles critiquant les efforts gouvernementaux. Chaque critique ougandaise face à la lenteur du processus administratif provenant du haut-commissaire britannique en Ouganda y est démentie par la publication du grand nombre d'Asiatiques recevant leur permission d'entrée en Grande-Bretagne chaque jour. Il renvoie alors la balle à l'administration ougandaise en contestant ses capacités à en faire de la sorte. Le *Times* critique aussi le fait que les Asiatiques ne vont pas de l'avant avec l'achat de leur billet d'avion pour quitter le pays. Pour chaque critique soulevée contre l'administration britannique, il y a une critique émise qui transfère le blâme. Le quotidien publie à plusieurs reprises les dires de Sir Alec Douglas-Home qui rassure le grand public britannique que son administration travaille d'arrache-pied afin de respecter les délais du général et de ne laisser personne derrière. L'approche protectionniste et conservatrice explique le fait que le quotidien londonien continue de défendre le gouvernement britannique et ses institutions qui opèrent pendant cette crise. Il est alors important, dans ce cadre d'esprit, de conserver et de fortifier l'image positive des instances britanniques en place afin de prouver à la population de Grande-Bretagne que la situation demeure sous contrôle.

De son côté, le *Guardian* nous dresse un portrait quelque peu différent de la situation. Il critique régulièrement la lenteur des procédures mises en place pour octroyer le droit

d'entrée en Grande-Bretagne. Il fait notamment mention que les bureaux du haut-commissaire publient les numéros de passeports traités dans la journée dans les journaux et que dans l'état des choses, plusieurs Ougandais n'avaient soit plus accès aux journaux et/ou encore les moyens de se rendre dans leurs bureaux à temps. Il mentionne également le fait, et le critique grandement, que les Asiatiques qui arrivent par conséquent la journée d'après ou se présentent à l'avance sont renvoyés chez eux et doivent revenir à une date ultérieure. Autre point mentionné, et parfois critiqué, par le *Guardian* est le fait que les Asiatiques doivent payer par eux-mêmes pour leur billet d'avion. Il fait ressortir que dans les faits, et par le manque de monnaie étrangère en Ouganda, il leur est bien souvent impossible de s'acquitter de cette tâche. Ce faisant, il remet le gouvernement britannique face à ce qu'il qualifie d'un manque de responsabilités dans une situation de crise. Il va même jusqu'à publier que contrairement à ce qui est affirmé par les autres médias ainsi que par les représentants de la communauté asiatique récemment arrivées en Grande-Bretagne, que les bureaux du haut-commissaire ne sont ouverts que cinq heures par jour au lieu de douze. Cette manière de traiter et d'analyser la bureaucratie et les mesures prises par le gouvernement britannique est issue d'une approche centre-gauchiste, car elle met de l'avant le fait que le gouvernement conservateur de Heath n'agit pas efficacement pour le meilleur intérêt des Asiatiques détenteurs de passeports britanniques. Celui-ci va alors à l'encontre de son devoir fondamental de veiller sur son peuple en intervenant de manière adéquate.

Les deux quotidiens ne présentent donc pas les choses de la même manière et nous croyons que la source d'un tel écart d'opinion est encore une fois les visées politiques de chacun considérant que le gouvernement en place en soit un conservateur. Bien que cela semble ici une explication simpliste, nous ne trouvons pas d'autres raisons qui pourraient directement expliquer une si grande différence dans la perception des faits. Il est aussi difficile d'établir qui a raison. Nous ne nous prononcerons pas sur la véracité des faits puisqu'il nous faudrait pour cela avoir accès aux documents d'immigration et aux rapports du haut-commissaire britannique en Ouganda de l'époque afin de pouvoir nous prononcer sur la question. Or, nous savons que les médias ont pour mission de soutenir et de critiquer le gouvernement en place afin d'en assurer la redevabilité face à la population, mais aussi d'en faciliter l'interaction. De ce fait, nous croyons que les deux journaux doivent être pris en considération par le lectorat de Grande-Bretagne afin de se faire une idée réelle de ce qui

se passe dans les rouages de l'administration britannique. Chose certaine, les deux quotidiens londoniens présentent des approches assez différentes de la situation qui s'explique d'abord et avant tout par les types d'analyses qu'ils offrent à leurs lecteurs.

Chapitre 3 : La rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin

1976 est une année particulièrement difficile pour la Grande-Bretagne. En effet, la crise de l'Irlande du Nord bat toujours bon train et plusieurs événements qui y sont reliés font vivre des temps difficiles au gouvernement britannique. De plus, Harold Wilson, pour des raisons de santé, se voit dans l'obligation de démissionner du poste de premier ministre, poussant ainsi la Grande-Bretagne dans des élections non-planifiées. Les élections de mars 1976, après une troisième ronde au scrutin, mettent le travailliste James Callaghan à la tête d'un gouvernement n'ayant qu'une faible majorité. Le pays traverse également une crise économique majeure qui le pousse à faire appel au Fonds monétaire international (FMI) afin de s'en sortir⁸⁹. Cette situation représente une grande source d'humiliation pour le gouvernement britannique. La roue continue de tourner et le pays fait face à une première : la rupture des liens diplomatiques avec un pays membre du *Commonwealth*. La progression des événements en Ouganda et l'attitude d'Amin en ce qui concerne les Britanniques poussent la Grande-Bretagne à retirer son haut-commissaire de l'Ouganda et à retourner son homologue ougandais dans son pays.

Ce chapitre se veut une analyse de la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Une telle rupture au sein du *Commonwealth* est une première historique qui s'est forgée à travers une série d'événements que nous verrons ici sous l'œil attentif du *London Times* et du *Guardian*. Nous nous concentrerons tout d'abord sur l'élément déclencheur que constitue le détournement du vol d'Air France, le 28 juin 1976, par un groupe de ressortissants palestiniens. Il sera rapidement traité à travers la couverture de la réaction du général Amin au raid israélien sur Entebbe qui cause alors sa grogne et une incertitude sur la scène politique internationale. Tout au long de cette réaction se déroule un autre événement influençant la décision de la Grande-Bretagne de rompre ses liens diplomatiques avec l'Ouganda, soit la disparition de Dora Bloch, citoyenne britannique. Nous nous pencherons finalement sur la décision d'Amin d'expulser les diplomates

⁸⁹ Michael Prest, « Le Royaume-Uni revit le cauchemar de 1976 », *Le Monde*, 16 décembre 2008, adresse url : https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/12/16/le-royaume-uni-revit-le-cauchemar-de-1976_1131750_1101386.html.

britanniques de son pays. Ce dernier événement constitue l'élément catalyseur de la décision britannique de rompre ses relations avec l'Ouganda. Or, il nous faut préciser ici qu'il n'est pas possible de diviser ces thèmes de manière circonscrite puisqu'ils sont tous reliés. En effet, en plus de se présenter comment étant des causes à effets l'un de l'autre, ils se chevauchent aussi sur le plan chronologique. C'est donc en tenant compte de ces deux facteurs que nous ferons ressortir les approches respectives des deux quotidiens. Comme il en a été le cas dans les deux chapitres précédents, nous ferons également ressortir les convergences et les divergences des deux approches en expliquant les fondements. Finalement, à travers la comparaison des deux journaux, nous essaierons de discerner si une perspective néocoloniale est observable.

3.1 La fin des liens diplomatiques telle que vue par le *Times*

L'approche du *Times* quant à la rupture des liens diplomatiques en est une influencée par les institutions conservatrices de la Grande-Bretagne. Par institutions conservatrices nous entendons les grandes compagnies, les élites économiques et politiques britanniques, mais aussi la Chambre des Lords. Bien que Lord William Rees-Mogg, alors rédacteur en chef, veuille conserver son indépendance éditoriale, les recherches démontrent qu'il poursuit tout le même la tangente conservatrice que son prédécesseur, John Walter III, avait fait prendre au journal⁹⁰. Comme mentionné plus haut, nous présenterons dans cette section en quoi l'approche du quotidien tend vers le conservatisme et identifierons les structures influençant cette tendance à travers une succession d'incidents débutant par le détournement d'un vol d'Air France et se soldant par la rupture des liens diplomatiques entre la métropole et son ancienne colonie.

Le *Times* mentionne pour la première fois le détournement d'un vol d'Air France vers Entebbe le 28 juin 1976. Le quotidien précise immédiatement que l'Ouganda est le seul pays ayant accepté de laisser atterrir les terroristes palestiniens sur son territoire. Dans le cours de notre analyse, il nous est possible d'observer que le journal britannique, tout au long de la crise du détournement, se contente de présenter les faits sans présenter de véritable opinion. Il cite à plusieurs reprises le dictateur ougandais qui fait état de la situation sur les ondes de

⁹⁰ William Rees-Mogg, *Memoirs*, Harper Collins Publishers, Londres, 2011, p. 208.

Radio-Ouganda. Ainsi, il publie : « *President Amin said there were more than 100 Israelis among the captives, not about 80 as previously reported. He also said the hijackers included Europeans*⁹¹. » et « *Kampala radio quoted President Amin as saying the negotiations with the hijackers were deadlocked. He appealed to Israel and the other countries involved to meet their demands in order to save the lives of the remaining hostages*⁹². » Il évite donc de prendre ouvertement position et laisse ainsi aux lecteurs la chance de créer leur propre opinion sur la situation. Nous croyons tout de même que les informations qu'il décide de présenter dépeignent une image opportuniste d'Amin. Cette image laisse à croire qu'Amin est un personnage duquel il faut se méfier. Ce dernier profite alors de la situation pour se mettre en valeur alors qu'il parvient à négocier la libération des femmes et des enfants se trouvant à bord en plus des otages n'étant pas d'origine israélienne. Le quotidien se permet toutefois de citer son correspondant de Nairobi, dont il ne mentionne pas le nom, lorsqu'il écrit : « *President Amin's decision to leave Uganda at this time was regarded here as an indication that no dramatic development could be expected for the present, although intensive activity continues to secure the release of the remaining hostages*⁹³. » Nous voyons dans cette tentative de rassurer ses lecteurs une tendance conservatrice puisqu'il démontre de la sorte un certain paternalisme pour les conditions dans lesquelles se trouvent les otages. Il tente donc de démontrer qu'il se soucie d'eux et que des mesures sont prises afin de remédier à la situation. C'est ce paternalisme qui pousse le *Times* à s'éloigner du fait que « *Uganda continues to refuse entry to journalists, forcing reliance on Uganda radio reports for coverage*⁹⁴. » En effet, en publiant cette simple analyse, il démontre qu'il est toujours en possession de sa liberté de presse, élément important dans les sociétés occidentales. La couverture de la présence d'Amin dans les négociations avec les terroristes du PFLP (*Popular Front of Liberation of the Palestine*) lui permet de se redonner une certaine importance face à l'Organisation de l'union africaine alors qu'il en est à compléter son mandat à la présidence. Bien que le quotidien fasse mention que le haut-commissaire britannique en Ouganda soit

⁹¹ Auteur inconnu, « Hijackers offer deal on 53 jailed activists », *Le London Times*, Londres, 30 juin 1976, p. 1.

⁹² Charles Harrison, « Amin appeal to accept hijackers' demands », *Le London Times*, Londres, 1^{er} juillet 1976, p. 1.

⁹³ Auteur inconnu, « Hostages encircled by explosives at airport », *Le London Times*, Londres, 3 juillet 1976, p. 1.

⁹⁴ *Idem*.

présent lors des négociations, il explique à ses lecteurs que la Grande-Bretagne a décidé de se faire discrète afin de ne pas provoquer le président Amin et ainsi assurer la sécurité des 500 Britanniques vivant toujours en Ouganda. Nous ne pouvons, dans ce contexte, discerner une approche typiquement conservatrice puisque la volonté de protéger ses citoyens est inhérente à une approche protectionniste qui est au cœur de toutes idéologies politiques. Nous remarquons toutefois que le journal londonien semble soutenir la position du gouvernement travailliste en place puisque celui-ci marche constamment sur des œufs avec le dictateur ougandais.

La couverture de la situation des otages par le *Times* nous présente une situation stagnante jusqu'à ce qu'Israël décide d'intervenir et de lancer un raid sur l'aéroport d'Entebbe le 4 juillet 1976. Le quotidien publie alors plusieurs articles sur l'opinion d'Israël. Ce dernier accuse Amin d'être de mèche avec les terroristes. Nous remarquons, une fois de plus, que le *Times* ne mentionne pas son opinion propre sur la situation, mais se sert plutôt de l'opinion des autres partis impliqués dans la crise. Le journal cite Moshe Brilliant, correspondant en Israël, lorsqu'il affirme que: « *This was the first time a state and its president, Field Marshal Idi Amin, and its Army cooperated with hijackers to blackmail another country by threatening the lives of innocent passengers*⁹⁵. » Ce faisant, il exprime son désaccord en se servant des opinions des autres et en ne prenant pas officiellement position dans la crise. Il assure de la sorte une certaine sécurité aux Britanniques vivants toujours en Ouganda, mais démontre tout de même qu'il n'approuve pas l'approche du dictateur. Cela n'empêche pas Amin de porter officiellement plainte au *Commonwealth* et aux Nations Unies, demandant que des sanctions soient prises contre Israël après son raid sur Entebbe. Lorsque ces plaintes n'ont pas l'effet escompté, le dirigeant ougandais se tourne vers la Grande-Bretagne et le Kenya et les accuse d'avoir travaillé de concert avec Israël. Encore une fois, tout au long de la publication de ces accusations, il nous est impossible de lire une réaction précise du quotidien. Aussi, aucun commentaire en provenance de la Grande-Bretagne n'est cité à l'exception que son gouvernement nie avoir été au courant de la mise en place du raid. Le *Times*, malgré les nombreuses attaques d'Amin, publie : « *After further consideration is that Britain's relations with Uganda are already quite difficult. It*

⁹⁵ Moshe Brilliant, « Uganda accused of collusion with hijackers », *Le London Times*, Londres, 5 juillet 1976, p. 1 et 4.

*would be highly imprudent to put British people in Uganda at risk - there are probably about 500 still living there*⁹⁶. »

Nous observons, en raison de l'approche conservatrice du *Times*, que la Grande-Bretagne n'est en effet qu'observatrice dans la situation. Le quotidien n'implique pas le gouvernement en place. Nous croyons que, toujours dans une perspective conservatrice, la Grande-Bretagne se trouvant au pris avec la crise de l'Irlande du Nord et des troubles financiers importants, le quotidien londonien essaie de ménager la situation et de supporter le mieux possible le gouvernement en place en faisant en sorte que l'opinion publique se range de son côté. Nous voyons-là une approche conservatrice qui soutient les entreprises britanniques qui sont toujours en place en Ouganda, en plus de faire preuve de protectionnisme. Nous reconnaissons toutefois aussi le fait qu'il était difficile pour le gouvernement britannique d'agir différemment et qu'en conséquence le *Times* ne pouvait faire autrement que de se ranger de son côté.

La Grande-Bretagne est malgré tout appelée à se prononcer sur la situation du raid israélien en raison de son implication au sein des Nations Unies et du *Commonwealth*. Tout au long de cette implication, le *Times* se concentre sur les efforts du gouvernement afin de conserver les relations qu'elle entretient avec l'Ouganda d'Amin. Au fur et à mesure que la situation progresse, le quotidien nous fait part de la grogne qui commence à monter aux Communes :

*They were incensed that the Foreign Office had reportedly sent a message of condolence to President Amin on the deaths of 20 Ugandan soldiers in the Israeli rescue at Entebbe airport. Some Conservative members were considering submitting an emergency question in the Commons to Mr. Crosland, the Foreign Secretary, asking him to explain what one of them called "this latest act of appeasement". Several Labour MPs were also demanding a meeting with Mr. Crosland*⁹⁷.

Le *Times* met l'accent sur l'outrage ressenti par la chambre face à l'envoi d'une telle missive. Nous ne distinguons toujours pas d'approche typiquement conservatrice dans la manière dont le quotidien présente la réaction d'Amin face au raid israélien et celle des Britanniques face à Amin. Aussi, aucune analyse de la part du journal ne nous apparaît clairement. Or, le choix

⁹⁶ Correspondant, « Britain to keep low profile », *Le London Times*, Londres, 6 juillet 1976, p. 1.

⁹⁷ David Spanier, « British envoy reports home on Mrs Bloch », *Le London Times*, Londres, 12 juillet 1976, p. 1.

éditorial nous permet d'affirmer que le quotidien appuie indirectement le gouvernement britannique dans son effort pour soutenir la paix et ainsi préserver l'économie britannique en conservant une partie de ses activités commerciales avec l'Ouganda. De plus, nous croyons que la publication en détail des accusations d'Israël quant à la collusion d'Amin avec les terroristes palestiniens, additionnée au fait que Radio-Ouganda publie un discours du PFLP⁹⁸ deux jours après le raid, vient également suggérer aux lecteurs du journal qu'Amin est en partie responsable de la prise d'otages ayant eu lieu. De cette manière, le *Times* nous semble adopter une position protectionniste inhérente à toutes idéologies politiques.

Après l'analyse de la réaction d'Amin face au raid israélien, mais toujours en lien avec ce dernier arrive le thème de la disparition de Mme Dora Bloch dans le *Times*. En effet, dès le lendemain du raid israélien sur Entebbe, la Grande-Bretagne demande aux Nations Unies et à la Croix-Rouge de s'occuper du rapatriement de Mme Dora Bloch, otage libéré par les terroristes afin d'obtenir des soins médicaux à l'hôpital de Kampala avant le raid. C'est à ce moment que nous pouvons commencer à déceler une certaine colère dans les écrits du *Times*. Les tendances conservatrices qui prônent qu'aucune entrave ne soit faite au libre-échange ainsi que la mise de l'avant d'un protectionnisme économique par la Grande-Bretagne commencent à faire place à une différente attitude du quotidien londonien lors de son traitement des informations. En effet, lorsque le correspondant de Nairobi écrit: « *President Amin Government, in a Note to the High Commission yesterday, repeated earlier statements that Mrs. Bloch, the 74-years-old woman left in hospital in Kampala after the Israeli rescue of the Entebbe hostages, was no longer in Uganda, and her whereabouts were 'completely unknown'* »⁹⁹ le ton du quotidien change. Il rapporte notamment que les réactions de certains membres du parlement à ces dires ne sont pas très courtoises, mais qu'en raison du nombre de Britanniques se trouvant toujours en Ouganda, ils refusent d'en dire davantage. Le quotidien commence alors à publier des spéculations sur le sort de Dora Bloch et doute même du fait qu'elle soit encore en vie. On dénote au cours de l'évolution de la situation concernant l'otage disparu que le ton du gouvernement britannique en rapport à ses relations

⁹⁸ Notre correspondant, « Uganda looks for a way to hit back after 'international plot' by Israel to rescue hijack hostages », *Le London Times*, Londres, 6 juillet 1976, p. 8.

⁹⁹ Correspondant, « Loose ends in Amin reports on Mrs Bloch », *Le London Times*, Londres, 12 juillet 1976, p. 4.

avec l'Ouganda commence à changer. On observe également que le *Times* met l'accent sur les tentatives du gouvernement de Callaghan afin d'obtenir des réponses d'Amin. Ici, l'approche qu'il nous est donné de percevoir en est une qui appuie directement les actions du gouvernement de la Grande-Bretagne. Nous ne pensons toutefois pas qu'il s'agisse d'une approche exclusivement conservatrice, mais tel que mentionné dans le chapitre 2 d'une approche réactionnelle à une situation devenue insupportable, c'est-à-dire une approche selon laquelle le gouvernement prend des décisions et des mesures qui sont directement en lien avec le fait qu'il ne peut plus supporter une situation. Le fait que le *Times* continue d'appuyer le gouvernement en place, malgré qu'il soit travailliste, nous semble tout simplement être une réaction normale à des faits portant outrageant au pays tout entier. Lorsque les tentatives d'obtenir de l'information sur Mme Bloch s'avèrent infructueuses, le quotidien publie : « [...] *there are several discrepancies in the Ugandan version of events, apart from the fact that Mr. Peter Chandley, a British High Commission official, is known to have seen Mrs Bloch in hospital in Kampala (21 miles from Entebbe) many hours after the Israeli raid was completed*¹⁰⁰. » La publication par le *Times*, d'informations provenant de Nairobi stipulant que : « *A report in the New York Times, quoting a recent traveller in Uganda, said that she had been choked to death by a cloth being stuffed into her mouth when she was dragged from bed*¹⁰¹ », vient encore une fois changer les choses pour le *Times*.

Bien que le questionnement du *Times* quant aux agissements du gouvernement britannique continue de transpirer dans ses publications, nous pensions, au début de cette recherche, qu'un journal aux tendances conservatrices tenterait de garder le statu quo en raison de son besoin de protéger les ressortissants britanniques se trouvant toujours en Ouganda. Il semble toutefois que la frustration quant à la faiblesse des actions du gouvernement travailliste de Callaghan dans la disparition de Mme Bloch ait changé la donne. Ainsi, le *Times* se permet d'être de plus en plus critique face aux événements entourant Mme Bloch et met de l'avant des explications pouvant nuire aux relations qui perdurent entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin. Le journal parle des faiblesses des Britanniques dans leur approche de la question ougandaise. Ses accusations, en plus d'être liées à la question de Mme Bloch, sont faites parce qu'Amin a expulsé le secrétaire en second

¹⁰⁰ *Idem.*

¹⁰¹ David Spanier, « Crosland review of Uganda links », *Le London Times*, Londres, 14 juillet 1976, p. 1.

du haut-commissaire britannique de l'Ouganda et qu'il a proliféré de sérieuses menaces contre les Britanniques résidants dans son pays. Le journal prétend qu'« *an unfortunate impression has been given of a threat of sycophancy rather than subtlety running through British diplomacy*¹⁰². » Il se permet aussi de critiquer les Britanniques qui habitent alors en Ouganda par choix puisqu'ils sont conscients des dangers inhérents à cette décision. Il stipule de plus que ceux-ci ne devraient pas être considérés lorsque viendra le temps pour la Grande-Bretagne de prendre une décision sur les mesures à prendre face à l'Ouganda. Dans ce même ordre d'idées, le quotidien analyse les actions du général et les met en relation avec la situation de l'Angola. Il affirme qu'Amin est un « *half-crazed Caesar*¹⁰³ » et que le gouvernement n'aura pas d'autres choix que de changer ses procédés sur sa gestion de la question ougandaise. Il s'agit ici de la première critique officielle du gouvernement britannique faite par le *Times*. Notre hypothèse de base était qu'un journal d'idéologie politique opposée au gouvernement en place serait automatiquement contre les décisions qu'il prendrait. Or, nous ne croyons pas qu'il s'agisse uniquement de ce qui ait motivé cette critique. Avec, entre autres, la crise économique par laquelle passe la Grande-Bretagne, nous pensons que la critique est plus profonde et provient de la manière « *gentleman* » employée par le gouvernement dans sa gestion des conflits. Il nous semble clair que la Grande-Bretagne en a déjà beaucoup sur les bras et que le journal semble vouloir rappeler à Callaghan qu'il n'a pas les moyens de faire perdurer la situation dans l'État actuel des choses. Les institutions britanniques en place (les grandes compagnies, les élites et la Chambre des Lords) semblent toutes guider la manière dont le quotidien approche la situation. Cette dernière est à la fois réservée, mais prend en considération les intérêts de la Grande-Bretagne. Nous voyons aussi l'importance pour les élites de faire conserver bonne figure au pays tant sur la scène nationale qu'internationale.

S'ajoute à la disparition de Mme Bloch l'expulsion du secrétaire en second ayant été témoin de la présence de Mme Bloch à l'hôpital après le raid israélien, ce qui fut un deuxième « affront » du Conseil de la défense de l'Ouganda. Celui-ci demande le retrait du haut-commissaire intérimaire britannique qu'il accuse d'être impliqué dans le raid d'Entebbe. Le *Times* présente la réaction d'indignation du gouvernement britannique qui

¹⁰² Éditorial, « The appearance of weakness », *Le London Times*, Londres, 13 juillet 1976, p. 15.

¹⁰³ David Spanier, « Crosland review of Uganda links », *Le London Times*, Londres, 14 juillet 1976, p. 1.

affirme qu'une telle décision est injustifiée et soulève une fois de plus la situation des Britanniques vivant en Ouganda afin de justifier qu'il ne prend toujours pas de mesures drastiques pour gérer la crise. Le quotidien prend la peine de souligner que le ministre des Affaires étrangères, M. Crosland, commence toutefois à se questionner sur les réels effets qu'aurait une coupure des liens diplomatiques persistant entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Il publie d'ailleurs que « *the Government was not satisfied with the results of any inquiries the Ugandans may have made and the future of British relations with Uganda was being considered*¹⁰⁴. » Quoi qu'il en soit, un nouveau haut-commissaire est tout de même envoyé en Ouganda, M. Gibbs, afin de continuer à faire affaire avec l'ancienne colonie. Plusieurs accusations en provenance d'Amin, en plus de ses menaces répétées envers les citoyens britanniques se trouvant sur son territoire, commencent à exacerber le gouvernement de Grande-Bretagne qui demande à ses concitoyens de considérer le facteur de risque inhérent au fait de demeurer en Ouganda. Dans un esprit de transparence et de justesse le *Times*, faisant allusion à deux Britanniques étant de retour en Grande-Bretagne, explique que « *Both of the Britons insisted that the white expatriate community was not being harassed or intimidated. They said reports about the situation in the British press, and even more in Kenya, were greatly exaggerated*¹⁰⁵. » Cette précision apportée par le *Times* s'inscrit-elle dans une approche conservatrice? Nous ne pourrions l'affirmer clairement. Il est vrai que nous pourrions la mettre en relation avec les tendances racistes et/ou xénophobes dont les conservateurs britanniques ont été accusés à plusieurs reprises, or il s'agirait ici de généralisation à grande échelle. Citer des Britanniques qui démentent ce que la plupart des journaux britanniques publient, s'incluant dans le lot, nous semble plutôt une manière de faire amende honorable en démontrant qu'il est ouvert aux autres points de vue. Aussi, le fait de présenter que la situation dans laquelle se trouvent les citoyens britanniques en Ouganda n'est pas aussi terrible que l'opinion publique semble le croire vient soutenir, de manière indirecte, les agissements du gouvernement en place. Cette manière de procéder se situe quant à nous dans une approche conservatrice parce qu'elle a pour objectif de préserver les relations et les liens commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Elle prône par

¹⁰⁴ Auteur inconnu, « Ugandans expel British diplomat who saw Mrs Bloch in hospital », *Le London Times*, Londres, 13 juillet 1976, p. 1.

¹⁰⁵ Nicholas Ashford, « Acute petrol shortage bringing Uganda to verge of collapse », *Le London Times*, Londres, 17 juillet 1976, p. 4.

conséquent le maintien d'un statu quo qui favorise la continuité du libre-échange dans un contexte où il profite au commerce britannique.

Six jours avant l'annonce de la décision par la Grande-Bretagne de rompre ses relations avec l'Ouganda, le *Times* fait part de la réaction d'Amin quant à la présence de M. Gibbs, haut-commissaire britannique en Ouganda, en ces mots : « *Uganda having yesterday made peace overtures towards Kenya, has again turned its hostile attention towards Britain, accusing it of being 'a Zionist stooge' and claiming that Uganda Government had 'no knowledge' of Mr. Eustache Gibbs, the new acting British High Commissioner in Kampala*¹⁰⁶. » Il dépeint ainsi un dictateur outré de la présence d'un diplomate dans son pays et demande des explications quant à sa présence. Le quotidien met alors l'accent sur le fait que le gouvernement britannique se plaint de l'hostilité dont fait preuve Amin à son égard. Il présente également le fait que Callaghan et Crosland ont observé toutes les procédures requises afin d'envoyer M. Gibbs en Ouganda¹⁰⁷. C'est cette réaction d'Amin et la manière dont il traite le diplomate britannique qui vient jeter la goutte d'eau qui fait déborder le vase pour le gouvernement britannique. Le 29 juillet 1976, le *Times* annonce :

*Britain yesterday broke off diplomatic relations with Uganda. Mr. Crosland, the Foreign Secretary, told the Commons that all but some 200 Britons had left Uganda after being advised over the past fortnight of risks of staying. It is the first time Britain has broken with a Commonwealth country*¹⁰⁸.

Le quotidien s'empresse par la suite de faire part à ses lecteurs de la réaction d'Amin. L'éditorial de la même journée s'empresse de soutenir le ministre des Affaires étrangères, rejetant le blâme de la situation sur Amin¹⁰⁹. Cette approche se veut explicative de la décision de M. Crosland de couper les ponts avec l'Ouganda d'Amin. Encore une fois, le fait que le gouvernement en place en soit un travailliste ne semble pas avoir influencé les critiques que lui fait le quotidien outre la lenteur de ses réactions. L'approche que nous pouvons faire ressortir de ce dernier paragraphe en est une qui semble percevoir que pour protéger la Grande-Bretagne, il ne faut pas uniquement se concentrer sur l'aspect économique, mais il

¹⁰⁶ Correspondant spécial, « Uganda asks British envoy to explain presence in Kampala », *Le London Times*, Londres, 23 juillet 1976, p. 7.

¹⁰⁷ *Idem*.

¹⁰⁸ Auteur inconnu, « Britain breaks diplomatic relations with Uganda », *Le London Times*, Londres, 29 juillet 1976, p. 1.

¹⁰⁹ Auteur inconnu, « Breaking with a dictator », *Le London Times*, Londres, 29 juillet 1976, p. 15.

faut aussi prendre en considération l'image que projette l'ancienne métropole sur la scène internationale.

À la lumière de notre analyse du traitement de l'évolution des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda telle que comprise par le *London Times*, il nous est possible de faire ressortir que le quotidien n'a pas vu la Grande-Bretagne comme prenant de réelles actions face à la situation qu'elle vivait. En effet, sans affirmer que le pays subissait les décisions d'Amin sans véritablement y réagir, le quotidien ne met pas non plus de l'avant une attitude proactive de la part de son gouvernement. Il est vrai cependant que les événements ayant mené à la fin de la diplomatie entre les deux pays n'ont pas directement touché la Grande-Bretagne à l'exception des accusations faites par Amin quant à son implication dans le raid israélien et l'expulsion des diplomates britanniques. Il semble que ce soit l'incapacité d'Amin d'entretenir des liens diplomatiques dans les normes qui ait finalement fait pencher la balance. Nous croyons qu'en considérant le fait que l'année 1976 en soit une particulièrement difficile pour les Britanniques, le quotidien ait décidé de porter une attention moins poussée sur la question, se contentant de présenter l'information qu'elle était en mesure d'obtenir sans la commenter. Cette manière de faire a par conséquent laissé la chance à son lectorat de se faire une idée sur la question. Notons toutefois que bien que n'ayant pas donné de commentaires précis sur les événements, le quotidien a tout de même fait un choix éditorial quant à l'information qu'il a présentée à ses lecteurs. Ce faisant, il a démontré à son lectorat que la situation ougandaise se détériorait de plus en plus et que son gouvernement se retrouvait devant la délicate tâche de préserver la sécurité des Britanniques hors pays. Il a de cette manière indirecte appuyé les agissements de son gouvernement, et ce, même s'il n'était pas de la même allégeance politique.

3.2 La fin des liens diplomatiques telle que perçue par le *Guardian*

Dans cette section, nous verrons comment le *Guardian* présente et analyse les événements menant à la rupture des relations diplomatiques entre l'Ouganda et la Grande-Bretagne. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur trois éléments ayant principalement été couverts par le quotidien entre le 28 juin et le 5 août 1976. Le premier d'entre eux est le détournement du vol d'Air France le 4 juillet que nous traiterons à travers

le raid israélien qui s'en est suivi ainsi que la réaction d'Amin à cet effet. Il sera ensuite question de la disparition de Mme Dora Bloch après le raid sur l'aéroport d'Entebbe. Celui-ci sera la source, selon nos observations, de la grogne des Communes et mènera au début des discussions sur la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. Finalement, nous parlerons des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'ancienne colonie en nous concentrant sur l'expulsion des diplomates britanniques de l'Ouganda et de la réaction du gouvernement britannique à cet affront.

Le 28 juin 1976, le *Guardian* fait brièvement mention du détournement du vol d'Air France avec à son bord environ 70 Israéliens, il ne mentionne que très peu d'informations sur le sujet. Il faut attendre au lendemain avant d'apprendre que l'avion a atterri en Ouganda et qu'Amin a personnellement pris en charge les négociations pour la libération des otages. Le quotidien n'adhère toutefois pas à l'image humanitariste que le dictateur africain tente de se donner. En effet, Eric Silver, journaliste, souligne « *No one here could guess today which way Amin would jump. Would he be the beneficent statesman negotiating the relief of the hostages or the hero of the Palestinian revolution handing them over to 'justice'*¹¹⁰ ». Encore une fois, le quotidien aux tendances de centre-gauche ne se gêne pas pour remettre en perspective ce qui se passe. Nous observons ici que la libéralité du journal encourage ses journalistes à analyser les faits tels qu'ils les voient. Tout au long de sa couverture des événements, en raison du fait qu'Amin a interdit la présence de journalistes européens en Ouganda, le journal se concentre sur les faits rapportés par Radio-Ouganda ainsi que par la presse du Kenya. Il traite quelque peu du rôle d'Amin dans les négociations, mais se concentre surtout sur le fait que celui-ci demande aux Israéliens d'accéder aux demandes du PFLP en libérant une cinquantaine de prisonniers palestiniens. Dès lors, le quotidien choisit plutôt de se centrer sur l'opinion israélienne en ce qui a trait à la situation des otages et décide ainsi de ne pas donner à Amin l'élément de gratification qu'il convoite tant. En effet, au lieu de donner bonne presse au dictateur ougandais, le *Guardian* fait part à ses lecteurs des accusations de collusion entre le personnage politique et les terroristes. C'est dans cet ordre d'idées qu'il publie: « *An Israeli evening newspaper today accused Amin of collusion with*

¹¹⁰ Walter Schwarz, « Hijackers put Amin on spot », Le *Guardian*, Londres, 29 juin 1976, p. 24.

*the hijackers*¹¹¹. » Ces accusations en provenance d'Israël se fondent alors sur les demandes d'Amin d'obtempérer avec les ressortissants palestiniens. Cette approche est fondée, selon nous, sur la volonté de démontrer en quoi une approche réformatrice est nécessaire lorsqu'il est question du dirigeant ougandais. Le statu quo ne peut ici rien apporter de bien pour ce qui se passe en Ouganda et le journal, de manière plutôt détournée, fait sentir à ses lecteurs qu'Amin est dépassé et nuit grandement aux besoins des otages.

La couverture médiatique que donne le *Guardian* aux faits s'amplifie avec l'avènement du raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. Bien que le raid ait pour seul objectif, selon les officiels israéliens qui sont toujours la source principale du quotidien, la libération des 100 otages se trouvant toujours entre les mains des terroristes, ses répercussions sont beaucoup plus étendues et directement liées à Amin. Dans un premier temps le quotidien rapporte les propos du général qui affirme que « *he had been trying to free the remaining hostages by negotiation and the Israelis had thwarted his humanitarian plans through violence*¹¹². » S'en suit une analyse des procédures prises par Amin afin d'obtenir réparation. Il cite le général affirmant que « *100 of his troops were killed and 11 Soviet MIGs destroyed by the raiders who freed more than 100 hostages held by pro-Palestinian hijackers. Entebbe's old airport was completely destroyed [...]*¹¹³. » Le journal fait par la suite part à ses lecteurs des réactions de l'OUA et des Nations Unies face à la situation, mais aussi du climat d'ambiguïté qui règne alors chez les dirigeants africains. En effet, malgré qu'Amin soit « *long despised by much of Black Africa*¹¹⁴ », les dirigeants africains se trouvent dans une situation où ils n'ont pas d'autres choix que d'abonder dans le même sens en condamnant les actions d'Israël. Le quotidien cite notamment à cet effet le *Daily News* de Tanzanie, contrôlé par le gouvernement, lorsqu'il dit : « *We would like to state quite openly that while many African countries may have their own problems with the regime of Idi Amin, under no pretext can last Sunday's act of aggression against Uganda be justified*¹¹⁵. » Ces dernières

¹¹¹ Eric Silver, James McManus, Walter Schwarz et Franklin Jordan, « Hijack talks mark time », *Le Guardian*, Londres, 3 juillet 1976, p. 1.

¹¹² James MacManus et Eric Silver, « Israelis jubilant as Amin laments », *Le Guardian*, Londres, 5 juillet 1976, p. 1.

¹¹³ Auteur inconnu, « Amin call to OAU and UN », *Le Guardian*, Londres, 5 juillet 1976, p. 2.

¹¹⁴ James MacManus, « Kenyatta flings defiance into the teeth of Amin », *Le Guardian*, Londres, 5 juillet 1976, p. 11.

¹¹⁵ James MacManus, « For and against Amin-the Africans divided », *Le Guardian*, Londres, 7 juillet 1976, p. 2.

constituant une attaque à la souveraineté d'un pays africain. Le quotidien est ainsi fidèle à l'approche de centre-gauche car il fait ressortir que le gouvernement, africain ou européen, doit agir dans la situation contre Amin. Il justifie toutefois cette inaction par les règles diplomatiques qui sont en place. Le *Guardian* présente dès lors un portrait peu flatteur du général en mettant l'accent sur les preuves de collusions avancées par Israël et en expliquant sa réaction comme étant principalement liée au fait que l'attaque sur Entebbe a prouvé l'inefficacité des troupes ougandaises. Il publie en effet James MacManus qui écrit qu'Israël « *has clearly stunned President Amin's battered Government*¹¹⁶. » Nous observons, encore une fois en raison du fait que les journalistes européens n'ont pas accès au territoire ougandais, que les analyses du quotidien proviennent souvent des journaux kenyans. Nous ne croyons pas que ce choix de sources provienne du fait que celles-ci soient d'un pays dont le dirigeant est d'idéologie nationaliste à l'africaine aux tendances conservatrices. Elle vient plutôt du fait que le Kenya est à proximité de l'Ouganda et est toujours ouverte à la présence des journalistes européens. Nous nous sommes toutefois questionnés sur le fait que le journal londonien ait choisi de centrer son discours au cœur des analyses et des informations provenant d'Israël. Nous croyons qu'en plus du fait que le pays soit directement lié à la situation et qu'il soit dirigé par le parti de l'Alignement (*Alignment*), un parti d'alliance des idéologies de gauches, a joué un rôle d'importance dans leur sélection. Le quotidien a alors accès à des sources qui sont similaires à ses tendances centre-gauchistes et qui reflètent donc aussi bien sa manière de voir les événements que si ses journalistes avaient été en Ouganda. Il est à noter que ces analyses sont toutefois mises en perspective par ses journalistes qui les remettent continuellement en contexte sur la scène internationale.

Une deuxième répercussion du raid israélien est le fait qu'Amin accuse désormais le Kenya de collusion. Le quotidien publie dès le 5 juillet 1976 les remontrances du général envers son homologue kenyan qu'il accuse d'avoir été de mèche avec Israël. Ces accusations sont naturellement rejetées par le président Kenyatta. Le *Guardian* cite toutefois un de ses observateurs lorsqu'il précise: « *The Kenyans feel that for years they have acted with restraint in dealing with Amin and in return they have got nothing, but a mounting list of their own nationals killed in Uganda. When the old men agreed to Kenya's role in this*

¹¹⁶ James MacManus, « Kenyatta flings defiance into the teeth of Amin », *Le Guardian*, Londres, 5 juillet 1976, p. 11.

*mission he was saying simply that this patience had snapped*¹¹⁷. » S'enchaîne ensuite une valse de menaces et de retraits qui pousse les médias kenyans, cités par les journalistes du *Guardian*, à critiquer ouvertement Amin et son régime. Le quotidien britannique se voulant d'idéologie aux tendances de centre-gauche, nous pensons que c'est la raison pour laquelle il a choisi de ne pas publier sa propre opinion, mais bien celle de ses collègues africains. Ce faisant, il continue de protéger les Britanniques se trouvant toujours en Ouganda tout en exprimant sa façon de voir les choses de manière détournée. Nous considérons que si le journal londonien n'avait pas abondé dans le sens de ses homologues kenyans, il n'en aurait pas publié les opinions. Ainsi, nous comprenons que le *Guardian* est contre les affirmations d'Amin et qu'il tente encore une fois de ne pas lui donner un poids direct en lui accordant l'attention à laquelle il s'attend. De plus, les lecteurs du quotidien sont mis au courant de la mort de plusieurs Kenyans sur le territoire ougandais. Le quotidien présente ce fait comme une vengeance de la part d'Amin pour avoir permis aux Israéliens de se ravitailler au Kenya après le raid. Il publie à cet effet que: « *the President said on Uganda Radio that Kenya had full knowledge of the operation and that he therefore reserved the right to retaliate against those involved in the raid*¹¹⁸. » Il est difficile dans le cadre de l'analyse des relations entre l'Ouganda et le Kenya de faire ressortir une approche précise et définitive de la part du *Guardian*. Bien qu'il tente de protéger les citoyens britanniques vivant en Ouganda en ne se positionnant pas officiellement contre le dictateur, se contentant de présenter les opinions de ses homologues africains, nous ne croyons pas avoir assez de points d'analyses afin d'en venir à une conclusion précise. Il est cependant clair que le *Guardian* essaie le plus possible de ne pas donner bonne presse au dirigeant ougandais, évitant par conséquent de nourrir le narcissisme du personnage. Ce faisant, nous pourrions conclure que le quotidien n'agit pas dans le meilleur intérêt des citoyens britanniques se trouvant en Ouganda ce qui n'est ni conservateur ni centre-gauchiste.

Revenons maintenant aux faits ayant mené à la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda avec la question de la disparition de Mme Dora Bloch. Le quotidien nous parle brièvement de l'otage libéré, sans toutefois mentionner son nom, alors

¹¹⁷ *Idem.*

¹¹⁸ James MacManus, « Amin protests to UN while the Kenyans deny everything », *Le Guardian*, Londres, 6 juillet 1976, p. 2.

que 48 passagers de l'Airbus sont libérés le 1er juillet 1976. Le seul communiqué publié par le journal est qu'un otage est envoyé à l'hôpital de Kampala. Il faudra attendre jusqu'au 8 juillet avant que le quotidien nous parle de Mme Bloch et des détails entourant sa disparition de l'hôpital où elle séjournait. On apprend alors que la dame possède une double citoyenneté britannique et israélienne et qu'elle manque à l'appel depuis le lendemain du raid. Le quotidien nous apprend que « *Britain's High Commissioner to Uganda, Mr. James Hennessy, was last night flying to Kampala after it had been revealed that the only victim of last week's hijack attempt still in Uganda—an elderly woman with dual British-Israeli nationality—had disappeared*¹¹⁹. » Cette mention rapide de l'envoi du diplomate britannique en Ouganda peut se justifier par la volonté du journal de démontrer que la Grande-Bretagne agit véritablement en fonction du bien-être de ces concitoyens, mais ne peut être un argument démontrant une approche quelconque du quotidien en raison du fait qu'il est applicable à l'ensemble des idéologies politiques anglaises. L'article *Fear on missing hostage*¹²⁰ faisant mention du bon travail du gouvernement britannique quant aux actions entreprises pour retrouver Mme Bloch nous pousse toutefois à croire que le journal essaie de diriger l'opinion publique en faveur du gouvernement travailliste de Callaghan. Il mentionne en effet que « *Mr. Geoffrey Finsberg (C. Hampstead), [...], said he appreciated what had been done by the British Government and the Foreign Office [...]*¹²¹. » Cette redirection de l'opinion publique peut être perçue comment étant inhérente à une approche de centre-gauche puisqu'elle met l'accent sur une intervention adéquate du gouvernement en fonction du bien-être de sa population. Il nous faut toutefois faire attention à la simplicité de cette analyse, car l'intérêt que porte la Grande-Bretagne à la disparition de Mme Bloch n'a rien à voir avec son idéologie politique.

Au fur et à mesure que la situation progresse, le *Guardian* fait mention de la grogne qui monte dans les Communes par rapport au fait qu'Amin ne soit pas en mesure de donner des réponses acceptables sur la disparition de Mme Bloch. Le quotidien analyse la réaction du gouvernement en rappelant l'importance de protéger les quelque 500 Britanniques vivant toujours en Ouganda. À aucun moment il nous a été possible de lire une critique purement

¹¹⁹ Michael White, « Hijack Briton missing », *Le Guardian*, Londres, 8 juillet 1976, p. 1.

¹²⁰ Auteur Inconnu, « Fear on missing hostage », *Le Guardian*, Londres, 8 juillet 1976, p. 6.

¹²¹ *Idem*.

négative sur les actions mises de l'avant en provenance des journalistes du quotidien. Il est cependant mentionné à quelques reprises que des députés conservateurs sont mécontents de la gestion de M. Crosland, ministre des Affaires étrangères, de la crise. Le quotidien mentionne notamment la lettre de condoléances qui aurait été envoyée à Amin pour la perte de 20 soldats ougandais lors du raid du 4 juillet. Or, le *Guardian* publie que «*following normal protocol in such circumstances, the formal condolences of Britain were expressed for the death of 20 Ugandan soldiers in the Entebbe Airport raid, this message being directed through the Ministry to the bereaved families*¹²². » Il justifie ainsi l'envoi du document en spécifiant qu'il ne s'agit que d'une formule de politesse à la fin d'une longue missive traitant de plusieurs autres sujets importants. Nous croyons que de cette manière, sans officiellement prendre parti, le quotidien se range du côté du gouvernement travailliste de Callaghan et appuie ainsi indirectement ses actions. Ceci vient rajouter du poids à notre analyse de l'approche du journal. En effet, étant de tendances centre-gauchistes, il nous paraît normal que le quotidien appuie les actions d'un gouvernement de même allégeance. Bien que le gouvernement ne prenne pas d'actions économiques ou politiques telles que la mise en place de décrets contre l'Ouganda afin d'assurer le bien-être de l'ensemble de la population britannique, le *Guardian* semble reconnaître les efforts du gouvernement qui ont pour objectif de préserver la sécurité de ses citoyens se trouvant dans l'ancienne colonie. Nous remarquons toutefois que bien qu'il s'empresse de défendre la missive du gouvernement britannique, le quotidien se fait également un devoir d'en publier la critique. Cette manière de faire est quant à nous intrinsèque à l'approche à l'étude parce qu'elle prône l'ouverture d'esprit et l'importance de prendre en compte plusieurs opinions afin d'assurer le bien-être de l'économie et de la masse.

Comme nous venons de le mentionner, le *Guardian*, bien qu'il ne condamne pas le gouvernement de Callaghan, se permet de critiquer à plusieurs reprises le rôle de la Grande-Bretagne dans la création même du personnage d'Amin. Il mentionne notamment que: «*Sometimes it seems as if we are as obsessed about him as he is about us. If not quite our kith and kin, he is cast in our image. [...] His very existence is a permanent reproach to us, a daily post-colonial reminder of the inadequacy of the colonial system*¹²³. » Le quotidien

¹²² Patrick Keatly, « Uganda gets sharp rebuke », *Le Guardian*, Londres, 12 juillet 1976, p. 1.

¹²³ Auteur inconnu, « Big Daddy, our womb », *Le Guardian*, Londres, 6 juillet 1976, p. 12.

accuse les Britanniques d'être obsédés par la jovialité d'Amin dans son comportement tyrannique. Précisons ici que l'article tenant ses propos n'est pas signé et que par conséquent nous l'attribuons à une critique directe du comité éditorial du quotidien. Nous pensons aussi qu'il est normal pour un journal aux tenants idéologiques de centre-gauche de prendre en considération les racines du problème et de ne pas hésiter à démontrer les torts du gouvernement dans la situation actuelle. Il s'agit en effet d'une manière typique du *Guardian* de voir que ceux qui dirigent ont la responsabilité de reconnaître les conséquences de leurs actions actuelles ou passées. Un peu plus tard, et ce, avant la rupture des liens diplomatiques avec le dictateur ougandais, le journal fait l'analyse de la « création » du personnage d'Amin à partir de ses débuts dans le KAR (*King's African Riffle*). Le *Guardian* met de l'avant le fait qu'Amin est : « *a British product gone wrong*.¹²⁴ » On stipule également que les autorités britanniques en ont trop laissé passer avec Amin. L'erreur ultime est toutefois attribuée à Obote qui n'aurait pas suivi les conseils du gouverneur en place avant l'indépendance. Celui-ci aurait en effet suggéré à Obote de livrer Amin au gouverneur du Kenya, alors toujours sous régime coloniale, afin qu'il soit passé en cour martiale pour les atrocités qu'il aurait commises lors de la révolte des Mau Mau. Le quotidien londonien s'abstient, tout au long de la crise, de critiquer le gouvernement en place, mais se permet d'aller plus loin en critiquant l'entière efficacité du système colonial britannique. Cette critique vient rappeler aux lecteurs du journal que bien que le gouvernement actuel n'ait pas agi de manière condamnable dans l'état actuel des choses, le passé de la Grande-Bretagne ne lui permet tout de même pas d'afficher patte blanche. Encore une fois, c'est cette analyse du passé qui situe l'approche actuelle sur le spectre de l'idéologie de centre-gauche par son attachement aux racines socio-historiques du problème en place et du rôle de la classe dirigeante.

À travers la question de la disparition de Dora Bloch on voit naître celle de la diplomatie pratiquée par Amin envers la Grande-Bretagne. Mentionnons que les agissements d'Amin quant à sa gestion de la diplomatie sont l'excuse finale qui pousse la Grande-Bretagne à couper les liens avec son ancienne colonie, ils ne sont pas, selon l'analyse qu'en fait le quotidien, les seuls éléments l'expliquant. En effet, parmi ces éléments se trouvent les attaques perpétuelles d'Amin envers la Grande-Bretagne qu'il accuse de tous les

¹²⁴ Arnold Raphael, « The rifleman who waded through blood », *Le Guardian*, Londres, 26 juillet 1976, p. 9.

maux, dont ceux d'avoir joué un rôle dans le raid israélien et le blocus sur le pétrole dont il se croit victime. Ces dernières seront mentionnées à plusieurs reprises par le quotidien tout au long de la période couverte par cette section de notre étude. Sur le plan diplomatique, trois offenses principales viennent choquer les Communes. Il est question du renvoi sans préavis du secrétaire en second du haut-commissaire britannique en Ouganda. Amin accuse le diplomate d'avoir eu un rôle à jouer dans le raid israélien. Les journalistes du *Guardian*, quant à eux, soulèvent davantage le fait que le secrétaire en second est un témoin oculaire important dans la disparition de Mme Bloch et qu'il représente la preuve qu'Amin a menti à la Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique rappelle alors au pays son haut-commissaire à des fins de consultations pour décider de la manière de procéder avec Amin. Or celui-ci donne le pion au pays européen « *by ordering the expulsion of the senior British diplomat remaining in Kampala, Mr Jim Horrocks, the deputy high commissioner*¹²⁵ » le 14 juillet 1976. Tout au long de l'analyse de ces deux événements, le journal présente les débats en chambre et fait mention que le gouvernement britannique doit considérer la présence d'une communauté britannique de 500 personnes en Ouganda. Le *Guardian* se permet toutefois de mentionner que les bureaux du haut-commissaire britannique en Ouganda ont eu la décence d'esprit d'avoir un plan d'urgence en place pour une évacuation rapide de sa population depuis des années. Ce faisant, le quotidien met une fois de plus en évidence que le gouvernement britannique est en mesure de bien gérer la situation. Il se permet cependant de critiquer la Grande-Bretagne, comme tous les pays occidentaux, sur son impotente capacité à influencer ce qui se passe en Ouganda. Ce type d'analyse et de jugement de la part du quotidien vient une fois de plus mettre en place l'importance du rôle du gouvernement dans tout ce qui se passe. Il met ainsi de l'avant ce que l'on appelle au Canada l'État-Providence qui a en quelque sorte le devoir du bon père de famille et doit assurer la prospérité et la sécurité de chacun. Ce rôle est non-négligeable dans le maintien des relations diplomatiques qui affectent la prospérité et la sécurité des citoyens. Ces éléments viennent encore une fois donner du poids à l'approche de centre-gauche qui étudie la question sous l'angle de la responsabilité gouvernementale.

¹²⁵ Patrick Keatley et James MacManus, « British at risk in Uganda as Amin hits out », *Le Guardian*, Londres, 14 juillet 1976, p. 1.

Un dernier affront diplomatique est toutefois porté par Amin lorsqu'il réagit à la présence du nouveau haut-commissaire britannique par intérim le 23 juillet 1976. Patrick Keatley écrit: « *A fresh diplomatic row has flared up between Britain and Uganda over the status of the senior official of the Foreign Office, Mr. Gibbs, who took over as head of mission in Kampala with the title of Acting High Commissioner a week ago*¹²⁶. » Le *Guardian* par la présentation d'un bulletin de Radio-Ouganda, apprend à ses lecteurs que le dictateur ougandais est choqué de la présence d'un diplomate britannique et affirme ne pas avoir été informé de son arrivée. Le journal défend le ministre des Affaires étrangères, comme nous pouvons nous y attendre d'un journal d'idéologie similaire au gouvernement en place, en décrivant à ses lecteurs les procédures qui ont été suivies à la lettre rejetant ainsi le blâme sur le haut-commissaire ougandais. Il annonce, six jours plus tard, la décision du gouvernement britannique de rompre tous liens diplomatiques avec l'Ouganda. Le quotidien stipule que « *The British Government is taking a calculated risk in breaking diplomatic relations with Uganda. [...] the ramshackle edifice of the Amin regime is so near the brink of collapse that now, if ever, is the time for a major diplomatic blow*¹²⁷. » Le *Guardian* démontre ainsi à ses lecteurs que le gouvernement britannique agit constamment en bon père de famille et qu'il s'assure toujours du bien-être de son peuple. Il fait également valoir que cette rupture de liens ne vienne en rien entraver l'économie de la Grande-Bretagne puisque l'économie de l'Ouganda est déjà souffrante et ne peut plus rien offrir à l'ancienne métropole.

Nous pouvons conclure que, tout au long de la couverture des faits ayant poussé la Grande-Bretagne à rompre ses relations diplomatiques avec l'Ouganda qu'elle ne pouvait agir qu'en réaction aux décisions prises par Amin. À aucune reprise n'avons-nous pu constater une véritable critique des faits et des gestes du gouvernement en place sur la question. Le quotidien s'est toutefois permis de présenter à ses lecteurs une analyse postcoloniale de la situation en remettant en question les agissements du régime colonial britannique en Ouganda. Nous pouvons nous permettre de spéculer sur les motifs ayant poussé le *Guardian* à avoir soutenu le gouvernement en place à travers l'ensemble de ces incidents. La ligne éditoriale à tendance travailliste du journal étant la même que celle du

¹²⁶ Patrick Keatley, « Amin in new row with Britain », *Le Guardian*, Londres, 23 juillet 1976, p. 2.

¹²⁷ Patrick Keatley et James MacManus, « Britain aims to push Amin into oblivion », *Le Guardian*, Londres, 29 juillet 1976, p. 1.

gouvernement de Callaghan, nous pensons que le quotidien a décidé de faire front commun avec ce dernier. Poursuivant ainsi notre réflexion, outre une volonté du public de voir cesser les atrocités du gouvernement d'Amin, aucune raison n'aurait alors justifié une telle critique. Avec la crise économique et politique que la Grande-Bretagne traverse en 1976, il serait logique que le quotidien décide de supporter une certaine stabilité politique dans le pays sachant que le gouvernement n'est majoritaire que par trois sièges. Il est également possible que le quotidien ait réellement été en accord avec la gestion des faits du gouvernement britannique et que son support ait été sincère. Finalement, le *Guardian*, tout au long de la période couverte s'est permis de mettre de l'avant son opinion sur la situation en Ouganda. Malgré son rappel que le gouvernement devait faire attention aux propos qu'il tenait face à Amin, il s'est toujours permis de le critiquer en ce qui a trait aux actions qu'il commettait supportant ainsi la théorie d'une approche centre-gauchiste.

3.3 Des approches à comparer

Comme mentionné dans l'introduction de cette recherche, nous nous intéressons à la mise en relation des orientations idéologiques des quotidiens à l'étude ainsi qu'à leurs interprétations journalistiques des faits. Cette mise en relation nous permet par la suite d'établir une cause à effets, s'il y a lieu, dans la manière dont le *Guardian* et le *Times* présentent les faits. Dans le cadre des événements ayant mené à la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie africaine, nous avons remarqué deux éléments dissociant principalement le *Times* et le *Guardian*. Nous allons tout d'abord regarder comment les deux quotidiens présentent les actions et les réactions du gouvernement britannique face aux gestes posés par le régime d'Idi Amin. Nous analyserons, par la suite, la place que donnent les deux journaux au Kenya dans leur couverture des incidents. Tout au long de notre analyse, nous tenterons de dresser un parallèle entre les approches des deux quotidiens ainsi que de découvrir si à elles seules, elles peuvent expliquer la nature des différences et des ressemblances que nous avons observées. Finalement, nous essaierons de discerner si une perspective néocoloniale est observable à travers les approches des deux journaux.

Comme nous avons pu le remarquer au cours de nos lectures des articles publiés par le *Guardian* et le *Times*, il a fallu plusieurs affronts consécutifs avant que la Grande-Bretagne

décide de rompre ses relations diplomatiques avec l'Ouganda. Bien que les incidents observés ici aient été décisifs, nous tenons à mentionner qu'ils font partie d'une longue suite d'événements ayant débutés peu après l'entrée au pouvoir du dictateur ougandais en 1971. L'importance de ce fait prend racine dans la justification du ton employé par les deux quotidiens lorsqu'ils présentent les actions et réactions du gouvernement britannique. Que ce soit dans le *Times* ou encore dans le *Guardian*, les journalistes nous semblent exacerbés par la situation. Nous n'avons tout de même pas trouvé de critiques amères du gouvernement travailliste de Callaghan. Nous avons pu cependant remarquer que le *Times* présente, de manière plus détaillée, les remontrances des députés conservateurs quant à ce qu'ils qualifient d'inaction du ministre des Affaires étrangères face à l'expulsion répétée des diplomates britanniques de l'Ouganda. Les journalistes du *Times* excusent, par la suite, le ministre Crosland en faisant constater à ses lecteurs l'importance de prendre en considération la présence de plus de 500 Britanniques en Ouganda. Malgré cette tentative d'apaisement et que la critique ne provienne pas directement du quotidien, le fait qu'il prenne le temps de l'expliquer en détails nous prouve que le journal à tendances conservatrice se range indirectement du côté des députés mécontents. De son côté le *Guardian* fait également rapidement mention de la grogne des députés conservateurs, mais explique plus en détails les raisons qui poussent le gouvernement à ne pas prendre de décision irréfléchie lorsque le dirigeant ougandais est en cause. Il nous apparaît alors clairement que le quotidien appuie le gouvernement dans sa manière de faire et encourage de cette façon ses lecteurs à en faire autant. Nous sommes d'avis que les deux journaux londoniens font ainsi honneur à leur ligne éditoriale respective en faisant ressortir les éléments politiques de leur choix. Dans le cas du *Times*, la pensée conservatrice le pousse à prendre connaissance de façon détaillée de la pensée des députés conservateurs siégeant en chambre tandis que l'idéologie de centre-gauche supporte davantage le gouvernement en place. De plus, le *Times* nous semble démontrer un plus grand protectionnisme lorsqu'il couvre les éléments liés à cette crise. Nous entendons par protectionnisme une volonté de protéger le gouvernement en place afin de favoriser le maintien d'un statu quo autant d'un point de vue politique qu'économique.

Les deux quotidiens se rejoignent toutefois sur le fait qu'il est important de prendre en considération la présence d'environ 500 Britanniques en Ouganda. Le *Times* se contente principalement de critiquer cette présence dans les circonstances particulières qui règnent en

Ouganda. Il fait part à ses lecteurs de l'avertissement qui leur a été donné de quitter le pays, mais ne fait, par la suite, que présenter les menaces du dictateur qui affirme que tout avion qui tentera de venir récupérer les Britanniques en Ouganda n'aura pas l'autorisation d'atterrir et sera probablement abattu sur-le-champ. Le *Guardian* se concentre plutôt sur le travail des bureaux du haut-commissaire britannique en Ouganda et sur le fait qu'un plan d'évacuation d'urgence avait déjà été prévu au cas où la situation appellerait de telles mesures. Le *Times* nous présente alors un gouvernement qui a les pieds et mains liées et qui ne peut rien faire afin de venir en aide à ces citoyens tandis que le *Guardian* met en évidence le fait que le gouvernement britannique en est un préparé à toutes éventualités et capable d'assurer la sécurité de ses citoyens. Nous croyons que les deux journaux sont encore une fois fidèles à leur ligne éditoriale respective. Aucune critique n'est directement faite, mais les lecteurs du *Times* sont mis devant le fait que le gouvernement élu en est un dont on peut douter de l'efficacité alors que le *Guardian* se concentre à présenter un gouvernement capable. Ce dernier, telle l'idéologie de centre-gauche le sous-tend, démontre ainsi que le gouvernement de Callaghan est en mesure de s'occuper de son peuple et répond par conséquent à leurs critères interventionnistes de l'État. Le *Times*, quant à lui ne met pas l'accent sur l'intervention de l'État dans le cadre des choses, mais se concentre plutôt sur le fait que le gouvernement en place n'est pas adéquat pour assurer la protection des intérêts britanniques.

Le *Guardian* se distingue également de son homologue en présentant une analyse et une critique profonde du régime colonial britannique en Ouganda, qu'il accuse d'être la source des problèmes actuels du pays. Bien qu'il l'appuie pendant l'empire colonial britannique, nous pensons que son approche centre-gauchiste, contrairement à l'approche conservatrice, le mène à critiquer plus ouvertement les actions gouvernementales. Cette tendance pourrait être liée au caractère stagnant que sous-tend une vision conservatrice. Lorsque nous lisons qu'Amin est à l'image des Britanniques, nous pouvons faire ressortir un lexique paternaliste qui nous laisse croire que la Grande-Bretagne s'est comportée en maître en Afrique et qu'elle récolte maintenant le fruit de ses efforts. L'éditorial du 6 juillet, dont l'auteur, comme nous l'avons mentionné souvent lorsqu'une opinion ou critique est présente dans le *Guardian*, n'est pas cité, affirme que « *His very existence is a permanent reproach to*

us, a daily post-colonial reminder of the inadequacy of the colonial system¹²⁸. » Il est possible qu'une telle critique soit en lien avec une approche centre-gauchiste qui met de l'avant la liberté d'opinion et l'ouverture sur différentes manières de penser. Ce genre de critique est présent dans de nombreux articles publiés par le quotidien londonien, et ce, tout au long de la période du règne d'Idi Amin. À plusieurs reprises, les éditeurs du *Guardian* font mention du rôle que les Britanniques ont joué dans la formation d'Amin, mais aussi dans sa mise en place. Nous pensons qu'il s'agit ici d'une critique directe des comportements néocoloniaux œuvrant au sein de la communauté politique et économique de la Grande-Bretagne conservatrice. Le journal londonien vient de la sorte remettre ses lecteurs dans un contexte colonialiste. En effet, il est à rappeler que, sous les rouages de l'*Indirect Rule*, les Britanniques géraient les instances gouvernementales ougandaises en mettant au pouvoir un représentant « indigène » de leur choix. Ils le laissaient par la suite diriger certains aspects de la vie politique de la colonie en s'assurant que les intérêts de la Grande-Bretagne soient mis de l'avant. Ce faisant, en tant que puissance coloniale, les Britanniques gardaient main mise sur les forces armées en intégrant les natifs de la colonie dans ses rangs. Sans le dire avec autant de mots, le quotidien vient mettre en garde ses lecteurs quant aux risques de se penser supérieurs aux autres en voulant avoir le contrôle. Ce type de critiques et d'analyses ne se lit pas dans le *Times* qui, sans pour autant faire preuve de pensée néocoloniale, est plus attaché aux anciennes valeurs conservatrices du passé colonial britannique.

Le deuxième élément de comparaison que nous voulons traiter dans cette section est la place accordée au Kenya dans la couverture des événements. Il est normal de mentionner le conflit existant entre l'Ouganda et son voisin de l'est. De plus, le raid israélien vient envenimer la situation, car Amin accuse Kenyatta d'avoir été au courant de l'attaque avant son arrivée. Malgré l'importance de ce conflit, nous avons décidé de ne pas analyser l'approche du *Guardian* et du *Times* sur cette thématique parce qu'elle n'est pas liée à la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda. La place du Kenya concernant la question de la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et son ancienne colonie provient du fait que les journalistes européens n'avaient alors pas le droit d'entrer en Ouganda. Ces derniers devaient, par conséquent, prendre leurs sources soit des

¹²⁸ Auteur inconnu, « Big Daddy, Our Womb », *Le Guardian*, Londres, 6 juillet 1976, p. 12.

bulletins de nouvelles de Radio-Ouganda, soit des autres journaux africains. Malgré la possibilité d'obtenir leur information de la Tanzanie, du Rwanda ou encore du Zaïre, les deux quotidiens se sont plutôt penchés vers le Kenya et ses journaux. Le *Times* et le *Guardian* ont, par la suite, employé ces sources de manière très différente et c'est sur cette différence que nous voulons nous pencher ici.

Concentrons-nous d'abord sur l'analyse du *Times* et de son emploi des sources qui lui sont disponibles. Tout au long de la période à l'étude, le journal londonien nous présente principalement les informations qui lui proviennent de Radio-Ouganda. Les journalistes ne font alors pas d'analyse active de la nouvelle et se contentent bien souvent de rapporter les discours et les décisions du gouvernement ougandais. Le ton des articles suggère, cependant, aux lecteurs de ne pas prendre les paroles du dictateur au pied de la lettre. Nous croyons que cette manière de faire du *Times* est comparable à sa couverture de la déportation des Asiatiques de 1972 puisqu'il essaie de ne pas contrarier Amin. Ce faisant, il donne au général une nouvelle tribune et nourrit son l'ego. Au fur et à mesure que la situation progresse et plus particulièrement lors de la disparition de Dora Bloch, le quotidien commence à faire mention des informations qu'il glane dans les quotidiens kenyans. Il présente ainsi à ces lecteurs certains commentaires négatifs sur le dictateur ougandais, mais fait très attention de nuancer les propos cités en les situant dans le contexte tendu préexistant entre le Kenya et l'Ouganda. Le *Times* essaie ainsi de conserver une certaine neutralité face à ce qui se passe et reflète aussi l'attitude du gouvernement britannique qui refuse de commenter les discours et les informations qu'Amin offre à tous ceux qui veulent bien l'entendre. Cette manière de dispenser l'information s'inscrit dans une approche conservatrice qui met l'accent sur la non-intervention de l'État et le protectionnisme. En effet, en ne promulguant aucune analyse de ce qui se passe et en se contentant de citer des sources extérieures, le quotidien démontre à ses lecteurs qu'il ne doit pas intervenir dans la situation, mais plutôt l'observer. Aussi, il évite de se mettre Amin à dos et protège de la sorte les intérêts économiques britanniques en Ouganda.

Le *Guardian*, quant à lui, se concentre davantage sur les informations qui proviennent de sources extérieures à l'Ouganda. Lors du détournement de l'avion d'Air France, le quotidien choisit de donner plus d'importance à ses correspondants français et israéliens

qu'aux informations en provenance de l'Ouganda. Nous n'affirmons pas ici qu'il les ignore, mais il nous semble consciemment choisir de ne pas donner plus d'importance qu'il n'en faut au propos du dictateur. De cette manière, le *Guardian* semble dire à ses lecteurs qu'il est conscient des informations qui sont transmises par Radio-Ouganda, mais qu'il s'interroge sur leur véracité. Il se nourrit ici du narcissisme d'Amin en limitant l'importance de ses interventions. Après le raid israélien, le quotidien commence de plus en plus à citer les informations qu'il prend dans les journaux kenyans. Contrairement à son homologue londonien, le *Guardian* donne beaucoup de place aux analyses de la presse kenyane lorsqu'elle réagit aux menaces et aux accusations répétées du dictateur ougandais. Il se permet, toutefois, de douter de la totale innocence du Kenya dans la pénurie de pétrole qui touche l'Ouganda, mais voile ses critiques en employant simplement un ton interrogateur et non accusateur. Plus la situation entre l'Ouganda et le Kenya s'envenimera et plus le quotidien citera les accusations et les critiques acerbes des journaux kenyans qu'il attribuera aux répercussions du raid israélien sur la scène de l'Afrique de l'Est. Encore une fois à l'opposé du *Times*, le *Guardian* se permet de critiquer ouvertement Amin en ne nuançant que très peu les propos qu'il rapporte et en ajoutant ses propres constats. Considérant qu'Amin se plaint régulièrement de la manière dont il est présenté dans la presse britannique, nous croyons que le quotidien se soucie davantage de l'importance de la libre pensée et de la liberté d'expression que de la préservation de bons rapports entre son pays et l'Ouganda. Ce souci s'amalgame également à l'idée de rectitude et de justesse qui est présente dans la composante socialiste de l'idéologie centre-gauchiste et explique donc le fait qu'il nous est possible de percevoir les rouages d'une approche de même idéologie au cœur des choix éditoriaux du *Guardian*.

Cette section sur la comparaison des approches du *Times* et du *Guardian* démontre comment la ligne éditoriale conservatrice du premier et celle de centre-gauche du second jouent un rôle important dans le traitement d'informations similaires. Les deux couvrent les événements qui ont conduit le gouvernement britannique à rompre ses relations diplomatiques avec l'Ouganda. Les deux s'entendent aussi sur l'importance de protéger la population britannique qui habite en Ouganda. Les quotidiens ne voient cependant pas d'un même œil la capacité du gouvernement à assurer une telle protection. Nous croyons toutefois que c'est dans un esprit de conservation et dans le cadre d'un contexte politique déjà difficile

en Grande-Bretagne que les deux journaux limitent la nature et la virulence des critiques qu'ils écrivent sur le gouvernement de Callaghan. De plus, il est difficile de percevoir que le gouvernement travailliste aurait été en mesure d'en faire davantage. Cet esprit de conservation n'est toutefois pas pris en considération lorsque le *Guardian* se permet de critiquer ouvertement le général Amin et le fait qu'il soit une « création du système colonial britannique ». Or, nous pensons que la situation entre l'Ouganda et la Grande-Bretagne se trouvant déjà sur la voie de l'impasse, le quotidien n'estime pas nuire au gouvernement britannique. Sur le plan néocolonial, nos observations nous amènent à croire que les deux quotidiens ne considèrent pas que la Grande-Bretagne puisse encore avoir des intérêts dans un pays qui est sur le point de s'écrouler. Il est vrai qu'à plusieurs reprises les deux journaux, mais plus particulièrement le *Guardian*, nous font part que l'Ouganda est un pays plein de potentiel. Ce potentiel est cependant à chaque fois remis en question en raison des effets destructeurs du régime militaire d'Amin. De plus, malgré l'apparition d'un certain espoir que le régime d'Amin, en raison principalement de la pénurie de pétrole et de biens essentiels, en arrive à sa fin, aucune réelle attente de voir la situation changée n'est présente dû à la capacité de survivre dont le dirigeant ougandais a fait preuve jusqu'à maintenant.

Conclusion

La présente recherche avait pour objectif de répondre à deux problématiques étroitement liées. Dans un premier temps, nous voulions voir en quoi l'interprétation d'événements stratégiques du règne d'Idi Amin ont été traités par le *London Times* et le *Guardian*. Nous en avons par la suite fait ressortir les divergences et les convergences. Le deuxième questionnement auquel nous avons répondu est de savoir si les interprétations ressorties sont assez distinctes et peuvent ainsi constituer une approche à part entière. Le cas échéant, nous avons ressorti les éléments influençant/structurant ces approches journalistiques. Cette dernière nous a permis par la suite d'établir s'il y avait une cause à effets dans la manière dont le *Guardian* et le *Times* ont présenté les incidents. Elle nous a ensuite donné la chance de faire ressortir l'évolution de la Grande-Bretagne de puissance coloniale à puissance postcoloniale. Au début de notre travail, nous croyions que le *London Times* et le *Guardian* nous montreraient des approches qui seraient principalement affectées par leurs « allégeances » politiques. Nous pensions également que les deux quotidiens présenteraient des marches à suivre plutôt différentes sur la manière d'aborder le dictateur sans pour autant différer grandement quant aux résultats attendus. Sur le plan comparatif et l'évolution de la Grande-Bretagne, nous avons avancé l'hypothèse que le *Guardian* serait plus ouvert au changement de paradigme colonial (du colonialisme au postcolonialisme). Tandis que le *Times* afficherait une voie plus fermée et plus isolationniste et encouragerait le gouvernement britannique à se centrer sur les besoins de la métropole alors que le *Guardian* serait plus disposé à maintenir des liens commerciaux et politiques avec l'Ouganda, pays membre du Commonwealth.

Tout au long de ce travail, nous avons analysé comment les deux journaux ont traité la question de la montée au pouvoir, la chute du régime d'Idi Amin, l'exil des Asiatiques en Ouganda et la rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Idi Amin. Bien qu'une grève ayant affecté les publications du *Times* ne nous ait pas permis de comparer les approches des deux quotidiens en ce qui a trait à la chute du régime d'Amin, nous avons tout de même pu en venir à une conclusion quant à la comparaison des approches du *Times* et du *Guardian*. Pendant le règne d'Idi Amin, il nous a été à plusieurs reprises permis de constater que les deux journaux britanniques sont demeurés fidèles à la sympathie

qu'ils démontraient face aux idéologies conservatrice (le *Times*) et centre-gauchiste (le *Guardian*). En effet, nous avons de nombreuses fois fait ressortir que le *Times* semblait vouloir protéger le gouvernement conservateur en place en ne publiant aucune critique à son égard. Lors de l'exil des Asiatiques, par exemple, le journal britannique remettait continuellement la faute des lenteurs du processus d'obtention des passeports britanniques sur la population asiatique ougandaise qui ne s'impliquait pas assez. Ce blâme peut aussi être mis en relation avec les tendances « racistes » qui sont perçues à travers la politique d'immigration restrictive de la Grande-Bretagne. Cette dernière, modifiée en 1971 par les conservateurs promet aux Britanniques qu'il n'y aura plus de grandes vagues d'immigration en provenance du *Commonwealth*. Nous tenons ici à préciser que bien que nous croyons toujours en l'approche conservatrice du *Times*, cette politique était aussi soutenue par le parti travailliste et l'idéologie de centre-gauche. La différence résidant principalement dans le fait que l'idéologie de centre-gauche en fait appel à la moralité en prônant qu'il ne serait pas adéquat pour le gouvernement britannique de ne pas s'acquitter de sa responsabilité envers ses détenteurs de passeports.

L'arrivée au pouvoir d'Amin fait ressurgir l'aspect conservateur du traitement des informations présentées par le *Times*, qui s'empresse de jeter le blâme sur le régime socialiste sortant. La rupture des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda d'Amin apporte le même genre de traitement dans le quotidien. Bien que le journal ne critique pas ouvertement le régime travailliste de Callaghan, il se permet de publier un grand nombre de critiques en provenance des députés conservateurs. Pour sa part, le *Guardian* est aussi fidèle à sa sympathie envers l'idéologie de centre-gauche. L'exil des Asiatiques le pousse à critiquer ouvertement les lenteurs administratives britanniques qui n'arrivent pas à accorder une assez grande quantité de passeports britanniques à la population asiatique de l'Ouganda mettant ainsi à l'avant-plan l'inefficacité de la gestion de l'État. Sur la question de la rupture des liens diplomatiques, le *Guardian* prend le temps de justifier les actions du régime travailliste en place et s'abstient de présenter la critique conservatrice dans sa couverture des sessions parlementaires qu'il publie. L'arrivée au pouvoir d'Amin voit le même type de traitement alors que le journal britannique parle, dès son arrivée, de l'importance du rôle des Britanniques dans son avènement.

En prenant en considération que les deux quotidiens londoniens publient leurs informations dans un contexte postcolonial et que l'Ouganda est une ancienne colonie britannique, il nous est possible de brosser un bref portrait de leur vision des régimes à parti unique africain. En effet, que ce soit de la part du *Times* ou encore de celle du *Guardian* nous remarquons que l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant est accueillie à bras ouverts. L'opinion britannique, représentée par nos deux journaux londoniens, se voit prête à accepter l'avènement d'un nouveau dirigeant en raison des politiques économiques socialistes qui, comme dans le cas présent, menaçaient l'économie de la Grande-Bretagne. Nous observons que le *Guardian* est plus critique face à la montée au pouvoir d'un nouvel homme politique et qu'il prend le temps d'en analyser davantage l'ascension au pouvoir. Nous affirmons que cette réticence envers la montée au pouvoir d'une nouvelle figure politique n'est pas uniquement justifiée par le fait qu'elle détrônait un politicien socialiste. Nous pensons plutôt qu'elle est liée à l'idéologie de centre-gauche dans laquelle il est important pour un gouvernement de prendre soin de son peuple en intervenant de manière adéquate. Le *Guardian* est conséquemment plus enclin à voir comment les coups d'État et les régimes à parti unique sont directement issus de l'impérialisme britannique. Comme mentionné dans notre premier chapitre, le quotidien lie le mode de gestion de l'*Indirect Rule* à l'avènement de ce type de parti et des dirigeants employant l'autoritarisme. Le *Times*, pour sa part, semble plus limité dans son analyse des gouvernements à parti unique. Il se contente de faire miroiter l'importance pour les anciennes colonies britanniques de demeurer sur la voie du libre-échange et de s'éloigner du socialisme. Bien que nous comprenions qu'un journal aux tendances conservatrices analyse la situation d'un point de vue qui lui est économiquement profitable, nous pensons que cette manière de faire du *London Times* se veut simpliste. Cette simplicité lui vient du fait qu'elle ne considère en aucun cas les conséquences sociales qu'elle engendre. Comme nous le pensions avant de compléter cette recherche, la pensée conservatrice soutenue par la Chambre des Lords et les entreprises de la Grande-Bretagne se concentre sur le bien-être de la métropole sans véritablement se soucier de ce qui se passe dans son ancienne colonie. De plus, l'avènement d'un homme politique issu des rouages de l'armée coloniale britannique a pu leur porter à croire qu'il serait davantage facile de le contrôler. Nous pouvons donc en conclure qu'ils voient la montée des gouvernements à parti unique comme une façon de conserver leur mainmise sur leur ancienne colonie et par

conséquent passer de l'idéologie coloniale à l'idéologie néocoloniale dans le but de poursuivre vision sournoise d'impérialisme.

Nous avons toutefois été étonnés à plusieurs reprises de constater que les deux quotidiens londoniens s'entendaient et partageaient le même point de vue. Ce fut notamment le cas lors de leur couverture du coup d'État ayant mis en place le régime du général Amin en Ouganda. En effet, les deux s'entendent sur la genèse du coup qui, quant à eux, prend racine dans le passé colonial de l'ancienne colonie. De même, lors de l'exil des Asiatiques, le *Times* et le *Guardian* s'entendent sur le fait que le gouvernement de la Grande-Bretagne, du moins au début de la crise, réagit de manière adéquate afin d'assurer la sécurité de la population britannique en Ouganda, mais aussi pour le maintien de l'ordre économique en Grande-Bretagne alors que celle-ci traverse une crise économique importante. Ce consensus des deux quotidiens nous a, dans un premier temps, surpris. Nous nous attendions à ce qu'ils critiquent de manière beaucoup plus ouverte les gouvernements opposés à leur idéologie. Cependant, après une plus longue analyse, nous en sommes venus à la conclusion qu'il était normal afin de conserver une vision critique et de s'assurer de la confiance de leur lectorat, que les deux quotidiens présentent des opinions mitigées démontrant une critique des faits qu'ils publient.

Le second questionnement de notre recherche visait la compréhension des éléments influençant et/ou structurant l'approche de chacun des quotidiens. Dans notre dernier chapitre, nous tentions aussi de faire ressortir si les approches des deux journaux nous permettaient de voir un changement de paradigme de la Grande-Bretagne de colonialisme à néocolonialisme. Bien que nous ayons pris connaissance de nombreuses sources, nous n'avons pas été en mesure de discerner l'apparition d'une position néocoloniale dans les actions du gouvernement britannique en Ouganda. Il nous a toutefois été possible d'observer une réelle critique, et ce, à la fois dans les publications du *Times* et celles du *Guardian*, quant à leur volonté de limiter la participation de la Grande-Bretagne dans les affaires de son ancienne colonie. En effet, il nous a plusieurs fois été possible d'observer des commentaires dans chacun des quotidiens favorisant le non-interventionnisme de l'État britannique en rapport avec les agissements d'Amin. De plus, chacun des quotidiens a mis de l'avant que les événements ayant mené au coup d'État ougandais étaient directement le fruit des

politiques coloniales britanniques. Nous avons examiné une réelle critique des pratiques coloniales de la Grande-Bretagne et du danger de les poursuivre dans le futur. Toutefois, aucun des deux quotidiens n'a nié le fait que l'ancienne puissance coloniale conserve des intérêts économiques en Ouganda et que ces derniers étaient souvent pris en considération lorsque venait le temps pour le gouvernement britannique de décider d'un cours d'actions à suivre dans ses relations diplomatiques. Bien que l'Ouganda essaie de se sortir des miasmes du colonialisme, il n'en demeure pas moins que son passé de colonisé a marqué son devenir, et ce, dans le fait même que le pays tente de s'en dissocier de toutes ses forces. Nos recherches ne nous permettent toutefois pas de conclure si les intérêts économiques de la Grande-Bretagne en Ouganda seront aussi importants après la rupture des liens diplomatiques entre les deux pays.

Bien que l'intérêt de cette recherche s'inscrive particulièrement sur le traitement de l'information journalistique faite par l'ancien colonisateur face à son ancienne colonie, il serait à propos de se pencher sur la couverture médiatique britannique d'autres dictateurs africains tels que Robert Mugabe. En effet, bien que les deux colonies africaines en soient deux britanniques et qu'elles aient toutes deux fait face à des régimes dictatoriaux, il serait intéressant de voir dans un premier temps comment la presse britannique justifie la continuité du régime de Mugabe au Zimbabwe tandis que le règne d'Amin en Ouganda fut d'une durée beaucoup plus courte. Dans un deuxième temps, nous pourrions voir si le changement de paradigme colonial en Grande-Bretagne est observable dans cette couverture journalistique et si la durée du règne du dictateur vient jouer un rôle dans notre capacité d'observer un tel fait. Il serait certes facile de poursuivre le questionnement plus loin. Or, comme nous l'avons vu ici, il ne faut pas oublier que les approches que nous pourrions en faire ressortir ne sont que le miroir de l'opinion actuel dans lequel nous vivons. Un monde décolonisé dans lequel l'ancien Empire britannique essaie de prospérer. Il est important toutefois de ne pas tomber dans une victimisation du monde colonisé. Comme mentionné par M. Patrick Dramé, professeur à l'Université de Sherbrooke : « Les peuples colonisés avaient aussi un rôle à jouer, il n'est par conséquent pas adéquat de ne les voir que comme des victimes passives de la situation¹²⁹. »

¹²⁹ Patrick Dramé, *Rencontre de maîtrise printemps*

Bibliographie

Impérialisme colonial britannique en Afrique

- ARNORLD, Guy, *Africa: A Modern History*, Londres, Atlantic Books, 2005, 1028 pages.
- BAILKIN, Jordanne, *The Afterlife of Empire*, Berkely, University of California Press, 2012, 368 pages.
- BRENDON, Piers, *The Decline and Fall of the British Empire, 1781-1997*, New York, Random House Digital Inc., 2010, 848 pages.
- BRUNSCHWIG, Henri, *Le partage de l'Afrique Noire*, Paris, Flammarion, 1993, 186 pages.
- CARBONE, Giovanni M., *No-Party democracy? Uganda politics in comparison perspective*, Londres, Lynne Rienner Publisher, 2008, 259 pages.
- CHENEY, Kristen E., *Pillars of the nation: child citizens and Uganda national development*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, 299 pages.
- CROUZET, François, « Commerce et Empire : l'expérience britannique du libre-échange à la première guerre mondiale », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 19^e année, n° 2 (mars-avril 1964), pp. 281-310.
- CROWDER, Michael, « Indirect Rule: French and British Style », *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 34, n° 3 (juillet 1964), pp. 197-205.
- DARWIN, John, *The End of the British Empire: The Historical debate*, Oxford, Basil Blackwell Ltd., 1991, 128 pages.
- DARWIN, John, *The Empire Project the rise and fall of the British world-system, 1830-1970*, New York, Cambridge University Press, 2009, 815 pages.
- DESCHAMPS, Hubert, « Et maintenant Lord Lugard? », *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 33, n° 4 (octobre 1963), pp. 293-306.
- DOUGLAS, Roy, *Liquidation of Empire: The Decline of the British Empire*, New York, Houndsmills, Palgrave Macmillan, 2002, 190 pages.
- DRAMÉ, Patrick Papa, *Les idées phares du processus de décolonisation*, Chaire Lucienne-Cnockaert, adresse URL : <http://pages.usherbrooke.ca/lucienne-cnockaert/index.php?id=115>.
- FERRO, Marc, *Colonization: A Global History*, Londres, Routledge, 1997, 402 pages.
- GAHAMA, Joseph, « Décolonisations comparées », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 42 (avril-juin 1994), pp. 102-106.
- GARTRELL, Beverly, « British Administrators, Colonial Chiefs, and the Comfort of Tradition an Example from Uganda », *African Studies Review*, vol. 26, n° 1 (mars, 1983), pp. 1-24.

- GIFFORD, Prosser et W.M. Roger LOUIS, *Decolonization and African Independence : The transfer of Power, 1960-- 1980*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1988, 654 pages.
- GRIMAL, Henri, *De l'Empire Britannique au Commonwealth*, Paris, Armand Colin, 416 pages.
- GRIMAL, Henri, *La Décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985, 416 pages.
- HEINLEIN, Frank, *British Government Policy and Decolonisation, 1945-1963 : Scrutinising the Official Mind*, London, Frank Cass, 2002, 337 pages.
- HOROWITZ, Dan, « Attitudes of British Conservatives Towards Decolonization in Africa », *African Affairs*, vol. 69, n° 274 (janvier 1970), pp. 9-26.
- HYAM, Ronald, *Britain's Declining Empire: The Road to Decolonisation, 1918-1968*, New York, Cambridge University Press, 2006, 464 pages.
- IGHAM, Kenneth, « Uganda's Masque of Independence », *African Affairs*, vol. 62, no 246 (janvier 1963), pp. 29-39.
- KASOZI, A. B .K., *The social Origins of Violence in Uganda, 1964-1985*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994, 347 pages.
- KIWANUKA, M. S. M., « Nationality and Nationalism in Africa: The Uganda Case », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 4, n° 2 (printemps 1970), pp. 229-247.
- Vincent LATOUR, « Between Consensus, Consolidation and Crisis: Immigration and Integration in 1970s Britain », *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], XXII — Hors-série | 2017, Online since 30 December 2017, connection on 02 January 2018. URL: <http://journals.openedition.org/rfcb/1719> ; DOI : 10.4000/rfcb.1719.
- LUGARD, F. D., *The Dual Mandate in British Tropical Africa*, Londres et Édinburgh, William Blackwood and Sons, 1922, 643 pages.
- LUGARD, F. D., *The Rise of Our East African Empire: early efforts in Nyasaland and Uganda*, vol. 2, Londres, Frank Cass & Co. Ltd., 1968, 744 pages.
- MALIBEAU, Albert et Jean MEYRIAT, *Décolonisation et régimes politiques en Afrique Noire*, Londres, Librairie Armand Colin, 1967, 276 pages.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*, Paris, Gallimard, 2004, 172 pages.
- MICHEL, Marc, *Décolonisation et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette Supérieur, 2^e édition, 2005, 271 pages.
- MWANZI, Henri A., « Initiatives et résistances africaines en Afrique orientale de 1880 à 1914 », *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 7, Paris, Presses de l'UNESCO, 1980-1993, pp. 87-109.
- OFACANSKY, Thomas P., *Uganda: Tarnished Pearl of Africa*, Boulder, Westview Press, 1996, 224 pages.

PAXMAN, Jeremy, *Empire: What Ruling the World Did to the British*, Londres, Viking, 2011, 368 pages. (document ebook).

PEARCE, Robert, « The Colonial Office and Planned Decolonization in Africa », *African Affairs*, vol. 83, n° 330 (janvier 1984), pp. 77-93.

PERVILLÉ, Guy, « Qu'est-ce que la colonisation? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954–), T. 22e, n° 3 (juillet-septembre, 1975), pp. 321-368.

PREST, Michael, « Le Royaume-Uni revit le cauchemar de 1976 », *Le Monde*, 16 décembre 2008, adresse url : https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/12/16/le-royaume-uni-revit-le-cauchemar-de-1976_1131750_1101386.html.

PRUNIER, Gérard et Bernard CALAS, *L'Ouganda contemporain*, Paris/Nairobi, coll. Hommes et Sociétés, Karthala/IFRA, 1994, 304 pages.

SPRINGHALL, John, *Decolonization since 1945 : the collapse of European overseas empires*, Palgrave, Londres/New York, 2001, 240 pages.

TWADDLE, Michael, *Uganda Now: Between Decay & Development*, Londres, James Currey, 1988, 378 pages.

WELKE, James W., *United Kingdom*, World Press Encyclopedia, p. 925.

WESSELING, Henri, *Le partage de l'Afrique*, France, Éditions Denoël, 1996, 304 pages.

La nature du pouvoir politique en Afrique postcoloniale

ARNOLD, Guy, *Africa: A Modern History*, Londres, Atlantic Books, 2005, 1028 pages.

Auteur inconnu, « Britain and Idi Amin », *Economic and Political Weekly*, vol. 12, no 23 (juillet 1977), p. 897.

AVIRGAN, Tony et Martha HONEY, *War in Uganda: The Legacy of Idi Amin*, Westport, Lawrence Hill & Company, 1982, 236 pages.

BÉJI, Hélé, *Le désenchantement national : essai sur la décolonisation*, Paris, F. Maspero, 1982, 155 pages.

BEKALE, Marc Mvé, *Démocratie et mutations culturelles en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 2005, 117 pages.

BÉNOT, Yves, « Idéologies, nation et structures sociales en Afrique noire », *Tiers Monde*, tome 15, n° 57, 1974, pp. 135-170.

BOYON, Jacques, « Une idéologie africaine : le Nkrumaïsme », *Revue française de science politique*, 13^e année, n° 1, 1963, pp. 66-87.

CHARLES, Bernard, « Le socialisme africain : mythes et réalités », *Revue française de science politique*, 15^e année, n° 5, 1965, pp. 856-884.

CHAZAN, Naomi, *Politics and Society in Contemporary Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publ., 1999, 546 pages.

DECALO, Samuel, *Coups & Army rule in Africa: Motivations & Constraints*, 2^e édition, New Haven/Londres, Yale University Press, 1990, 366 pages.

FURLEY, Oliver et James KATALIKAWA, "Constitutional reform in Uganda: The New Approach", *African Affairs*, vol. 96, n° 383 (avril 1997), pp. 243-260.

GERSHENBERG, Irving, « Slouching Towards Socialism: Obote's Uganda », *African Studies Review*, vol. 15, (avril 1972), pp. 79-95.

GLENTWORTH, Garth et Ian HANCOCK, « Obote and Amin: Change and Continuity in Modern Uganda Politics », *African Affairs*, vol. 72, n° 288 (juillet 1973), pp. 237-255.

HANSEN, Holger Bernt et Michael TWADDLE, *Uganda Now: Between Decay & Development*, Londres, James Currey, 1988, 376 pages.

KIBEDI, Wanume, « *The Story Continues: Kibedi's Open Letter to Amin* », *Transition*, n° 79 (1975), pp. 20-31.

KIHULU SOMPA, Florent, « Les responsabilités occidentales dans l'avènement et le maintien des dictatures en Afrique, L'exemple d'Amin Dada », *Peuples Noirs Peuples Africains*, n° 24 (1981), pp. 52-65.

KYEMBA, Henry, *L'État sanguinaire sous le règne d'Amin Dada*, Montréal, Stanké, c1977, 284 pages.

LEGUM, Colin, « *Behind the Clown's Mask, Transition* », n° 75/76, The Anniversary Issue: Selections from Transition, 1961-1976 (1997), pp. 250-258.

RAVENHILL, F. J., « Military Rule in Uganda: The Politics of Survivals », *African Studies Review*, vol. 17, n° 1 (avril 1974), pp. 229-260.

SAU. Ranjit, « From Petty Bourgeois to Idi Amin: Final Act of an Intermediate regime », *Economic and Political Weekly*, vol. 13, n° 14 (avril 1978), pp. 610-612.

SHAW, Timothy, « Uganda Under Amin: The Cost of Confronting Dependence », *Africa Today*, vol. 20, n° 2 (1973), pp. 32-45.

SOUARÉ, Issaka, *Guerres civiles et Coups d'État en Afrique de l'Ouest : comprendre les causes et identifier des solutions possibles*, Paris, L'Harmattan, 2007, 292 pages.

STRANG, David, « *Global Patterns of Decolonization, 1500-1987* », *International Studies Quarterly*, vol. 35, n° 4 (décembre 1991), pp. 429-454.

TRIPP, Mari, « *The Changing Face of Authoritarianism in Africa: The Case of Uganda* », *Africa Today*, vol. 50, n° 3 (printemps 2004), pp. 3-26.

WOODWARD, Peter, « Ambiguous Amin », *African Affairs*, vol. 77, n° 307 (avril 1978), pp. 153-164.

Les journaux britanniques et la Grande-Bretagne

Auteur inconnu, *History of the Guardian*, adresse url:
www.theguardian.com/gnm-archive/2002/jun/06/1.

Auteur inconnu, *The Guardian*, adresse url:
www.britannica.com/topic/The-Guardian-British-newspaper.

Auteur inconnu, *The Times (London)*, New World Encyclopedia, adresse url: [http://www.newworldencyclopedia.org/entry/The_Times_\(London\)](http://www.newworldencyclopedia.org/entry/The_Times_(London)).

Auteur inconnu, adresse url : <http://www.theTimes.co.uk/tto/archive> ;
<https://www.newspapers.com>.

CHOMSKY, Noam, *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda*, New York, Seven Stories Press, 2010, 103 pages.

EVANS, Harold, *Good Times, Bad Times*, Atheneum, New York, 1983, 498 pages.

HANSEN, Randall, *Citizenship and immigration in Post-War Britain : the institutional origins of a multicultural nation*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 301 p.

HERMAN, Edward et Noam CHOMSKY, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon, 1988, 412 pages.

KATONO, Deogratias Nzarwa, *Western Newspapers' Coverage of Idi Amin of Uganda 1971-1979*, Winston-Salem, Wake Forest University, 1990, 167 pages.

LERUEZ, Jacques, « À propos de la trilogie de Keith Middlemas : État et société en Grande-Bretagne depuis 1940 », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 49 (janvier-mars 1996), pp. 110-121.

Mc Mane, Aralynn Abare et Florence HERBULOT, « Vers un profil du journalisme "occidental". Analyse empirique et comparative des gens de presse en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suisse », *Réseaux*, vol. 10, n° 51, 1992, p. 71.

MERRILL, J. C. et Harold A. FISHER, *The World's Great Dailies: Profiles of Fifty Newspapers*, New York, Hasting House, 1980, 379 pages.

MERRILL, John C et Ralph L. LOWENSTEIN, *Media, messages, and men: News perspectives in communication*, New York, D. McKay Co., 1971, 293 pages.

RAVAULT, René Jean, « Défense de l'identité culturelle par les réseaux traditionnels de "coersédution" », *Revue internationale de science politique*, vol. 7, n° 3 Politics and the New Communications : International Implications (1986), pp. 251— 280.

REES-MOGG, William, *Memoirs*, Harper Collins Publishers, London, 2011, 328 pages.

SERGEANT, Jean-Claude, « La presse nationale et le Welfare State : Du consensus à la discordance », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 4/5 (août-octobre 1982), pp. 720-729.

SORAKA, Stuart N., « *Media, Public Opinion, and Foreign Policy* », *Press/Politics* 8 (1), hiver 2003, President and the Fellows of Harvard College, pp. 27-48.

TARAS, David, « *The Struggle over 'The Valour and the Horror': Media Power and the Portrayal of War* », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 28, no 4 (décembre 1995), pp. 725-748.